

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE - N° 12608 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : André Fontaine

MARDI 13 AOUT 1985

Anniversaires à Belfast

Les manifestations de ces derniers jours en Irlande du Nord ont été finalement plus pacifiques que prévues. Chaque été, les anniversaires font monter la tension dans la province : les protestants commémorent leurs victoires, celles de Guillaume d'Orange sur les catholiques ; les catholiques, eux, rendent hommage à leurs martyrs, au risque de s'en créer de nouveaux, et commencent dans la haine au souvenir des hauts faits de la répression britannique.

Ces rendez-vous avec l'histoire tiennent du rituel et sont toujours précédés d'une intense mobilisation qui fait craindre le pire. Ils ne dégénèrent en fait que rarement en affrontements physiques graves, à moins que les forces de l'ordre ne s'en mêlent avec la brutalité dont elles font souvent preuve - ce fut le cas notamment l'année dernière - et dont elles se sont gardées cette fois. Ces célébrations n'ont d'autre but que de maintenir les esprits en alerte au profit des groupes extrémistes de chaque communauté : il faut, pour servir le pasteur Paisley et ses troupes, que les protestants cultivent une méfiance à l'égard de la communauté catholique restée convaincue de son malheur et de la légitimité de la lutte armée contre l'ennemi « colonialiste ».

Aucune solution au conflit qui ensangante la province ne peut, dans ces conditions, voir le jour, à moins que les deux gouvernements concernés - Londres et Dublin - ne parviennent à trier le bon grain de l'ivraie, c'est-à-dire à isoler les extrémistes de chaque camp. C'est à quoi ils s'emploient actuellement, sans garantie de succès.

Du côté de Dublin, on condamne plus fermement que jamais les mouvements armés et l'on s'efforce de promouvoir un dialogue constructif avec Londres qui aurait le soutien de toutes les organisations catholiques non violentes de l'île.

Du côté britannique, sous un apparent immobilisme, on s'est efforcé depuis plusieurs années de rendre plus discrète la présence militaire en Ulster, condition nécessaire pour qu'une normalisation apparaisse comme plausible. On a cherché, semble-t-il, ces derniers temps, à donner l'impression que la répression ne s'exerce pas toujours dans le même sens, comme ce fut trop longtemps le cas. On tente, en somme, de remonter la pente, après l'effet catastrophique qu'avait eu sur l'ensemble de la communauté catholique le traitement réservé il y a quelques années par M^r Thatcher aux grévistes de la faim nord-irlandais.

Londres et Dublin poursuivent actuellement des discussions aussi discrètes que délicates pour essayer de faire avancer la question irlandaise sur le terrain institutionnel. Il s'agit de reconnaître l'existence d'une « dimension irlandaise » et, sans remettre en cause l'appartenance de l'Ulster au Royaume-Uni, d'associer Dublin à la conduite des affaires de la province.

Le projet est périlleux : les protestants annoncent déjà qu'ils fourbiront leurs armes et M^r Thatcher risque de récolter la tempête. M. FitzGerald, le chef du gouvernement irlandais, risque lui, sa crédibilité dans la République s'il paraît trop concéder sans contreparties substantielles, c'est-à-dire sans un droit de regard effectif sur les affaires de l'Ulster. Les deux gouvernements ont devant eux une durée de vie assurée à peu près similaire : jusqu'en 1987, le temps de trouver un accord et d'accompagner sa mise en œuvre. Pour l'un comme pour l'autre, c'est maintenant ou jamais.

(Lire nos informations page 6.)

VIOLENCES EN AFRIQUE DU SUD

Les pressions occidentales sur Pretoria s'accroissent

Les pressions occidentales pour l'abandon du système de l'apartheid en République sud-africaine s'accroissent. Le porte-parole de la Maison Blanche n'écarter pas la possibilité de sanctions américaines si les réformes que le président de la République sud-africaine doit annoncer jeudi 15 août ne sont pas de nature à apaiser les esprits. De son côté, Israël, engagé dans une fructueuse coopération militaire, prend quelques distances vis-à-vis de Pretoria, nous indique notre correspondant.

Le dernier bilan des émeutes de Durban était dimanche 11 août de 63 morts. D'autre part, de graves incidents ont eu lieu près du Homeland du Ciskei, dans le sud du pays.

Près de 600 morts en un an

De notre correspondant

Johannesburg. - Un policier noir a été tué de coups, lapidé, puis arrosé d'essence et brûlé, dimanche 11 août à King-William's Town, petite ville au sud du pays, près de la frontière du homeland du Ciskei. Cela s'est produit alors que la foule revenait du petit village de Rayl où Victoria Mxenge, une avocate militante des droits de l'homme, assassinée le 1^{er} août, venait d'être enterrée. Une voiture de policiers qui s'était aventurée dans le cortège, a alors été attaquée par la foule qui a commencé à jeter des pierres. L'un d'entre eux, pris de panique, s'est

échappé du véhicule, alors que ses collègues réussissaient à prendre la fuite sous les projectiles. Le policier a vite été rattrapé. Alors qu'il était déjà inanimé et probablement mort, ses assaillants ont tenté de mettre le feu à son corps en utilisant de l'herbe sèche. N'y parvenant pas, ils ont utilisé de l'essence.

Un incident « regrettable » pour les dirigeants locaux du Front démocratique uni.

MICHEL BOU-RICHARD.
(Lire la suite page 3.)

LA PROPOSITION DU GOUVERNEMENT AU PARLEMENT

21 sièges au lieu de 18 pour la région de Nouméa

La session extraordinaire du Parlement, convoquée après la décision du Conseil constitutionnel à propos de la loi sur l'évolution de la Nouvelle-Calédonie, devait commencer ce lundi 12 août à 15 heures à l'Assemblée nationale. Le Sénat est convoqué mardi 13 août pour cette nouvelle délibération sur la loi.

Le gouvernement a proposé de fixer à 21 - au lieu de 18 dans la loi adoptée le 26 juillet et sanctionnée par le Conseil constitutionnel - le nombre de conseillers dans la région Sud, celle de Nouméa. Si cette modification est acceptée, le nombre total de conseillers régionaux passerait de 43 à 46.

Douze lignes prometteuses

Lorsqu'un député rencontre un autre député, ou un sénateur un autre sénateur, vers la mi-août, dans l'enceinte de leurs assemblées respectives, que se racontent-ils ? Des histoires néo-calédoniennes, bien entendu, des histoires de conseils de région, de nombre de conseillers, de juste répartition, de force - injuste ou pas - de la loi, etc.

Impossible de faire autrement. Le Conseil constitutionnel leur a fourni, le 8 août, un canevas obligé de conversation que le président de la République s'est empressé, dès le lendemain, de mettre pour eux à l'ordre du jour des 12 et 13 août. Tant il y a pour lui (et pas seule-

ment pour lui) nécessité d'avoir au plus tôt une loi sur l'évolution de la Nouvelle-Calédonie entièrement bouclée et inattaquable.

Mais, puisque les voilà réunis malgré eux, on imagine bien que ces élus en profiteront pour aborder deux ou trois autres sujets, naturellement appelés par les premiers. Les différences de représentativité, par exemple, la leur ou celle de leurs successeurs, l'égalité du suffrage en France, voilà des thèmes des plus intéressants.

MICHEL KAJMAN.
(Lire la suite page 7.)

HAUTE AUTORITÉ

Les trois nouveaux «sages» et la cohabitation

Trois nouveaux «sages» de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle ont été désignés. Le président de la République a choisi M. Raymond Forni, député socialiste et président de la commission des lois. M. Mermoz, président de l'Assemblée nationale, a désigné M. Gilbert Comte, journaliste et écrivain. M. Alain Poirer, président du Sénat, a nommé M. Raymond Castan, directeur général des programmes de RTL. L'une des premières tâches de la Haute Autorité sera de choisir les présidents de chaînes.

Pour la première fois de sa jeune histoire, la Haute Autorité de la communication audiovisuelle vient d'être renouvelée pour trois de ses neuf membres. Le choix des nouvelles personnalités appelées à siéger dans cette haute instance de l'audiovisuel revêt aujourd'hui une importance particulière, alors que se profile une problématique cohabitation politique en 1986. Entre autres attributions, la Haute Autorité distribue, en effet, les fréquences locales de radio et de télévision et, surtout, nomme les présidents des sociétés de service public, en particulier ceux des chaînes nationales. Ce sera, du reste, l'une des toutes prochaines tâches de la Haute Autorité, puisque le mandat de trois ans des présidents vient d'expirer en septembre, même si deux d'entre eux (M. Hervé Bourges à TF1 et M. Jean-Claude Hébert à Antenne 2) auront exercé leurs fonctions moins longtemps, ayant remplacé en cours de route MM. Michel May et Pierre Desgraupes.

Ce cap du renouvellement des PDG sera, pour la Haute Autorité nouvellement composée, particulièrement difficile à franchir. L'opposition, et notamment le RPR, a en effet placé la barre très haut en faisant savoir que ces nominations permettront de déterminer ou non s'il s'agit de gestes « politiques ».

Quant aux communistes, au moment où, sur beaucoup de sujets, ils font cause commune avec l'opposition, ils chercheront sans doute à déboucher, dans ce domaine, de nouvelles preuves de la « cohabitation » qui se prépare entre M. Mitterrand et la droite.

Faut-il, précisément, rapprocher la nomination de M. Bernard Tricot, par le premier ministre, pour enquêter sur l'affaire du navire de Greenpeace, de celle de M. Gilbert Comte à la Haute Autorité ? Le premier a été longtemps l'un des principaux collaborateurs du général de Gaulle, le second est connu pour ses opinions de droite.

(Lire nos informations page 12.)

LES INQUIÉTUDES DE LA «RENTREE» SOCIALE

Une torpeur ambiguë

par MICHEL NOBLECOURT

Si nos dirigeants politiques voyaient la France sociale à travers le microscopie de Trith-Saint-Léger, ils pourraient commencer à se faire quelques cheveux blancs pour la « rentrée » de septembre. Les « grèves » ressemblent de moins en moins à des retraits, mais c'est traditionnellement le moment où les organisations syndicales tentent de réveiller l'ardeur de leurs militants.

Déjà, la CGT a entonné un complet alarmiste : « la coupe est pleine », l'heure est à « la régression sociale et économique », à la « politique du pire », à l'« organisation du déclin ». La préparation d'un budget 1986 encore plus rigoureux que les précédents va lui permettre de mettre définitivement dans le même sac le patronat et le gouvernement, même si elle hésite à accoler à celui-ci l'épithète « infamante » de socialiste.

Tout indique donc que la CGT prépare une « rentrée » dure. Offensive au moins verbalement et, agressive vis-à-vis du patronat et du

gouvernement. Chaud pour autant ? Voilà des mois que M. Henri Kravicki a lancé son idée de grève générale. Cela n'a jamais été plus loin que l'expectation. Au point que le secrétaire général hésite à reprendre son objectif. Mais une « action commando », à SKI-Ivry, une effervescence éphémère et rapidement minoritaire à Trith-Saint-Léger, une surveillance « spectaculaire » de certaines usines, dont celles de Renault, ne font pas une mobilisation même dans le cas de l'affaire de Vitry (Val-de-Marne) où, ce sont, une fois de plus, les moyens déployés par la municipalité communiste qui ont empêché le démantèlement de l'usine TEKA-filtes.

Quant aux conflits du travail - dans le secteur privé au vu des statistiques officielles - ce n'est plus une déroute passagère mais une chute profonde. Les records ne bat-

tent désormais à la baisse. Pour le mois de mai 1985 on en était à 35 400 journées individuelles perdues à l'occasion de conflits localisés pour 116 200 un an plus tôt. En moyenne mensuelle on est tombé de 109 000 en 1984 - année où le niveau était déjà extrêmement bas - à 51 000 de janvier à mai 1985. Le patronat de la métallurgie (UIMM) parle de « plancher historique » en soulignant que c'est « le chiffre le plus faible enregistré au cours de ces vingt dernières années ».

Le calme social a été tel, ces derniers mois, en dehors de quelques abîmes de fixation qui défrayaient la chronique, que certains dirigeants gouvernementaux et patronaux s'en sont même inquiétés. Lors d'une tournée dans dix-neuf régions, sur le thème de la formation professionnelle, le ministre du travail, M. Michel Delebarre, s'attendait à être chahuté en tant que représentant d'une politique impopulaire. Or la CGT n'a jamais pu rassembler plus de deux cents militants pour manifester... Le patron d'une importante firme automobile privée a même jugé très préoccupant le calme social qu'il observait dans ses usines alors que des suppressions d'emploi étaient programmées. Enfin M. Bergeron, lui, n'annonce plus l'explosion sociale, mais ce calme ne lui paraît guère plus sain, et il redoute des turbulences sociales entre 1986 et 1988 lorsque, selon

teinte vraisemblance, les militants socialistes seront revenus dans l'opposition.

L'inquiétude est fondée sur le fait qu'on est en présence d'une sorte de torpeur qui n'a rien à voir avec une quelconque paix sociale. Qui dit paix sociale dit en effet consensus syndical minimal, adhésion relative des salariés, apaisement dans les relations sociales dans les entreprises. On est encore assez loin de ce tableau idyllique.

Consensus syndical ? Evidemment non ! M. Kravicki n'est pas seul, sur le plan syndical, à critiquer le gouvernement. M. Maire dénonce la faillite de la politique sur le chômage, qui sanctionne à ses yeux, dans une large mesure, la rigueur imposée. Si M. Bergeron affiche une relative modération, il n'en estime pas moins que le « gouvernement va trop loin ». M. Marchetti rompt le fragile état de grâce qui s'était institué de facto depuis un an entre M. Fabius et la CGC. Et la CFTC de M. Bernard ne dissimule pas ses inquiétudes.

Quant aux salariés, loin d'accepter la politique économique et sociale, dont ils subissent directement les durs effets sur leur pouvoir d'achat, ils oscillent entre la résignation devant la dureté inévitable de la crise et un mécontentement d'autant plus fort que la déception est grande, mesurée à l'aune des espoirs qu'avait fait naître mai 1981.

(Lire la suite page 18.)

J.M.G. LE CLÉZIO



Le chercheur d'or

roman

«Superbe roman exotique, planétaire et nostalgique.»
François Nourissier, Le Point

«J.M.G. Le Clézio a réussi ce qu'il y a de plus difficile : écrire un roman d'aventures dont le héros s'initie au secret de l'être.»
Jérôme Garcin, L'Événement du Jeudi

GALLIMARD *urif*

Le Monde

ÉCONOMIE

La libération du commerce mondial
Une contre-offensive européenne
par PHILIPPE LEMAITRE

Le poids des petits pays
par GILLES ETRILLARD et FRANÇOIS SUREAU

La chronique

de Paul Fabra

Notes de lecture
par ALFRED SAUVY
Pages 9 et 10

LIRE

8. AFFAIRE GREENPEACE

Les silences de Wellington et les questions de l'enquête.

14. LES INCENDIES

DANS LE MIDI

Le vent en flammes, par Rezvani.

17. SINGAPOUR

La prospérité en question.

20. LIBAN

Regain de violence à Beyrouth.

NIE

net-itu-

sion dé- ché, des ave- 7,9, r Je ret- son- dé- avec, de s un si dé- sion

que : la tion la anté l ai uté de im- les per- ris- pie- sion

run le- fait sur arri- mal, en au- tra- des ré- vel l de

lier

conten- n'était ni que collect- une le n'aurait pas né- ment

double- ms du ération attants nuisie a conc- ent d'it acquis n 1928 cain et

nie du ciel du camp- é sup- A, qui a pour upagne s droits partici- et aux l'unisme sient à ble que

Satmes, 13-79.

SM

S

ruption 73.33

étranger

Ouganda

Des négociations devraient s'engager entre les nouvelles autorités et l'armée nationale de résistance

Des négociations devraient s'engager, le mardi 13 août en Tanzanie, entre les nouvelles autorités de Kampala et l'Armée nationale de résistance (NRA), de M. Yoweri Museveni, et se prolonger en Ouganda avec les autres mouvements de guérilla. Telle est l'annonce faite le samedi 10 août par le général Tito Okello, chef de l'état et président du conseil militaire lors de la libération des détenus politiques.

De Nairobi, où il était de passage la semaine dernière, M. Museveni a demandé au cardinal Emmanuel Nsubuga, archevêque de Kampala, sa médiation dans la recherche d'un consensus. Celui-ci a proposé la création d'un conseil de gouvernement de seize membres - civils et militaires - mandatés par leurs organisations respectives. Cette suggestion, que la NRA

aurait acceptée, impliquerait la dissolution du conseil militaire et du gouvernement. Elle aurait aussi pour conséquence la mise à l'écart de tous les membres de l'équipe de M. Milton Obote, notamment celle de M. Paulo Mwangi, premier ministre. Son objectif serait de donner dans la conduite des affaires, plus de poids aux groupes politiques qu'aux représentants de l'armée.

Quel que soit le succès de cette proposition, il apparaît en tout cas que M. Museveni est en bonne position pour négocier. En cas d'échec de forces, les troupes gouvernementales, en pleine débâcle, ne feraient pas le poids face à une NRA disciplinée, équipée et motivée, forte d'un moralisme cinq mille hommes, qui contrôle déjà l'ouest du pays et campe aux portes de la capitale.

En attendant, comme promis, les auteurs du putsch ont libéré de la prison de Luzira, à Kampala, mille vingt-trois détenus politiques, parmi lesquels plusieurs membres du Parti démocratique (DP), la principale formation de l'opposition avant le putsch du 27 juillet, et même des responsables militaires sous la dictature d'Idi Amin Dada. A l'occasion de cette cérémonie, qui a réuni plus de quarante mille personnes dans City-Square, au cœur de la capitale, le général Okello s'est engagé à n'exercer aucune représaille contre les fidèles de M. Obote, auquel l'Inde a accordé asile après que la Kenya, la Tanzanie et la Zambie eurent refusé de l'accueillir.

Calme plat à Gulu, d'où sont partis les putschistes

De notre envoyé spécial

hommes du brigadier Okello. La route de Kampala leur était désormais ouverte.

Offre de services

des hommes d'Amin Dada

A ces hommes s'étaient joints entre temps à Gulu des soldats de l'Armée nationale de résistance (NRA), de M. Yoweri Museveni, pour la simple raison que, note un Nordiste, «qu'ils sont bantous et nous nilotiques». Dans cette région, où environ 70 % de la population est chrétienne, on soupçonne en outre le chef de la guérilla qui a jadis combattu dans les rangs du Front national de libération (FNL) et descendu en camion du Soudan où ils avaient trouvé refuge. Aujourd'hui maîtres de la province du Nil-ouest, ils avaient offert leur service au brigadier Okello. Alliance tactique.

Pourquoi refuser leur proposition, dit-on dans le chef-lieu du Nord, puisque les uns et les autres avaient dans l'immédiat un même objectif : renverser M. Obote.

Les Acholis tirent gloire de la chute de M. Obote sans vraiment chercher à savoir si d'autres ne leur avaient pas, au préalable, préparé le terrain. Un missionnaire italien se souvient d'avoir baptisé

le héros de cette aventure, le brigadier Okello : «C'est un bon catholique, dit-il, un homme de sang-froid, très aimé de ses soldats». Les gens du Nord entendent maintenant être payés de retour.

Du côté de Gulu, la méfiance est de rigueur à l'encontre de l'Armée nationale de résistance (NRA), de M. Yoweri Museveni, pour la simple raison que, note un Nordiste, «qu'ils sont bantous et nous nilotiques». Dans cette région, où environ 70 % de la population est chrétienne, on soupçonne en outre le chef de la guérilla qui a jadis combattu dans les rangs du Front national de libération (FNL) et descendu en camion du Soudan où ils avaient trouvé refuge. Aujourd'hui maîtres de la province du Nil-ouest, ils avaient offert leur service au brigadier Okello. Alliance tactique.

Pourquoi refuser leur proposition, dit-on dans le chef-lieu du Nord, puisque les uns et les autres avaient dans l'immédiat un même objectif : renverser M. Obote.

Un bon tiers des forces régulières se rattache à l'éthnie acholi. De tempérament guerrier, ces descendants des conquérants jués n'ont pas hésité par hasard le 27 juillet à s'insurger. Dès la chute d'Amin Dada, en 1979, ils ont très vite mis l'intérêt qu'il y avait à

profiter de l'anarchie ambiante grâce à l'autorité que confèrent le port d'un uniforme et surtout, la possession d'une arme. Ainsi ont-ils pris l'habitude de vivre sans vergo sur le dos de la population. «La manière la plus rapide, par exemple, de se constituer une dot en vue du mariage n'est-elle pas d'utiliser le fust ?», remarque un missionnaire.

JACQUES DE BARBIN.

République sud-africaine

Près de 600 morts en un an

(Suite de la première page.)

C'est le Front démocratique uni (UDF), qui avait organisé les funérailles de M. Mxenge, laquelle a été inhumée au côté de son mari Griffiths, lui aussi avocat, qui avait également été assassiné il y a trois ans et demi par un mystérieux commando. Malgré les appels au calme, les obèques de cette victime, membre de l'UDF, se sont achevées tragiquement. Ce n'est pas la première fois que des policiers ou des informateurs supposés de la police, ou des conseillers municipaux noirs, sont «exécutés» de cette manière.

La foule en colère avait déjà causé la mort d'un autre Noir lors des obèques de Griffiths Mxenge, en novembre 1981. Mgr Tutu avait à cette époque tenté, mais en vain, de sauver de la mort cette victime. Récemment, le Prix Nobel de la paix est parvenu à exorciser la sécheresse à la force vengeresse et à l'hygiène collective deux autres personnes accusées de fournir des renseignements à la police. Mais dimanche, l'évêque de Johannesburg n'était pas là, et la mise en garde qu'il avait lancée il y a trois semaines à KwaZulu, selon laquelle il quitterait le pays si de tels actes se reproduisaient, n'a pas été entendue.

Selon des journalistes noirs, ces lynchages sont l'expression d'une insécurité extrême contre tout ce qui représente de près ou de loin le système. Aucun d'eux ne peut cependant expliquer pourquoi les victimes sont ensuite immolées par le feu. Il ne s'agit pas, selon eux, d'une tradition ethnique mais plutôt de faire disparaître complètement la cristallisation du ressentiment. De temps à autre, en Afrique du Sud, des personnes accusées de sorcellerie sont mises à mort de cette façon : lapidation puis immolation.

La violence est donc toujours d'actualité au pays de l'apartheid. Chaque jour elle s'étale à la une des journaux. King-William's Town a pris le relais de Durban, où l'on a dénombré jusqu'à présent soixante-neuf victimes. Un calme précaire règne maintenant dans les faubourgs de la capitale de Natal.

Quelques incidents épars se sont encore produits dans la journée de dimanche. Les Indiens traumatisés hésitent à regagner leurs cités. La

plupart des magasins ayant été brûlés, les autorités, aidées par la Croix-Rouge, doivent faire face au problème d'approvisionnement et de logement des familles sinistrées. Mais chacun se demande avec inquiétude ce qui se passera quand il s'agira d'enterrer les victimes des émeutes. Le cycle mort-funérailles, lesquelles entraînent souvent de nouvelles violences, sera-t-il finalement brisé ? Un engagement que rien ne semble empêcher. Samedi, à Guguletu, township du Cap, les obèques d'un jeune Noir ont failli dégénérer en affrontements avec la police, qui avait barré l'accès de la cité aux non-résidents. Le pasteur Allan Boesak, président de l'Alliance mondiale des Eglises réformées et fondateur de l'UDF, a été arrêté en compagnie de dix-huit autres personnes, puis relâché contre versement d'une caution. Une grande explosion dans la foule, blessant légèrement plusieurs badauds et le procureur de son d'une équipe de télévision.

En ce début de semaine, l'attention va se déplacer sur la province de Transvaal où des milliers de tracts signés par un comité de boycottage des magasins blancs ont été distribués, appelant les consommateurs noirs à ne plus acheter dans les boutiques et les grands surfaces à partir du 12 août. Et cela jusqu'à la levée de l'état d'urgence, la libération des prisonniers politiques et le retrait de l'armée des townships. La police avertit le public que des mesures strictes seraient prises contre toute personne essayant de rendre effectif le boycottage. Alors que l'on approche du premier anniversaire du début des émeutes, le 3 septembre 1984, dans le triangle du Vaal, au sud de Johannesburg, près de 600 personnes ont déjà péri dans les violences. Un bilan qui dépasse les 575 victimes officiellement recensées lors des événements de Soweto en 1976. Le pays attend maintenant le 15 août, date à laquelle le chef de l'Etat, M. Pieter Botha, doit prononcer à Durban, devant le congrès du Parti national de la province du Natal, un important discours. Une allocution au cours de laquelle, confirmer les milieux gouvernementaux, des réformes significatives seront annoncées.

MICHEL BOLE-RICHARD.

Le porte-parole de la Maison Blanche n'exclut pas la possibilité de sanctions économiques

Washington (AFP). - Le président Reagan pourrait imposer des sanctions économiques à l'encontre de l'Afrique du Sud après la pression du Congrès et de l'opinion publique américaine, a indiqué dimanche 11 août, M. Larry Speakes, le porte-parole de la Maison Blanche.

M. Speakes, répondant aux questions des journalistes à bord de l'avion présidentiel qui emmenait M. Reagan et ses proches collaborateurs en Californie, a également confirmé que la Maison Blanche fait pression sur le gouvernement de Pretoria pour qu'il abandonne sa politique d'apartheid.

«Ce que nous avons déclaré en public et en privé à travers des canaux diplomatiques, a été maintenant transmis par les plus hauts responsables de notre gouvernement et par la Maison Blanche», a indiqué M. Speakes.

Toujours selon M. Speakes, M. McFarlane a dit à M. Botha que l'Afrique du Sud devrait commencer à réformer sa politique d'apartheid sans attendre la décision finale du Sénat sur les sanctions économiques, car la Chambre s'est déjà prononcée favorablement à ce sujet et tout semble indiquer que le Sénat va faire de même.

La décision du président Reagan d'opposer ou non son veto au vote du Congrès «dépendra entièrement de son appréciation de la situation», a dit M. Speakes.

Cette décision de Managua intervient alors que les pourparlers engagés l'année dernière avec M. Brocklyn Rivers, l'un des principaux dirigeants miskitos, ont été rompus. Mais un accord limité conclu avec un autre dirigeant miskito, M. Pantin (mort en juillet dans des circonstances encore peu claires), a permis ce premier transfert de populations miskitos vers le rio Coco. Selon les autorités de Managua, le rapatriement de tous les Miskitos déplacés de force en 1982 pourrait durer six mois. - (AFP, AP, UPI).

AMÉRIQUES

Nicaragua

Les sandinistes acceptent de rapatrier des Indiens miskitos vers le rio Coco

Les pacifistes américains de la «Frontline for the Peace», qui avaient projeté la semaine dernière

de descendre le rio San-Juan, fleuve frontalier entre le Nicaragua et le Costa-Rica (le Monde du 10 août).

auraient été enlevés pendant une tournée par les membres d'un groupe armé antisandiniste jusqu'alors inconnu, le Mouvement anticomuniste nicaraguayen. C'est du moins ce qu'a déclaré un porte-parole de ce groupe à l'Agence France-Presse. Ce dernier, appelé Daniel, et âgé de vingt-cinq ans, a précisé que son groupe, fort d'une vingtaine de jeunes gens, avait commencé les pacifistes américains en territoire nicaraguayen, dans un ranch abandonné.

«Nous voulions, a-t-il dit, leur montrer que nous ne sommes pas des assassins, mais que nous sommes une organisation démocratique et anticomuniste.» Il a ajouté que son mouvement n'avait pas de liens avec l'ARDE (l'Alliance révolutionnaire démocratique dirigée par Eden Pastora). L'un des vingt-neuf pacifistes, M. Edward Griffin, a déclaré de son côté à son retour à Managua que les ravisseurs, à son avis, appartenaient en fait à l'ARDE. «Ils attendaient, a-t-il dit, des ordres de Pastora pour savoir que faire de nous.»

D'autre part, des dizaines de milliers d'Indiens miskitos, déplacés de force il y a trois ans par les autorités sandinistes de leurs villages le long du rio Coco (qui sert de frontière entre le Nicaragua et le Honduras), ont commencé de regagner leurs lieux de résidence habituelle avec l'accord du gouvernement de Managua. Les Miskitos sont accompagnés dans leur retour vers le rio Coco par des soldats sandinistes, qui assurent leur protection, mais doivent s'arrêter à une dizaine de kilomètres du fleuve.

Cette décision de Managua intervient alors que les pourparlers engagés l'année dernière avec M. Brocklyn Rivers, l'un des principaux dirigeants miskitos, ont été rompus. Mais un accord limité conclu avec un autre dirigeant miskito, M. Pantin (mort en juillet dans des circonstances encore peu claires), a permis ce premier transfert de populations miskitos vers le rio Coco. Selon les autorités de Managua, le rapatriement de tous les Miskitos déplacés de force en 1982 pourrait durer six mois. - (AFP, AP, UPI).

Chili

ATTENTAT A LA BOMBE CONTRE UNE CASERNE DE CARABINIERES

Santiago-de-Chili (AFP). - Une bombe de forte puissance a explosé sans faire de victime devant la caserne des sous-officiers des carabiniers chiliens à Iquique (1 800 kilomètres au nord de Santiago), un corps de police mis en cause dans le meurtre de trois dirigeants communistes, a-t-on appris de source officielle, samedi 10 août. Deux personnes auraient été arrêtées à la suite de l'explosion provoquée par une bombe de fabrication artisanale qui a causé de graves dégâts dans la caserne.

Cet attentat a eu lieu une semaine après qu'un juge civil eut mis en cause quatorze carabiniers chiliens dans l'enlèvement et l'assassinat de trois dirigeants du Parti communiste chilien (interdit), retrouvés égarés le 30 mars à proximité de l'aéroport international de Santiago.

Les quatorze carabiniers impliqués, dont sept officiers, ont été arrêtés et destinés par le gouvernement, deux d'entre eux ont été inculpés par la justice civile et les douze autres se sont vu interdire de quitter le territoire national. Le directeur des carabiniers, le général Cesar Mendoza, a démissionné le lendemain de l'attentat, et son successeur, a dit le service de renseignements (DICOCAR) de ce corps de police, dont le chef, le colonel Luis Fontaine, serait impliqué dans le triple meurtre des dirigeants communistes (le Monde du 4 et 5 août).

Les révolutions de la justice ont provoqué de nombreux incidents dans tout le pays. Les manifestations de la «Journée pour la vie» qui se sont déroulées vendredi dans la capitale ont notamment fait trois morts, plusieurs dizaines de blessés, et soixante-dix personnes ont été arrêtées.

Etats-Unis

UNE GUERRE NUCLEAIRE N'A JAMAIS ÉTÉ ENVISAGÉE SOUS M. NIXON

déclare M. Kissinger

Washington (AFP). - M. Henry Kissinger a affirmé dans une interview publiée dimanche 11 août, par le Washington Post que les Etats-Unis n'ont «jamais été proches de la guerre nucléaire», alors qu'il avait des responsabilités pendant la présidence de M. Nixon. Ce dernier avait déclaré fin juillet à l'hebdomadaire Time qu'il avait à quatre reprises «envisagé» de recourir à l'option nucléaire, tout en précisant cependant qu'il n'avait jamais été véritablement sur le point d'ordonner une attaque nucléaire.

«Je peux vous dire avec certitude qu'il n'y a jamais eu d'occasion concrète ou de crise où l'utilisation des armes nucléaires a été envisagée par le gouvernement», a déclaré M. Kissinger, qui fut conseiller pour la sécurité nationale puis secrétaire d'Etat sous M. Nixon. Celui-ci avait précisé à Time que le recours à l'option nucléaire avait été examiné pendant la guerre du Vietnam, lors du conflit israélo-arabe de 1973, au moment du conflit frontalier sino-soviétique de 1969 et lors de la guerre entre l'Inde et le Pakistan en 1971.

«Aucune de ces crises n'a atteint un point tel que l'utilisation des armes nucléaires ait été planifiée par le gouvernement», a jugé M. Kissinger au Washington Post. Il a cependant ajouté qu'il était possible que M. Nixon ait pu penser à l'utilisation de ces armes «dans l'intimité de son bureau ou de ses appartements» à la Maison Blanche.



ÉTATS-UNIS
PHOENIX
ARIZONA

Un jour sans doute proche, tout bas de ce qui est le plus haut des sommets de la montagne, les modernes bureaux de la ville de Phoenix, Arizona, ont été détruits par un séisme de 6,5 degrés. Les dégâts sont évalués à 100 millions de dollars. Les habitants ont été évacués et les services publics interrompus.

Le séisme a été ressenti dans une zone de 100 kilomètres autour de Phoenix. Les dégâts ont été particulièrement graves dans les zones de construction récente. Les autorités ont lancé des opérations de sauvetage et de réparation.

Les habitants de Phoenix ont été évacués de leurs maisons. Les services de secours ont été envoyés pour aider les victimes. Les dégâts matériels sont considérables.

Le séisme a été ressenti dans une zone de 100 kilomètres autour de Phoenix. Les dégâts ont été particulièrement graves dans les zones de construction récente. Les autorités ont lancé des opérations de sauvetage et de réparation.

LE TOURNIQUET
ET LA MEXAMÉRIQUE

Un article sur le tourniquet et la Mexamérique.

Un article sur le tourniquet et la Mexamérique.

Un article sur le tourniquet et la Mexamérique.

Un article sur le tourniquet et la Mexamérique.

NIE

net-
nu-
tion
ré-
ché-
des
ave-
7, a
Je
rat-
nar-
son.
de-
avec
de
s un
si
ché-
sion

que
le
tion
la
mte
si
uté
de
fin-
les
par-
ris
plo-
sion

un
le-
itait
sur
sur-
rési,
en
au-
sre-
des
né-
le
de

lier

conten-
u'était
ni que
collecti-
le ni
ainsi
tous
néant

faible
nts du
ération
attants
uissie
u com-
ent all
acquis
en 1928
sain et

nie du
ciel du
camp-
é sup-
4, qui
pour
opagne
s droits
partici-
ent aux
l'uni-
sient à
ble que

Jatimes,
13-79.

UN

S

ruption
opérateurs
73.33

Cet été à Paris branchez vous en anglais



Semaines bloquées : 6 heures par jour pour progresser à pas de géant.
Stages collectifs : de 9 h à 13 h chaque jour pendant 2 semaines. Début de sessions 19 août et 2 septembre. Pour être à l'heure anglaise : les stages en Angleterre dans les Centres de Formation ILC.
Bons, très bons... ou débutants ? Notre test de niveau, sans engagement de votre part, vous apportera la réponse. Venez nous voir.
L'English Connection
ILC INTERNATIONAL LANGUAGE CENTRE
20, Passage Dauphine - 75006 Paris
Tel. 325.41.37

AFRIQUE

LA VISITE DE JEAN-PAUL II AU CAMEROUN

« Le témoignage du christianisme n'a rien à voir avec la propagande »

De notre envoyé spécial

Yaoundé. — La détérioration de la situation en Afrique du Sud, qui, selon son entourage, « préoccupe profondément » le pape, a conduit Jean-Paul II à modifier partiellement le contenu du message qu'il devait prononcer ce lundi 12 août à Yaoundé devant le corps diplomatique. Une allocution attendue, vaste tour d'horizon politique de la situation en Afrique, qui n'en prend que plus de signification.

Dans un communiqué publié dimanche 11 août par le Vatican, et qui de toute évidence émane de la secrétairerie d'Etat, il est affirmé que la nouvelle fois le caractère inadmissible de l'apartheid, violation des droits fondamentaux de l'homme, dont la dignité exige l'absence de toute discrimination. Dans son allocution, le même jour, Jean-Paul II avait lui-même ajouté quelques mots à sa prière pour évoquer les tragiques incidents de la fin de la semaine dernière. « En ce jour de fête, comment oublier ceux qui ont été tués dans la déroute, je pense notamment aux nombreuses victimes des affrontements sanglants qui se sont déroulés ces derniers jours en Afrique du Sud et préoc-

pent toute l'Afrique et le monde entier (...). J'exprime ma peine profonde, mon inquiétude, ma prière. »

An cours de la deuxième journée de sa visite au Cameroun, Jean-Paul II a tenu à rendre hommage à l'entente et à l'esprit de tolérance qui caractérisent la situation politique et religieuse de ce pays. « Tous les hommes, quelle que soit leur confession, sont venus accueillir en vous l'homme de Dieu », avait déclaré le président Biya à l'arrivée du pape. Cette diversité des croyances, Jean-Paul II en a eu un exemple à Garoua, dans le nord du pays, où il s'est rendu dimanche après-midi. Cette région — et Garoua en particulier, qui est la ville natale de l'ancien chef d'Etat, M. Ahmadou Ahidjo, de religion musulmane — fut un fief politique de l'islam (les chefs musulmans ayant monopolisé de longues années le pouvoir local, bien que du point de vue religieux les fidèles à l'islam ne représentent que 20 % de la population). Dans la région de Garoua, les croyances traditionnelles sont en

fait largement répandues. Mais c'est aussi une région exemplaire de la percée du christianisme. L'évangélisation, due à l'action des missionnaires catholiques de Marie-Immaculée (O.M.I.), a véritablement commencé au lendemain de la seconde guerre mondiale. Aujourd'hui, on compte 5 % de catholiques qui au Cameroun représentent au total 25 % de la population, et la plupart des paroisses ont plus de cathédrales que des baptêmes, tandis que se développent les vocations.

Le rôle des missions

Cette rapide évangélisation est le résultat d'une action en profondeur des missions : non seulement dans le domaine de l'éducation et de la santé, mais aussi pour faire prendre conscience aux populations de leurs droits face à l'arbitraire des chefs locaux. L'évêque de Garoua, Mgr Tumi, s'est notamment élevé contre la pratique du « travail forcé », sorte d'impôt illégal, auquel était contraint les habitants par les chefs musulmans traditionnels (lamidos). « C'est bien cette prise de conscience que longtemps le pouvoir nous reproche le plus », nous dit un missionnaire. Dans cette terre frontalière entre l'Afrique noire et l'islam, Jean-Paul II a été accueilli par une haie de cavaliers enturbannés et les lamidos au grand complet. Revêtus de gandouras blanches, assis, impassibles, protégés du soleil par des parasols et éventailés par leurs serviteurs, un sabre au côté, ils ont assisté à la messe célébrée par le pape.

« Nous vivons désormais en fraternité complice avec les musulmans », nous dit le père Louis Chauvat, l'un des fondateurs des missions à Garoua, qui arriva dans la région en 1946. « Les conflits dans le passé avaient d'ailleurs été plus politiques que religieux et dus en grande

partie au processus d'islamisation forcé poursuivi par l'ancien régime. »

Certains des lamidos présents sont responsables d'actes commis contre les chrétiens », affirme un religieux. L'arrivée au pouvoir du président Biya a incontestablement introduit dans le nord du Cameroun un changement politique dont se félicitent les chrétiens. « Notre temps est passé », reconnaît un lamido, sous son turban blanc, le visage voilé, entouré de ses serviteurs assis à ses pieds. « Nous sommes venus accueillir le pape en signe d'amitié, le christianisme est d'ailleurs aussi le religion des prophètes. »

C'est là un geste de réconciliation, estime pour sa part Mgr Plumey, qui arriva avec les premiers missionnaires. Jean-Paul II a célébré une messe au cours de laquelle il baptisa une centaine de jeunes devant une foule estimée à cent mille personnes, parmi lesquelles beaucoup de musulmans et d'animistes. Malgré une pluie battante et un ciel sombre, Jean-Paul II a célébré une messe haute en couleur : aux teintes joyeuses des ornements de style camerounais, s'ajoutaient les chants et les rythmes des xilophones et de tam-tams. Le pape a rappelé les mérites des missionnaires tout en soulignant que leur action constitue une étape provisoire de l'histoire de l'Eglise et qu'elle doit céder la place à un clergé autochtone. Il a surtout insisté, en ce lieu symbole de la coexistence des croyances, sur le caractère de « proposition » du message chrétien : « Le témoignage du christianisme n'a rien à voir avec ce que l'on appelle la propagande (...). Il propose un message comme un appel respectueux à la conscience des hommes, mais tient à en bannir toute contrainte extérieure ». « L'Eglise, a-t-il ajouté, respecte ceux qui vont à Dieu par d'autres voies. »

La venue de Jean-Paul II au Cameroun, où le catholicisme est à la fois en expansion et en ébullition, connaît une recherche théologique intense, est l'occasion pour l'Eglise de renforcer son identité et son unité. Il est symptomatique de ce point de vue que Mgr Albert Ndongue, impliqué en 1971 dans un complot, condamné à mort puis exilé au Canada par le président Ahidjo, ait pu assister à la messe célébrée par le pape à Garoua. « Le président Biya a permis mon retour, nous explique-t-il, j'attends pour en savoir plus. En tout cas, le Saint Siège est en train de négocier mon rapatriement définitif. Je ne sais si j'aurai un diocèse : tout dépend de Rome. »

PHILIPPE PONS.

A ABIDJAN

Le président Houphouët-Boigny a annoncé une importante amnistie en souvenir de la visite du pape

(De notre envoyé spécial.)

Abidjan. — Au cours d'une escale de quelques heures en Côte d'Ivoire, dimanche 11 août, Jean-Paul II a consacré la nouvelle cathédrale d'Abidjan, dont il avait posé la première pierre lors de son voyage en Afrique en mai 1980. La venue du pape, qui répondait, comme il l'a souligné lui-même dans son discours d'arrivée, à une « invitation pressante » du président Houphouët-Boigny, a été l'occasion pour celui-ci d'annoncer une importante amnistie pour le 7 décembre prochain, jour du vingt-cinquième anniversaire de l'indépendance nationale. « En souvenir, Très Saint Père, de votre deuxième visite en Côte d'Ivoire, nous libérons la majeure partie des prisonniers », a affirmé le président qui a rappelé qu'il n'avait jamais fait exécuter un condamné et qu'il ne le ferait jamais.

L'édification de la cathédrale Saint-Paul, qui se dresse au bord de la lagune s'inscrit dans le cadre du dessin « œcuménique » du président Houphouët-Boigny : grâce au fruit d'un impôt prélevé sur les sociétés et les individus, il a déjà fait construire une grande mosquée et un temple protestant.

Le caractère imposant de la cathédrale Saint-Paul ainsi que la herminette de son architecture symbolisent l'effort et l'esprit de renouveau de l'Eglise ivoirienne. Son architecte, d'origine napolitaine, M. Aldo Spirito, nous explique qu'elle figure le mystère de la Trinité. De forme triangulaire (la base du triangle étant constituée par des poutres de verre ouvrant sur le perron, qui peut accueillir plus de cent mille personnes), la cathédrale est dotée d'un toit ascendant, bleu azur, telle une élan vers le ciel. Pesant 2 500 tonnes, ce toit est suspendu par sept haubans à un clocher de béton gris, en forme de croix, séparé de l'édifice principal et qu'entourent deux gigantesques défenses d'éléphant (emblème national) également en béton, qui symbolisent ici la Côte d'Ivoire embrassant la religion catholique. Les sept haubans qui, à l'intérieur de la cathédrale, se prolongent en imposantes nervures représentent les sept sacrements.

Ph. P.

Tunisie

DANS UN TÉLÉGRAMME AU COLONEL KADHAFI

M. Habib Achour dénonce la « gravité » des expulsions de travailleurs tunisiens de Libye

De notre correspondant

Tunis. — Le gouvernement tunisien a transmis samedi 10 août une note de protestation aux autorités de Tripoli à la suite de mesures d'expulsion prises à l'encontre de travailleurs tunisiens en Libye (le *Afanda* daté 11-12 août).

Celles-ci ne s'ont pas moins poursuivies dans des conditions tout aussi pénibles durant tout le week-end et leur nombre dépasse les sept mille.

Outre cette démarche officielle, le secrétaire général de la centrale syndicale, M. Habib Achour, a adressé un télégramme au colonel Kadhafi lui demandant de mettre fin à de telles pratiques et « de permettre à tous les travailleurs tunisiens en Libye de jouir de leurs droits et d'une égalité de traitement avec leurs frères libyens ». M. Achour a souligné le caractère de « gravité » des expulsions « qui nuit énormément aux liens fraternels et historiques tuniso-libyens et aux relations fraternelles et solides entre les tra-

vailleurs des deux pays ». Cette prise de position n'a pas empêché la presse du Parti socialiste destourien au pouvoir de faire un rapprochement qui peut paraître quelque peu hâtif entre cette nouvelle crise, qui vient de surgir dans leurs rapports tuniso-libyens, et la situation sociale actuelle en Tunisie.

Evoquant les graves qui ont perturbé durant toute la semaine dernière les transports routiers, urbains et régionaux, ainsi que les chemins de fer pour des revendications d'ordre salarial et les expulsions de Libye, l'hebdomadaire *Dialogue* souligne « une étrange coïncidence ». Et le journal *l'Action* écrit : « Nous ne pouvons pas nous empêcher de constater que la concordance des velléités font des propagateurs zélés de la lutte des classes les alliés objectifs des adeptes d'un prosélytisme révolutionnaire. »

M. D.

Algérie

Les quatorze contestataires arrêtés en juillet ont cessé leur grève de la faim

Les quatorze contestataires qui observaient depuis le 30 juillet une grève de la faim ont cessé leur mouvement le samedi 10 août, a-t-on appris de source proche des familles des détenus. Ils ont reçu des autorités pénitentiaires des assurances concernant leurs conditions de détention, qui ont commencé à s'améliorer, ce qui constituait la principale de leurs revendications, ajoutent-on de même source.

Séparés dans trois centres de détention (Berrouaghia, Média et Ksar-el-Bokhari, situés au sud d'Alger) au début de leur grève de la faim, les prisonniers réclamaient leur regroupement dans un seul lieu, ainsi que le droit au « parloir rapproché ». Ils voulaient également voir reconnaître un statut spécial.

Dans un communiqué diffusé à Paris, la Ligue algérienne des droits de l'homme, association non agréée par les autorités, a déclaré que M. Abdelouahab Ali Yahia, figure parmi les détenus, « proteste contre les sévices subis par M. Aboute Arekji au commissariat central lors de son arrestation, contre la mise du prévenu Mehenni Ferhat dans le quartier des condamnés à mort de Berrouaghia et contre le non-respect des délais de la garde à vue ».

Deux avocats ont été agréés par le juge d'instruction et ont pu voir les quatorze détenus, mais aucun chef d'accusation n'a encore été retenu contre M. Ali Yahia, indiquent-ils. Les treize autres, arrêtés au cours d'une manifestation pour la célébration du vingt-troisième anniversaire de l'indépendance le 5 juillet, pourraient être inculpés pour attroupement sur la voie publique, détention de tracts et association de malfaiteurs.

Une pétition a commencé à circuler en Algérie pour réclamer l'élargissement des quatorze, et selon la Ligue algérienne des droits de l'homme, deux personnes ont été interpellées pour avoir été trouvées en possession. L'une d'elles, arrêtée le 3 août, a été inculpée le 7 de distribution de tracts.

Une centaine de personnes ont manifesté sans incident, samedi après-midi, à proximité de l'ambassade d'Algérie à Paris à l'appel du Comité des travailleurs algériens et du Mouvement pour la démocratie en Algérie. Elles cotendaient « manifester leur réprobation contre la répression qui sévit en Algérie et exprimer leur solidarité à tous les emprisonnés politiques ».

Gabon

LE CAPITAINE MANDJA CONDAMNÉ POUR COMLOT A ÉTÉ EXÉCUTÉ

Libreville (AFP). — Le capitaine Alexandre Mandja Ngoknata, condamné à mort pour complot contre l'Etat, a été exécuté par les armes dimanche 11 août à l'aube à Libreville. C'est la première fois qu'un détenu est exécuté pour un tel motif depuis l'accession de M. Bongo à la présidence de la République en novembre 1967. La Cour spéciale militaire — composée de trois magistrats de l'ordre judiciaire et de quatre officiers supérieurs des forces armées — avait rendu son arrêt de mort le 1^{er} août à l'issue d'un procès public. Le capitaine Mandja était accusé de « participation à la création d'un mouvement tendant à échanger le régime constitutionnel et à renverser le gouvernement en place ».

Pour les mêmes motifs, deux autres militaires avaient été condamnés à mort pour complot, et un troisième à cinq ans de la même peine pour non-dénonciation. Enfin, deux militaires avaient été acquittés. Au printemps dernier, ont indiqué les autorités judiciaires gabonaises, le capitaine Mandja, présenté comme un « illuminé ovide de pouvoir et d'argent », avait projeté de renverser le régime en place. Avec d'autres militaires, il avait dressé des plans, étudié les objectifs et préparé une équipe dirigeante en cas de succès, a-t-on ajouté de même source.

L'opération devait avoir lieu en juillet, lors du sommet de l'Organisation de l'unité africaine (O.U.A.) à Addis-Abeba, où devait se rendre initialement le président Bongo. Le chef de l'Etat gabonais avait dû annuler ce voyage, ont ajouté les autorités judiciaires, affirmant ainsi certains participants au complot qui l'avaient alors révélé.

LE MONDE diplomatique

AOÛT 1985

EUROPE

LES AMBITIONS D'EUREKA

Le Monde diplomatique raconte comment est né le projet Eureka de coopération scientifique et technologique. Il recense les domaines couverts par l'accord, explique ce qu'on peut en attendre et ce qui a déjà été amorcé. Il analyse enfin les débouchés militaires des recherches entreprises.

IMMIGRATION

CEUX DE LA DEUXIÈME GÉNÉRATION

Ils sont Français de droit. Mais comment se considèrent-ils ? Et peuvent-ils si facilement s'intégrer ? Un reportage sur les fils et les filles d'immigrés.

URSS

QUI SONT LES PACIFISTES SOVIÉTIQUES

Leur voix ne s'entend guère au-delà du rideau de fer. Pourtant ils existent. Comment se manifestent les pacifistes soviétiques ? Sont-ils nombreux ? Parviennent-ils à s'organiser ou sont-ils aussi victimes de la répression ?

LITTÉRATURE

SEIGNEUR NE M'OUBLIE PAS

par Julien Lester

Extrait de son dernier roman inédit en France, la campagne pour les droits civiques par un grand écrivain noir américain

DOM - TOM

DIVERSITÉS ET SIMILITUDES DES MOUVEMENTS INDÉPENDANTISTES

Nouvelle-Calédonie, Antilles, la Réunion, Polynésie et même Saint-Pierre-et-Miquelon : derrière la variété des situations se cache une critique commune de tous les mouvements indépendantistes contre le statut actuel des départements et territoires d'outre-mer.

DROGUE

LA FILIÈRE BIRMANE

Avec la Thaïlande et le Laos, la Birmanie est un des plus grands producteurs de pavot. Le Monde diplomatique explique l'organisation du trafic de l'opium dans ce pays.

GUATEMALA

LA PACIFICATION VIOLENTE

A l'extérieur, le Guatemala appuie une solution négociée au Salvador et au Nicaragua. Une position modérée qui cherche à faire oublier la sanglante répression menée à l'intérieur contre les Indiens ?

En vente chez tous les marchands de journaux.

Taiwan

qui n'empêche pas les élections municipales - dont le scrutin sera mené par le KMT - de se dérouler. Les élections municipales ont lieu le 11 août 1984. Mais plus qu'irrégularité, elles ont aussi été marquées par des élections locales.

Un peu moins remarquable, l'indépendance de l'Etat de la République de Chine (Taipei, M. Lin Chen par ailleurs, va le 1^{er} de 1984. Mais plus qu'irrégularité, elles ont aussi été marquées par des élections locales.

Deux et

Mauvaise note du travail syndical. Il s'agit d'une « fédéralisation », comme on dit, par le KMT. Mais encore M. Mi s'agit des élections locales. Le KMT est en fait un parti qui ne peut pas se passer de la participation des syndicats. Les étudiants, en revanche, ont une attitude très différente. Ils sont très proches de la gauche de la contestation. Le KMT, en accordant une participation à ce « sensible », et a été efficace que les tentés en Corée du S.

مكة من الأصل

EUROPE

Italie

LA BRÈVE ALLIANCE DU PC ET DES NÉO-FASCISTES A REGGIO-DE-CALABRE

Reggio-de-Calabre (AFP). — L'alliance entre le Parti communiste et le Mouvement social italien (MSI, néo-fasciste) à la mairie de Reggio-de-Calabre, septième ville d'Italie du Sud, n'aura duré qu'un week-end. La fédération régionale du Parti communiste n'en effet enjoint, dimanche soir 11 août, aux deux conseillers municipaux communistes de se démettre sans tarder — ce qu'ils ont fait, — tandis que l'organe du parti, l'Unità, qualifiait leur geste de « grave erreur politique ».

Reggio-de-Calabre est sans doute depuis plusieurs mois, les parties de la majorité gouvernementale ne parvenant pas à conclure une alliance. Cette ville de quelque 180 000 habitants est l'une des rares en Italie où des élections municipales n'ont pas eu lieu en mai dernier.

Aux termes de l'accord qui vient d'être dénoncé, la ville devait être administrée par cinq conseillers du MSI, deux communistes, un social-démocrate « dissident », deux membres d'une « liste civique » et un indépendant.

Tchécoslovaquie L'ÉCRIVAIN VACLAV HAVEL ET DEUX AUTRES DISSIDENTS ONT ÉTÉ ARRÊTÉS PUIS LIBÉRÉS

Prague (AFP). — Trois dissidents tchécoslovaques qui avaient été appréhendés vendredi et samedi ont été libérés dimanche soir 11 août, ont annoncé leurs amis à Prague.

Le journaliste Jiri Dienstbier, porte-parole de la Charte 77, le principal mouvement dissident, l'écrivain Vaclav Havel et l'ancien dirigeant communiste Ladislav Lis avaient été appréhendés en Bohême du Nord par la police, qui recherchait le document que la Charte 77 doit publier le 21 août pour le 17^e anniversaire de l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie.

Dans ce document, dont des copies circulent à Prague depuis jeudi, la Charte 77 demande le retrait des derniers 80 000 soldats soviétiques et une amnistie totale pour les opposants, y compris la réintégration dans leur emploi de ceux qui en ont été chassés pour raisons politiques depuis 1969.

Chaque année, la Charte 77 renouvelle les mêmes demandes et la police tente de se procurer le texte, généralement en appréhendant des dissidents. Ainsi, M. Havel avait déjà été détenu l'an dernier pour le même motif.

DIPLOMATIE

Washington et Moscou se seraient mis d'accord sur le programme de la rencontre entre MM. Reagan et Gorbatchev

Diplomates américains et soviétiques seraient arrivés, selon le Washington Post, à un accord général sur le programme de la prochaine rencontre au sommet entre le président Reagan et le numéro un soviétique, M. Gorbatchev, prévue pour les 19 et 20 novembre à Genève. Selon le journal, les grandes lignes de cet accord auraient été mises au point, lors des entretiens qu'ont eus, le mois dernier, à Helsinki, le secrétaire d'Etat, M. George Shultz, et son collègue soviétique, M. Chevardnadze.

MM. Reagan et Gorbatchev, si l'on en croit le quotidien, auront neuf heures de discussions. La première journée sera consacrée à un échange de vues de portée générale. La seconde se concentrera sur des questions plus spécifiques telles que les problèmes bilatéraux, les questions régionales et le contrôle des armements. Les Américains souhaitent également aborder les questions relatives aux droits de l'homme, mais il paraît improbable, dans l'état actuel des choses, que les Soviétiques acceptent que ce point figure officiellement à l'ordre du jour.

Le président Reagan, qui a quitté Washington, dimanche 11 août, pour trois semaines de vacances dans son ranch de Santa-Barbara, en Californie, a commencé à se préparer à cette future rencontre diplomatique, au cours de laquelle il souhaite discuter, selon la source citée par le Washington Post, les « fonde-

ments mêmes » des relations soviéto-américaines.

M. Reagan aurait ainsi l'intention de dire au nouveau chef du Kremlin que les États-Unis « n'ont pas d'intentions hostiles » envers l'Union soviétique et que celle-ci ne doit pas redouter que la puissance américaine essaie de « renverser ou modifier fondamentalement » le système qui s'y trouve en vigueur. Mais le chef de la Maison Blanche voudrait s'assurer que Moscou nourrit des intentions similaires à l'égard des États-Unis. L'un des sujets de préoccupation de M. Reagan concerne la continuation de l'occupation soviétique de l'Afghanistan et la politique de Moscou envers les pays du tiers-monde, où les Soviétiques, dit-on à Washington, préfèrent « envoyer des armes, plutôt que de la nourriture ».

Dans le domaine du contrôle des armements, M. Reagan exposera son projet de défense stratégique dans l'espace. A ce sujet, on note à Washington que la position soviétique consiste à vouloir limiter les essais et le développement d'un tel système plutôt qu'à le rejeter.

A propos de l'Afghanistan, la Maison Blanche a démenti, dimanche, une information parue dans le journal londonien The Observer, selon laquelle les États-Unis accepteraient d'arrêter leur aide à la résistance, si l'URSS acceptait de retirer ses troupes de ce pays. « Ces informations sont sans fondement », in-

dique un communiqué, qui rappelle que les entretiens qui se sont déroulés, il y a quelque temps entre Washington et Moscou à propos de ce conflit d'ont « pas apporté de progrès réel ».

Le traité germano-soviétique

D'autre part, les dirigeants ouest-allemands et soviétiques ont échangé, à l'occasion du quinzième anniversaire de la signature du traité entre les deux pays, des messages de félicitations. Tout en indiquant que ledit traité « ne remplace pas un accord de paix », et « ne signifie pas une fixation définitive » de la situation en Europe, le chancelier Kohl écrit à M. Gorbatchev que ce document constitue « un modèle du modus vivendi » sur le continent. Le traité, indique encore M. Kohl, « est à la base du développement fructueux des relations germano-soviétiques », ajoutant que la République fédérale est « toujours prête à approfondir ses relations avec l'URSS dans le plus grand nombre possible de domaines ».

M. Gorbatchev, pour sa part, dans un message à l'ancien chancelier Willy Brandt, signataire du traité, affirme que les dispositions du document signé il y a quinze ans « n'ont rien perdu de leur signification ». « Tout écart », poursuit-il, des principes contenus dans le traité de Moscou traitant l'encontre d'objectifs tels que l'arrêt de la course aux armements et le renforcement de la paix.

Irlande du Nord

La police et les manifestants républicains ont évité les affrontements

Belfast. — Va et vient de Land Rover blindées, rondes d'hélicoptères. La police était en nombre, beaucoup plus lourdement équipée et armée qu'à l'ordinaire, disposée à parer à toute éventualité, ce qui, en Irlande du Nord, signifie souvent le pire. L'armée n'était pas loin, postée aux endroits stratégiques, prête à venir en renfort, mais elle est restée discrète. Finalement, la grande manifestation du dimanche 11 août au cœur des foyers de l'activisme républicain à Belfast s'est déroulée sans incidents ou presque, contrairement à ce qui était redouté en raison de la tension accumulée les jours précédents.

Pourtant le scénario était apparemment le même qu'il y a un an quand, à la même occasion (l'anniversaire de l'instauration de l'interdiction sans jugement), des heurts violents s'étaient produits (un manifestant tué, et une vingtaine d'autres blessés). Une fois de plus le mouvement républicain semblait vouloir répondre par une autre démonstration de force au traditionnel et important défilé organisé chaque année.

De notre envoyé spécial

par la communauté protestante, comme celui qui avait eu lieu à Londonderry la veille. Et puis surtout, M. Martin Galvin, dirigeant du Nord-ouest, était susceptible de faire une nouvelle apparition provocante. Mais l'avocat new-yorkais, dont la présence illégale fut le détonateur des troubles en 1984, avait annoncé quelques heures plus tôt qu'il s'abstenait de venir. Cela a-t-il suffi à calmer les esprits ?

Dans Shankill, bastion protestant unioniste voisin du quartier (catholique) de Falls, où commençait la manifestation républicaine, le patron d'un pub (dynamité et incendié à plusieurs reprises) se livrait à cette analyse : « Les types du Sinn Féin ont réussi leur spectacle, vendredi, là où on ne les attendait pas, alors ils vont assurer leur coup en montrant qu'ils maîtrisent les événements... »

Il faisait ainsi allusion aux obèses qui, le 9 août à Londonderry, et avec la participation de M. Galvin, ont permis au Sinn Féin de défier les autorités et les unionistes (Le Monde daté 11-12 août). Entre adversaires, on se connaît après seize ans d'hostilités. De l'autre côté du mur de sécurité qui sépare Shankill de Falls, un militant du Sinn Féin ne démentait pas la prévision : « Nous sommes un mouvement représentatif et nous ne voulons vraiment pas fournir aux policiers un prétexte pour nous traiter comme ils le souhaitent. C'est-à-dire en hors-la-loi, ce que réclament les partis unionistes. »

Protestations

Le moins que l'on puisse dire est que la manifestation semblait très organisée. Il n'y a pas eu de débordements, si ce n'est quelques jets de pierres en direction de la police au moment de la dispersion. Les forces de l'ordre, pour leur part, ont tout le temps fait preuve de retenue. Après avoir montré l'importance de leur dispositif, elles se sont éloignées quelque peu — mais ostensiblement — pour se cantonner dans les rues adjacentes aux artères parcourues par la foule. Le matin, un porte-parole de la police avait paru minimiser la gravité de la tension à Belfast comme à Londonderry. La nuit avait été éclairée des feux allumés par les cocktails Molotov, mais les propos officiels se voulaient rassurants : « Quelques escarmouches sporadiques, moins inquiétantes que la nuit précédente. »

Il s'est avéré que des intérêts fort divergents se rejoignent, ceux du Sinn Féin et ceux de la police, qui ne souhaitent nullement envenimer la

situation. Mais cette attitude de prudence a, de nouveau, déclenché les protestations des leaders unionistes, qui parlent de laxisme, ne comprenant pas qu'on ne fasse pas respecter « la loi et l'ordre ».

La manifestation du Sinn Féin, dimanche, n'avait pas reçu d'autorisation (d'abord parce que celle-ci n'avait pas été demandée). La foule, au nombre de plus de cinq mille personnes, a scandé des slogans à la gloire de l'IRA et, au terme du défilé, M. Danny Morrison, vice-président du Sinn Féin, a brandi une pancarte sur laquelle était écrit : « Victoire pour l'IRA ».

Le « non-interventionnisme » des forces de l'ordre est d'autant plus dénoncé par les unionistes que leurs propres processions, pour la première fois depuis longtemps, ont été interrompues, cette année, à des restrictions, leur itinéraire ayant été fréquemment détourné pour éviter les quartiers catholiques.

Samedi, à Londonderry, le défilé célébrant la fin du siège par les troupes catholiques fit y a trois siècles a ainsi été soigneusement contenu hors de portée des regards des habitants catholiques du Bogside. « C'est sûr qu'un prochain accord entre Londres et Dublin se fera déjà sur notre dos », nous a déclaré dimanche soir un partisan du révérend Ian Paisley, résumant les vives appréhensions qui ne cessent de croître dans les milieux politiques de la communauté protestante, où l'on parle de plus en plus d'encourager ouvertement le développement de groupes paramilitaires « loyales ».

FRANCIS CORNU.

RFA

UN ESPION EST ALLEMAND ARRÊTÉ

Karlsruhe (AFP). — La police ouest-allemande a arrêté la semaine dernière un agent présumé du ministère de la Sécurité d'Etat (MFS) de RDA à Remscheid près de Stuttgart, a-t-on appris dimanche 11 août d'un communiqué du parquet fédéral de Karlsruhe.

L'identité du suspect, âgé d'une soixantaine d'années, n'a pas été révélée. Dans son édition de lundi, le quotidien conservateur Die Welt affirme que le suspect a été arrêté grâce aux indications d'un fabricant d'outillage ouest-allemand.

En juin 1982, ce fabricant d'outillage était tombé amoureux d'une Allemande de l'Est qu'il a tenté de faire venir en RFA pour l'épouser. A cet effet, il avait envoyé divers documents aux autorités de RDA, mais sa démarche avait échoué. Il s'était alors rendu en RDA pour récupérer ses documents, qui se lui ont été restitués, mais la commission d'une collaboration avec le MFS.

Pour quitter le pays sans difficulté, il avait fait mine d'accepter, et avait prévenu le contre-espionnage ouest-allemand. Selon Die Welt, le MFS l'avait prévenu de la visite d'agents à son domicile de Stuttgart. C'est ce visiteur qui a été arrêté la semaine dernière.

Grèce

ATHÈNES POURRAIT ANNULER SA COMMANDE D'AVIONS MILITAIRES AMÉRICAINS

Athènes (AFP, Reuters). — Le gouvernement d'Athènes a menacé, le samedi 10 août, d'annuler sa commande de quarante appareils américains F-16 d'une valeur d'un milliard de dollars destinés à renouveler l'avion de combat grecque. Athènes s'étouffe en effet que le département de la défense américain n'ait pas encore approuvé le contrat, alors que les lettres d'intention d'achat datent du mois de mars.

Dans certains milieux de la capitale grecque, on estime que ce retard du département de la défense est dû à la crainte d'une éventuelle fuite de la technologie militaire occidentale vers l'Union soviétique, en particulier en ce qui concerne le radar dont sont équipés les F-16. La presse grecque a laissé entendre ces derniers jours que Washington exigerait des autorités grecques une garantie particulière. Or l'engagement de ne pas revendre la technologie militaire à un pays tiers fait normalement partie de tous les contrats de ce type signés entre pays membres de l'alliance atlantique.

La porte-parole du gouvernement grec, M. Laliotis, n'a pas confirmé cette hypothèse. Mais il a déclaré que si le retard se prolongeait, le gouvernement d'Athènes annulerait son contrat avec la firme « General Dynamics ».

La décision d'acquiescer quarante F-16 avait été prise fin 1984 à Athènes, en même temps que celle de doter l'armée de l'air de 40 Mirage 2000 français.

PROCHE-ORIENT

LE SORT DES OTAGES FRANÇAIS

M^{me} Seurat a reçu deux lettres de son mari

Beyrouth (AFP). — M^{me} Seurat, la femme de M. Michel Seurat, chercheur au Centre d'études et de recherches sur le Moyen-Orient contemporain, enlevé le 22 mai dernier à Beyrouth en compagnie du journaliste Jean-Paul Kauffmann, a annoncé samedi 10 août à Beyrouth avoir reçu deux lettres de son mari.

La première, reçue vers le 20 juillet, ne contenait que quelques lignes du chercheur, disant qu'il était « mieux traité » depuis quelques jours et attendait sa libération de jour en jour.

Dans une seconde lettre reçue le 27 juillet, longue de deux pages et « plus décontractée », Michel Seurat donne des détails sur ses conditions de détention avec M. Kauffmann, qui se sont améliorées. D'une cham-

bre étroite et sombre, ils ont été transférés dans une grande pièce beaucoup plus agréable. Ils reçoivent la presse libanaise et française, notamment Le Monde, et des livres d'auteurs comme le marquis de Sade et André Malraux.

M^{me} Seurat se dit un peu rassurée par cette seconde lettre, qu'elle a identifiée notamment grâce à une tête de chat que son mari aime à dessiner. Elle n'explique pas une libération très rapide de son mari, qui dépend, selon elle, de la libération des Libanais détenus dans la prison israélienne d'Alit.

MM^{me} Kauffmann et Fontaine, elles ont aussi reçu des nouvelles de leur mari (Le Monde daté 11-12 août).

Après Libération, et le Figaro, le Monde publie cette semaine, les textes d'écrivains lus chaque matin sur France-Inter en faveur de la libération de notre confrère Jean-Paul Kauffmann et des trois autres otages français — le chercheur Michel Seurat et les deux diplomates Marcel Carton et Marcel Fontaine — détenus au Liban.

Jean-Paul Kauffmann est une habitude qui me manque.

J'aimais bien déjeuner avec lui tous les trois ou quatre mois. Nous avions une conversation « fluide », comme on dit pour la circulation. Le vin, les livres, les journaux, nous avions du pain commun à émietter sur la planche.

Bien sûr, on parle beaucoup en ce moment de Jean-Paul. Il n'a jamais été aussi connu. Mais ses ravisseurs n'ont pas eu la main heureuse s'ils ont cru lui faire plaisir en organisant tout ce tapage autour de lui. Le journaliste qui a si bien parlé des délices de la chaise longue serait horrifié d'être l'acteur involontaire d'une « foire aux chandises ». Relâchez-le vite et nous ferons tout pour lui cacher que nous avons parlé de ses vertus, de ses goûts, sur la place publique.

Jean-Paul ne savait peut-être pas, avant son enlèvement, qu'il avait autant d'amis. Nous pardonnons-t-il de nous en être vanté ? Pour ma part, c'est un risque que je prends. Il me tarde d'en discuter avec lui. Et d'autant plus que c'est à son tour de me régler ! Messieurs les ravisseurs, ne lui faites pas perdre la face !

BERNARD FRANK.

Israël

La commission militaire consultative s'oppose à l'expulsion d'un Palestinien de Cisjordanie

De notre correspondant

Jérusalem. — La procédure d'expulsion engagée contre un habitant de Cisjordanie, M. Halil Abou Ziad (Le Monde du 9 août) n'est pas encore définitivement remise en question, mais elle paraît bien compromise. La haute cour de justice a interdit provisoirement d'expulser M. Abou Ziad. Cependant il s'agit simplement d'une décision « de routine » qui est toujours prise avant que les juges ne se prononcent sur le fond du problème.

Ce qui est beaucoup plus surprenant, c'est la décision de la commission militaire consultative qui a demandé au commandant de la région Centre, le général Amnon Chahak, qui avait promu l'arrêt d'expulsion, de reconsidérer cette mesure. Cette commission militaire s'est réunie dimanche 11 août pendant plusieurs heures. Une partie des débats s'est déroulée à huis clos, mais il s'avère que la commission a été convaincue par le principal argument de l'avocat de la défense, à savoir que M. Abou Ziad « n'a pas pris part directement à des activités terroristes », même s'il est lié au Fatah.

La recommandation de cette commission militaire de ne pas expulser l'expulsion est sans précédent et a provoqué la stupeur générale. La procédure suit, pour l'instant, son cours jusqu'à ce qu'une décision définitive soit prise. Il est toutefois d'ores et déjà évident que le ministère de la Défense avait mal choisi son premier cas pour tester la prati-

que des expulsions dans le cadre de la nouvelle politique antiterroriste appliquée aux territoires arabes occupés.

(Interim.)

● Chef des dissidents palestiniens Abou Moussa reçu officiellement à Téhéran. — Plusieurs dirigeants du Front de salut national palestinien (FNSP, bras armé du chef de l'OLP Yasser Arafat), dont le colonel Abou Moussa, ont quitté Téhéran dimanche 11 août pour Damas, au terme d'une visite officielle de sept jours qui a permis la reconnaissance par l'Iran de leur mouvement.

Le colonel Abou Moussa, qui est à la tête de la dissidence au sein du Fatah (principale composante de l'OLP), a souligné au cours d'une conférence de presse que c'était la première fois qu'un pays non arabe prenait cette position. Abou Moussa a sévèrement condamné le sommet arabe de Casablanca et l'accord d'Amman conclu le 11 février entre M. Arafat et le roi de Jordanie. « Le premier ministre iranien nous a dit qu'Arafat est un danger non seulement pour la nation palestinienne mais pour tous les mouvements de libération islamique », a-t-il déclaré. Les responsables palestiniens ont souligné leurs convergences de vues avec leurs interlocuteurs iraniens et leur appui à la République islamique de la défense contre l'impérialisme et le sionisme. — (AFP.)

Egypte

L'amertume du président Moubarak

Au lendemain du sommet arabe « extraordinaire » de Casablanca, le roi Hassan II a estimé que les deux missions de conciliation interarabes nées sur pied par les participants avaient échoué. Le décalé donné par le souverain est probablement lié dans son esprit au sommet arabe « ordinaire » prévu à Ryad en novembre. — (Reuters.)

De notre correspondant

Le Caire. — C'est la situation actuelle dans la Ligue arabe, où rien n'est entrepris pour servir l'intérêt général », a déclaré, dimanche 11 août, le président Moubarak, en commentant le résultat du sommet arabe de Casablanca (Le Monde daté 11-12 août). Le chef d'Etat a ajouté qu'il n'acceptait aucun résultat des commissions constituées lors du sommet pour assainir la situation. Si la détérioration des relations interarabes se poursuivait, il n'y aurait bientôt plus d'Arabes.

Le général Moubarak a mis l'hostilité affichée par la Tunisie à

l'égard d'un éventuel retour de l'Egypte dans la Ligue arabe sur le compte de la crainte de ce pays de voir le siège de l'organisation panarabe, et les revenus qu'elle rapporte, revenir au Caire. « Je tiens à les rassurer, a-t-il dit, nous ne voulons plus de la Ligue arabe en Egypte, surtout dans son état actuel d'inefficacité » Il a ajouté que le Caire n'avait contacté aucun pays arabe « ami » avant la tenue du sommet de Casablanca afin de proposer la réintégration de l'Egypte.

A. B.

po

DES REUNIONS INTERNATIONALES

nationalistes corses for les autonomistes de M

De notre correspondant

« Les nationalistes corses for les autonomistes de M... »

« Les nationalistes corses for les autonomistes de M... »

« Les nationalistes corses for les autonomistes de M... »

« Les nationalistes corses for les autonomistes de M... »

La « réconciliation » selon

De notre correspondant

« La « réconciliation » selon... »

EGYPTES

« EGYPTES... »

« EGYPTES... »

« EGYPTES... »

politique

AUX « JOURNÉES INTERNATIONALES » DE CORTE

Les nationalistes corses font pression sur les autonomistes de M. Simeoni

De notre correspondant

Bastia. — Un accord de principe est désormais possible entre le Mouvement corse pour l'autodétermination (MCA, nationaliste) et l'Union du peuple corse (UPC, autonomiste), pour défendre ensemble des revendications ponctuelles comme la sauvegarde de la langue corse, la « corseisation » des emplois, le rejet du câble électrique qui doit alimenter l'île en énergie électrique venue du continent, la libération enfin des prisonniers nationalistes.

Ce rapprochement, esquissé lors du congrès de l'UPC à Poretta (le Monde du 7 août 1985), s'est précisé dimanche 11 août à Corte, dans le cadre des « Journées internationales » du MCA. Un débat public devant près de mille cinq cents personnes s'est instauré entre M. Léo Battisti, le secrétaire du parti nationaliste, et M. Max Simeoni, son homologue de l'UPC. Mais à côté des convergences qui serviront de base à des actions communes, un désaccord central demeure sur l'utilisation de la violence.

Pour M. Battisti, la « solidarité stratégique » de son mouvement s'étend à l'ex-FLNC dont il n'est pas question pour lui de condamner les attentats. À l'inverse, M. Simeoni considère que l'action militante « pose problème par rapport au code culturel du peuple corse », surtout quand celle-ci vise des enseignants ou des fonctionnaires corses.

« La violence n'est justifiable », a ajouté le leader de l'UPC, « que quand elle s'attaque aux structures, utilisées de façon ponctuelle ». Cette appréciation constitue en elle-même une évolution sensible du mouvement autonomiste, même si la divergence avec le MCA n'est pas évanouie. En revanche, le clivage institutionnel — l'UPC est favorable à l'autonomie interne dans le cadre de la République, le MCA milite fermement pour l'autodétermination — qui constituait, il y a seulement un an, la pierre d'achoppement entre les deux partis a perdu de son importance par la volonté des autonomistes de « dépasser » les questions institutionnelles désormais trop formelles à leur goût. Il s'agit, maintenant, pour eux de « révéler le comportement nationaliste » en favorisant une prise de conscience sur le terrain.

Mais à quel servent ces multiples concessions de l'UPC ? Le mouvement escompte-t-il ainsi freiner l'émigration de ses militants, lassés et déçus par l'application du statut particulier ? Si le parti de M. Max Simeoni veut s'affirmer sur un terrain plus dur, en revanche, le MCA entend contourner son nouvel allié et bien marquer leurs différences. « Nous n'ignorons pas, a dit, quel que peu ironique M. Battisti, que le mouvement autonomiste développe une toute autre stratégie et aspire à une toute autre finalité que la nôtre ».

DOMINIQUE ANTONI.

La « réconciliation » selon l'Eglise

De notre correspondant

Bastia. — Près de cinq mille pèlerins venus des quatre coins de l'île se sont rassemblés dimanche 11 août au col de Vergio, qui culmine à 1460 mètres, à l'occasion de l'inauguration d'une imposante statue du Christ roi, à la frontière entre la Haute-Corse et la Corse-du-Sud. La statue du Christ roi, un Christ sans visage, est taillée dans un bloc de granit blanc de 45 tonnes. C'est l'œuvre du sculpteur insulaire Noël Bonardi. A ses pieds, figure en langue française et en langue corse le commandement du Christ : « Aimez-vous les uns les autres comme je vous ai aimés ». A travers cette statue et le lieu symbolique de son érection, l'Eglise de Corse a voulu signifier l'exigence d'une « nécessaire réconciliation » entre Corses, mais aussi entre insulaires et continentaux. Au cours de la messe, célébrée par

Mgr Jean-Charles Thomas, évêque de Corse, un enfant de père continental et de mère corse a d'ailleurs été baptisé. L'évêque de Corse, entouré d'une cinquantaine de prêtres de tout le diocèse, a comparé « ce rendez-vous sur la montagne à celui donné par le Christ à son peuple sur le mont Sion ». Il a formé le souhait que le lieu de pèlerinage du col de Vergio aide au « renouveau spirituel de la Corse ».

Cette manifestation, qui s'est déroulée en présence de plusieurs personnalités de l'île, et notamment de celle de M. Jean-Paul de Rocca-Serra, président de l'Assemblée de Corse, est l'une des plus importantes organisées par l'Eglise de l'île depuis la fin de la deuxième guerre mondiale.

D. A.

L'AVENIR DE LA NOUVELLE-CALÉDONIE

M. Lafleur (RPR) proteste

contre la convocation « précipitée » du Parlement

M. Jacques Lafleur, député (RPR) de la Nouvelle-Calédonie (circonscription de Nouméa), a adressé au président de l'Assemblée nationale, le dimanche 11 août, un télégramme dans lequel il proteste contre la « précipitation » avec laquelle le Parlement a été convoqué. Selon M. Lafleur, « aucun vol Nouméa-Paris ne permet aux parlementaires du territoire de se rendre (...) dans des délais aussi rapprochés ».

Le président du Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RCPR) évoque « l'émotion et l'indignation que pourrait provoquer une délibération de l'Assemblée nationale sur un texte » causant pour l'avenir de la Nouvelle-Calédonie l'absence des représentants élus du territoire.

M. André Labarrière, ministre délégué, chargé des relations avec le Parlement, a répondu à M. Lafleur par un télégramme, dans lequel il

écrit que, « prévenu par le haut commissaire délégué du gouvernement, le samedi matin vers 10 heures, heure locale », le député avait la possibilité « de prendre un avion au départ de Nouméa, soit à 14 h 30, soit à 18 h 45 » et « d'être à Paris lundi dans la matinée ».

M. Lafleur a répliqué, lundi, en observant que « les parlementaires d'outre-mer ont reçu la consigne formelle de se rendre, pour leurs déplacements, que des compagnies aériennes françaises » et que les horaires mentionnés par le ministre correspondent à des vols des compagnies australiennes et néo-zélandaises. Pour le président du RCPR, « la question reste donc entière : a-t-on souhaité écarter délibérément du débat à l'Assemblée nationale les députés de la Nouvelle-Calédonie ? ».

(NDLR. — L'autre député du territoire est un indépendantiste, M. Roch Fédjot).

Douze lignes prometteuses

(Suite de la première page.)

Pour tout le monde : les socialistes, qui ont changé le mode d'élection des députés ; l'opposition, qui jure qu'elle commença, une fois revenue au pouvoir, par rétablir le système en vigueur de 1958 à 1985. Il n'est pas difficile de prévoir que cet aspect des choses va capter l'attention de plus d'un, tant que le bon nombre de conseillers pour représenter Nouméa et autres lieux d'un territoire des antipodes.

La France vivait, pour être ses députés, sous le régime du scrutin uninominal majoritaire à deux tours par circonscription. Elle va passer, à partir de 1986, au scrutin de liste départemental, à la représentation proportionnelle. Elle va aussi, pour la première fois, élire de la même façon les nouveaux conseillers régionaux qu'engendra la décentralisation.

Ce qu'il adviendra politiquement, nul ne le sait véritablement. En revanche, depuis le 8 août, date de la décision du Conseil constitutionnel à propos de la loi sur l'évolution de la Nouvelle-Calédonie, chacun sait quelque chose d'essentiel qui ne va pas que pour le territoire d'outre-mer en question : « ... considérant que le congrès, dont le rôle comme organe délibérant d'un territoire d'outre-mer ne se limite pas à la simple administration de ce territoire, doit, pour être représentatif du territoire et de ses habitants dans le respect de l'article 3 de la Constitution, être élu sur des bases essentiellement démocratiques, que s'il ne s'agit pas que cette représentation doit être nécessairement proportionnelle à la population de chaque région ni qu'il ne puisse être tenu compte d'autres impératifs d'intérêt général, ces considérations ne peuvent cependant intervenir que dans une mesure limitée qui, en l'espèce, a été manifestement dépassée ».

Victoire à la Pyrrhus

Ces douze lignes égyptologiques ont scellé la victoire de l'opposition qui avait déféré en Conseil constitutionnel la loi sur l'évolution de la Nouvelle-Calédonie. Mais que deviendra cette victoire si les socialistes sont battus l'année prochaine, et si leurs adversaires traduisent dans les faits leur promesse de restituer au scrutin majoritaire par circonscription ?

Il faudrait pour cela rétablir, bien sûr, les dites circonscriptions. De deux choses l'une, alors. Première possibilité : ce seront celles qui existent aujourd'hui. Et la philosophie esquissée par le Conseil constitutionnel devra être confrontée à ces chiffres éloquentes qui rappellent le député socialiste Gilbert Bonnemaison en défendant le projet de loi gouvernemental. Deuxième circonscription des Bouches-du-Rhône : 318 770 habitants en mars 1982 ; troisième circonscription de l'Essonne : 312 782 habitants ; première circonscription de la Seine-et-Marne : 278 701 habitants, etc.

Berger-Levrault JEUNESSE

Pour apprendre et se distraire. Leçons de choses :
• LE TRANSSIBÉRIEN
• L'AVION DE LINDBERGH
• LES FOURMIS
L'histoire et la vie (co-édition d'un monument CNMHS)
• LE CHÂTEAU-FORT
• LA CATHÉDRALE
• LE JARDIN PUBLIC

MICHEL KAJMAN.

VAUTRIN

Limpide, rapide, étonnant.

Révolution

Vautrin sait tirer de ses angoisses et des nôtres des pages obsédantes, à vous couper le souffle.

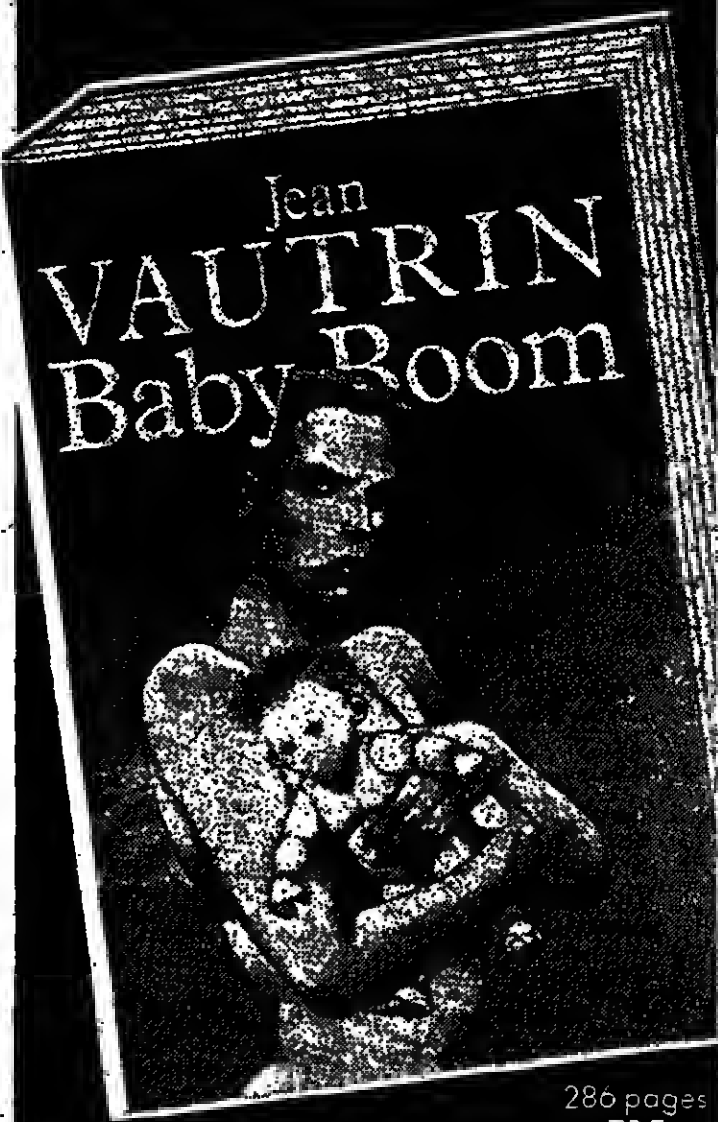
Michèle Gazier, Télérama

Depuis Céline et Queneau, rares sont les vrais inventeurs de langue. Vautrin est de ceux-là.

Jean-Pierre Enard, U.S.D.

Des raccourcis illuminants... Quand Vautrin fait du Vautrin, c'est rudement bien.

Michèle Bernstein, Libération



MAZARINE

NIE

net-

titu-

tion

ché,

des

sv-

72,

Je

ret-

son-

dé-

vec

de

un

si

dé-

sion

que

le

ton

le

inté

si

uté

de

im-

les

per-

ar-

ple-

ans

sion

r un

le-

it-

sur

ar-

en

au-

fra-

des

pas-

vel

da

li-

er

con-

ten-

en-

était

tu

que

ol-

litté-

ra-

l'au-

tion

ne

né-

ment

de

le

de

le

de

le

de

le

de

le

de

le

de

le

de

le

de

le

de

le

Les silences de la police néo-zélandaise

مَكْنَا مِنْ الْأَصْلِ

Le Monde ECONOMIE

La libération du commerce mondial Une contre-offensive européenne

**Pour rallier les pays en développement
la CEE propose de négocier à deux niveaux :
sur les marchandises et sur les services.
Paris a surmonté ses craintes agricoles.**

L'ÉTÉ sera studieux. Les diplomates en poste à Genève vont s'efforcer de recoller la porcelaine cassée lors de la dernière réunion des instances du GATT (accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) les 18 et 19 juillet, avec comme enjeu le déclenchement de la phase préparatoire d'un nouveau cycle de négociations commerciales multilatérales (NCM).

Le conseil du GATT, qui est son organe permanent, n'a pu en effet, le 19, se mettre d'accord sur la convocation d'un groupe de fonctionnaires de haut niveau qui serait chargé de cette préparation. Huit pays en voie de développement (PVD), conduits par le Brésil et par l'Inde, ont refusé toute formule de compromis qui pourrait laisser entendre que le futur « round » s'occuperait de réglementer les échanges de services.

Les Etats-Unis et la Communauté européenne avaient, pour leur part, rejeté les solutions de compromis présentées par ces contestataires qui acceptaient la création de deux groupes à haut niveau. Le premier aurait reçu la mission de préparer un nouveau cycle « traditionnel » sur le commerce des produits agricoles et industriels, le second celui d'examiner l'état de la situation en matière de services et, éventuellement, envisager des pourparlers sur ce thème. Le Brésil, auteur de la proposition, a insisté pour qu'il n'y ait aucun lien entre les deux démarches.

Les Etats-Unis pressés

Depuis, les deux camps se renvoient la responsabilité de l'impasse. L'affaire des services bloque tout. Après l'échec du conseil, les Etats-Unis, qui sont pressés, ont demandé à M. Arthur Dunkel, le directeur général du GATT, de convoquer une session extraordinaire des parties contractantes afin que cette instance suprême, qui compte quatre-vingt-dix membres, décide, passant outre l'opposition des minoritaires, le lancement du nouveau cycle de négociations.

Les Américains considèrent qu'il s'agit d'une procédure normale pour aller de l'avant. Les Européens redoutent qu'une telle initiative ne revienne à programmer l'affrontement. « On ne peut pas impunément faire appel à l'instance suprême, si le débat n'est pas suffisamment préparé. Cette convocation est dangereuse. Elle est considérée par certains comme une menace. Le risque, c'est l'échec sans recours possible », observe M. Tran Van Thinh, le chef de la délégation de la Commission européenne à Genève.

Tel est l'avis de M. Paolo Battista, l'ambassadeur du Brésil. « Certes on peut décider la réunion des parties contractantes à la majorité, mais cela n'est en rien la nécessité de se mettre d'accord sur l'ordre du jour du prochain round », nous a-t-il expliqué.

Compte tenu des délais de procédure, la session des parties contractantes ne peut se tenir avant la fin septembre. La Communauté va s'efforcer d'utiliser ce répit pour concilier les points de vue. Début août, M. Tran rencontrait les Brésiliens, les Indiens, puis d'autres représentants du tiers-monde afin d'émousser le « noyau dur », celui conduit par le Brésil et New-Delhi, à se rallier — sans engagement sur l'avenir — à la réunion rapide d'un groupe à haut niveau pour préparer le futur round.

Il leur soumettait pour les convaincre une nouvelle proposition : il y aurait une négociation unique — sous l'égide du GATT, mais se déroulant à deux niveaux distincts : l'un, traditionnel, traiterait des échanges de marchandises, l'autre ouvrirait le dossier des services. En cas de réussite, le directeur général du GATT pourrait à nouveau convoquer le Conseil, celui-ci décider la réu-

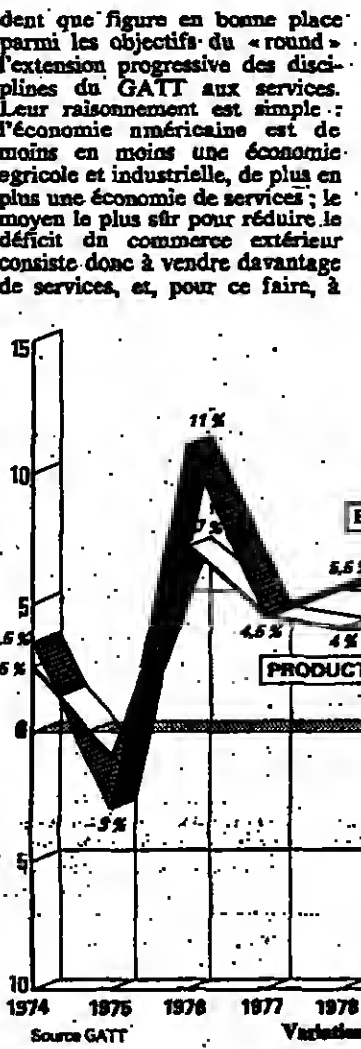
nion du groupe à haut niveau et la session des parties contractantes se tenir ensuite dans une ambiance plus décontractée.

La Commission, pour engager cet exercice de médiation, a obtenu le feu vert des douze Etats membres de la Communauté élargie. La tentative en cours n'est en fait possible que parce que les Français, les plus réticents dans cette affaire, ont assoupli leur position. Ils insistent jusqu'au bout pour que le nouveau « round » soit une négociation unique où les échanges de biens et ceux de services seraient abordés de façon simultanée. Il ne s'agit pas ainsi de contourner le PVD, mais d'éviter que la négociation ne se focalise rapidement sur le terrain, pour eux toujours sensible, de l'agriculture.

L'offensive de persuasion engagée à l'initiative de la Communauté peut-elle réussir ? Les pays en développement les plus hésitants auront-ils un peu moins l'impression qu'on cherche à leur forcer la main ? Les Etats-Unis veulent en tout cas que le nouveau cycle commence vite. Ils répètent qu'engager le processus est absolument nécessaire si l'on veut leur donner la possibilité de canaliser les pressions protectionnistes.

Si on leur donne satisfaction, s'abstiendront-ils de dresser de nouvelles barrières à leurs frontières ? Ils refusent de faire la moindre promesse à cet égard : « Commencer à négocier sera précieux dans le débat politique à Washington, mais ne peut constituer une garantie. Il est bien évident que ce que pense l'ouvrier sidérurgiste ou celui d'une usine textile n'est guère influencé par ce qui se passe à Genève », commente devant nous un de leurs diplomates.

Les Etats-Unis — c'est leur seconde revendication, aussi pressante que la première — enten-



dent que figure en bonne place parmi les objectifs du « round » l'extension progressive des disciplines du GATT aux services. Leur raisonnement est simple : l'économie américaine est de moins en moins une économie agricole et industrielle, de plus en plus une économie de services ; le moyen le plus sûr pour réduire le déficit du commerce extérieur consiste donc à vendre davantage de services, et, pour ce faire, à amener les partenaires du GATT à ouvrir leurs portes aux entreprises américaines. Ce n'est pas une demande nouvelle : lors de la session ministérielle du GATT en novembre 1982, le gouvernement de Washington avait déjà insisté pour qu'on ouvre le dossier. Il avait essuyé un refus catégorique des PVD.

Le programme de travail adopté à l'issue de cette réunion

et qui constitue la base des réflexions conduites depuis lors par le GATT pour renforcer le système multilatéral des échanges est, à cet égard, révélateur. S'agissant de l'agriculture ou d'autres thèmes, comme la révision du fonctionnement des clauses de sauvegarde, il est précisé et invite les experts à suggérer des solutions. Il est sensiblement plus timide à propos des services : il est seulement demandé aux parties contractantes de dresser l'inventaire du degré d'ouverture des différents marchés, puis de procéder à un échange d'informations dont on se garde bien d'indiquer sur quoi il devrait lui-même déboucher.

Les Etats-Unis, frustrés par leur échec, reviennent à la charge, déterminés cette fois à être entendus. Le Japon partage leur

point de vue, ou du moins le proclame. Zèle opportuniste ! M. Nakasone est peut-être convaincu, comme le président Reagan, que le GATT tel qu'il existe est démodé et que la libération des échanges de services en est une actualisation tout à fait nécessaire. Mais surtout l'ouverture d'un nouveau « round » lui donnerait l'occasion d'échapper provisoirement à la pression qu'exercent Américains et Européens pour qu'il ouvre davantage son marché. Une négociation multilatérale dure depuis plusieurs années.

Le tiers-monde divisé

Les pays du tiers-monde sont divisés. Leur industrie des services est loin d'être à niveau, et ils souhaitent les uns et les autres pouvoir la développer à l'abri du rouleau compresseur américain. Cependant, chez certains d'entre eux, où l'exportation de produits agricoles et industriels joue un rôle prépondérant dans la prospérité nationale, la crainte de représailles protectionnistes aux Etats-Unis a été la plus forte. Telle fut l'attitude des cinq pays de l'ASEAN et de la Corée du Sud qui se sont démarqués du comportement intransigent de l'Inde et du Brésil. D'autres ont suivi : la Colombie, le Chili, la Roumanie.

Les irréductibles sont un nombre de huit : le Brésil, l'Inde, l'Egypte, la Nigéria, la Yougoslavie, l'Argentine, le Gabon, le Nicaragua. « Libérez d'abord le commerce, ouvrez vos frontières à nos produits, bref appliquez le GATT. Renforcez-en les règles comme vous prétendez vouloir le faire, ensuite on verra pour les services », font-ils valoir en substance.

PHILIPPE LEMAITRE.
(Lire la suite page 10.)

La France est-elle une petite nation ?

**Paris ne doit pas se faire
imposer une norme de prix
internationale.
Il n'y a pas de déterminisme
de la taille.**

par GILLES ETRILLARD
et FRANÇOIS SUREAU (*)

Le président de la République rappelait encore récemment à ses concitoyens que la France était, selon lui, un petit pays dont le poids dans le monde allait décroissant. Ces propos, clairs et simples, sont apparemment irréfutables. Ils rejoignent le sens commun. Mais sont-ils vraiment fondés ou participent-ils d'une illusion, d'un préjugé déterministe selon lequel la dimension d'un pays constituerait une limite infranchissable à ses ambitions ?

Telle est la question qu'il faut s'attacher à résoudre. Le problème, dit le « petit Etat », est, en fait, un problème classique : Jean-Jacques Rousseau déplorait que le petit Etat fût l'exception, et non la règle. Les maîtres modernes de la stratégie, sans s'interroger sur le souhaitable, ont généralement décrit sa réévaluation dans le contexte nucléaire. Qu'en est-il en économie ?

L'idée que la dimension d'un pays joue un rôle primordial dans le développement n'est pas non plus une idée neuve. On a longtemps justifié la construction européenne par la recherche d'un marché de consommateurs aux dimensions suffisantes pour offrir des débouchés supplémentaires aux entreprises nationales et les amener ainsi, selon l'expression du V^e Plan, à atteindre la « taille critique ».

Une bonne insertion dans la division internationale du travail exige en effet que l'entreprise puisse, dans les premières phases de production, tester et standardiser le produit sur un marché interne suffisamment large. Ainsi une nation européenne ne peut-elle lutter à armes égales avec le Japon ou les Etats-Unis, qui jouissent de marchés intérieurs immenses. Dans ces conditions, l'augmentation de la dimension prend l'aspect d'un impératif catégorique.

Les forces du marché...

Cette considération est cependant reléguée aujourd'hui au second plan par une autre. Sans doute parce que la « marche commune » n'a pas bouleversé la structure nationale des économies européennes, le problème de la dimension revient dans le débat par une voie différente : on s'interroge désormais davantage sur les possibilités globales du petit Etat. La crise conduit à s'intéresser plus aux contraintes qu'aux objectifs. Or la théorie économique le confirme, la petite nation est, par essence, contrainte.

La « petite nation » — small open economy dans les ouvrages anglo-saxons (1) — n'est pas une réalité élémentaire. Elle relève en fait de l'abstraction théorique. Est d'abord réputée petite nation toute nation pour laquelle les prix des biens qu'elle importe ou exporte sont déterminés de manière exogène et qui maximise son utilité collective sous cette contrainte. Ce premier aspect ne permet guère de distinguer la petite nation de l'économie ouverte à secteur exposé analysée par Courbis à partir des travaux de l'école suédoise. On ne peut donc s'en tenir là.

La notion de taille intervient dès lors plus pour expliquer que la petite nation représente sur chaque marché

mondial une part minuscule de l'offre et de la demande totales, ce qui lui interdit de peser durablement sur l'équilibre économique du reste du monde. En somme, la théorie de la petite nation transpose, dans le domaine du commerce international, les règles de la concurrence pure et parfaite, où la firme se voit à tout moment imposer son prix de vente par le jeu des forces du marché. De manière symétrique, on peut se représenter le reste du monde comme une économie fermée ne recevant aucun choc de l'extérieur.

De ces développements théoriques, on retiendra avant tout l'idée que la petite nation est contrainte par les prix et qu'elle doit trouver son équilibre à l'intérieur de ce cadre. Des auteurs américains, tels Mundell et Swan, en ont conclu, par exemple, que les taux de change flottants sont, pour ces pays, préférables aux taux de change fixes parce qu'ils donnent aux autorités publiques un degré de liberté supplémentaire dans la conduite de la politique économique, notamment monétaire.

Peut-on appliquer ce concept à la France ? En premier lieu, il est sûr que considérer la France comme une petite nation pour la raison qu'elle ne peut connaître une conjoncture différente de celle de ses partenaires commerciaux industrialisés est commettre une erreur. On ne peut, sans abus, tenir le poids de la demande externe dans la demande globale pour un signe de faiblesse intrinsèque dans le concert des nations. La différence entre la petite et la grande nation, pour ce qui concerne la réponse conjoncturelle aux chocs mondiaux, est plus difficile à saisir.

Comme l'a montré Flood (2), la petite nation n'est pas confrontée à un choc, mais à des vagues de chocs qui affectent l'ensemble des composantes monétaires, financières et réelles de son économie. Dès lors que les prix lui sont imposés, l'accroissement dans le reste du monde du taux de croissance de la masse monétaire, par exemple, se traduit par les phénomènes suivants : accroissement des exportations, renchérissement des importations,

modification des taux d'intérêt. L'incertitude des agents économiques se trouve accrue. Le choc se sera propagé plus vite et plus profondément.

Rien dans cette analyse ne conduit à accepter une dépendance totale. Loin d'y acquiescer, la France doit éviter de se voir imposer partout, du fait de l'insuffisance de ses parts de marché et de la qualité de ses produits, une norme de prix internationale. La concurrence mondiale portant de plus en plus sur les composants même des produits, c'est dans chaque partie du processus de production que la France doit s'efforcer de garder la maîtrise du prix et des parts de marché. Les spécialisations doivent être choisies en conséquence.

Les conditions de l'accumulation du capital sont dès lors déterminantes. Plutôt que de conserver une présence apparente sur tous les produits, il vaut mieux s'engager progressivement sur quelques spécialités bien choisies et multiplier ainsi son commerce extérieur. Sa structure, et l'adaptation à la demande mondiale qu'elle traduit l'acquisition des parts de marché deviennent dans cette perspective des éléments décisifs.

... et les volontés nationales

Il n'y a donc pas de déterminisme de la taille, ni d'inductibilité de la dépendance. L'idée d'une contrainte absolue et définitive relative du préjugé. Aussi bien, ne peut-on se régler entièrement sur un état de fait actuel pour évaluer les possibilités futures des Etats. Dans l'univers incertain dont parle K. Popper, les volontés nationales interviennent, en économie comme ailleurs. Mais il se trouve que la théorie économique n'en guère, jusqu'ici, intégré la nation et ne peut donc pas entièrement rendre compte du réel. Alors que les classiques ont construit un univers a-national, peu nombreux sont les économistes qui, à l'instar de François Perroux (3), ont ressenti la nécessité d'étudier le jeu international en fonction des pays.

L'économie, qui n'est rien d'autre qu'un instrument du destin des peuples, doit être située dans un contexte qui, à rebours de l'idée reçue, l'orienta et la dépasse, et est tout à la fois stratégique, historique et culturel. Ainsi, par exemple, la construction européenne doit-elle être d'abord considérée comme un moyen offert aux Etats d'acquiescer des positions de force que leurs poids nationaux ne permettraient pas d'atteindre.

L'Europe s'analyse moins comme un marché que comme une union des nations : il n'est pas jusqu'à sa crise actuelle, qui, les premières illusions dissipées, en témoigne. Chacune par la porte, la politique est, là aussi, rentrée par la fenêtre. Et nulle fatalité ne menace sa prééminence.

(1) Martin F.J. Prachowny, *Small Open Economies*, Lexington Books (1975).
(2) Robert F. Flood, « Activist Policy in the Open Economy », *American Economic Review*, vol. 72, n° 2 (mai 1982).
(3) François Perroux, *Indépendance de l'économie nationale et interdépendance des nations*, Union générale d'éditions, 1971 (épuié).

NIE

net-titu-
tion
ré-
ché,
des
ave-
72,
Je
not-
non-
de-
nos-
de
s un
si
dé-
sion

que
le
tion
la
sité
1 si
uté
de
fini-
les
par-
rie-
ple-
ins-
sion

un
le-
ait
sur
ar-
ssi,
en
au-
fra-
des
sio-
nel
de

liier

conten-
n'était
ce que
collecti-
né le
n'aurait
lon ne
même

double
nas du
ération
attants
naisie
n com-
ent ait
acquis
n 1928
cain et

ate du
ciel du
campa-
sup-
A, qui
pour
npage
s droit
partici-
et aux
l'unicie
cient à
bie que

l'ation,
13-79.

S

73.33

culture

FESTIVALS

A SAINT-CÉRÉ

« L'Amant statue » n'est pas de marbre

« Cher Dalayrac ! s'exclamait Berlioz en 1842, le peuple oublie les musiciens se souvient à peine de ton nom à cette heure ! » Dans ses *Mémoires* l'auteur de la *Fantastique* avouait ainsi qu'il devait sa vocation musicale à la romance de *Nina*. Quand le bien-aimé revient, l'âme s'efface et il ne reste que la voix. Tout se vit et se sent, mais l'âme s'efface et il ne reste que la voix. Tout se vit et se sent, mais l'âme s'efface et il ne reste que la voix.

Depuis bientôt un siècle et demi, les choses n'ont guère changé. Le peuple des musiciens est toujours aussi oublieux, méprisant pour ce qu'il ne connaît pas et peu disposé à disperser son enthousiasme sur des objets qui n'en seraient pas assez dignes. On croit, en effet, que la faculté d'admirer s'épuise quand on en abuse, surtout si on l'emploie à rebours de l'opinion générale. Ainsi l'annonce des représentations de *L'Amant statue* et surtout de *Maison* (les 6 et 8 août au théâtre de Montal) n'a pas dû causer un émoi bien considérable. C'est assez naturel d'ailleurs, puisque la connaissance de ces œuvres est réservée aux musiciens et aux lecteurs de partitions rares.

Depuis quelques jours, le nombre des amateurs de Dalayrac a été multiplié par cent, et, du même coup, des spectateurs sans méfiance sont cotés dans la catégorie des érudits. Comme cette production doit tourner l'hiver prochain dans quelques villes du Sud-Ouest, la région Midi-Pyrénées va compter la plus forte densité mondiale de Dalayracomanes. Juste retour des choses puis, que Nicolas Dalayrac naquit à Murat (au sud de Toulouse), en 1753, et ne « monta » à Paris qu'en 1774 après avoir prouvé de *facto* à son père qu'il ne serait jamais un bon avocat.

Il étudia la composition, écrivit des quatuors et de petits actes d'opéra jusqu'à ce que le succès de *L'Eclipse totale* aux Italiens, en 1782, en fasse jusqu'à sa mort

(1809) l'un des plus heureux fournisseurs d'opéra-comiques. A cette époque, ses ouvrages étaient dans toute la France, et dans son pays natal : à présent, ce pourrait être l'inverse, pour peu que les directeurs de salles susceptibles d'accueillir ce spectacle se laissent séduire par l'actualité car, ainsi qu'on a pu en juger, le public ne demande pas mieux.

Des deux opéra-comiques en un acte présentés dans la cour Renaissance du château de Montal, exceptionnellement bien conservé, avec ses personnages sculptés, ses hauts et bas reliefs, seul *Maison* a été édité (1800) : fait l'objet de plusieurs éditions ; la phonothèque de Radio-France en possède même, dit-on, un enregistrement, tandis que la partition de *L'Amant statue*, composée quinze ans plus tôt, ne se trouve qu'à la bibliothèque de l'Opéra : c'est à un patient travail de copie que l'on doit la découverte de ce petit chef-d'œuvre de goût et d'esprit. Le piquant livret de Desfontaines narre l'histoire d'une jeune veuve, Célimène, inaccessible aux prières et aux stratagèmes de son amant et qui se laisse enfin séduire par la statue d'un berger. Grâce à un ressort secret, le berger joue de la flûte à ravir, et Célimène s'attache bientôt aux charmes de ce délicieux instrument qui la flâte. Mais la statue n'est pas de marbre, elle s'anime soudain, c'est l'amant qui y tient plus et la belle rend les armes.

Le secret de Dalayrac

L'histoire de *Maison* a été vendue, aussi amusante mais moins équivoque, illustre bien le changement des mentalités entre 1785 et 1800. Elle met en scène un jeune compositeur amoureux mais désargenté, avec sa tante qui veut doter sa nièce (l'amante du musicien), en vendant une maison provinciale, et un poète dramatique. Sans un tel vaillant, ce dernier achète la maison et la revend au voisin avec un intérêt substantiel ; la nièce sera ainsi dotée et son ami pourra se marier avec celle qu'il aime.

Le texte parlé tient une place beaucoup plus importante dans cette œuvre que dans la précédente, c'est plus une comédie mêlée d'ariettes,

comme on disait alors ; pourtant les sept numéros de la partition sont largement développés et s'il n'y a pas d'ultimatum, comme chez Mozart, deux ou trois idées secondaires qui servent l'idée principale, Dalayrac a le secret des mélodies simples et touchantes qu'il réhausse de quelques détails d'harmonie ou d'instrumentation, d'un petit contrepoint léger, sans affectation.

Sans être hors de portée pour les amateurs, cette musique a surtout besoin d'interprètes souples et adroits, sachant jouer la comédie et se faire comprendre lorsqu'ils chantent, possédant une voix agile et s'exprimant avec une parfaite maîtrise. C'est ce qui fait le prix des représentations du Festival de Saint-Céré, non que tout soit irréprochable et qu'on ne puisse espérer quelques progrès pour l'avenir, mais les petites déficiences, certaines insuffisances vocales, ou orchestrales, étaient largement compensées par la réussite d'ensemble à laquelle la direction de Michael Cook et la mise en scène, pleine de trouvailles heureuses, de Régis Santon, ne sont pas étrangères.

Lorsqu'un spectacle ne languit jamais, sans pour autant pousser à la route, l'impression qui s'en dégage ne s'arrête pas aux détails : on est charmé, ému, amusé, on applaudit de bon cœur en voyant à tous les diables certains festivals plus prestigieux ou, pour diverses raisons, des moyens considérables ne servent qu'à faire de grandes choses à moitié.

Il est vrai que le Festival de Saint-Céré, qui fête discrètement son vingt-cinquième anniversaire et réunit des amateurs de la région, n'est pas un festival comme les autres. Rattaché dans un département économiquement défavorisé, le Lot, loin des circuits culturels, il propose une trentaine de concerts entre le 12 juillet et le 17 août, et trois productions d'opéra dont, pour cette année, une *Flûte enchantée* et un *Nabucco* (les 9, 11 et 13 août) dont on se souviendra. Les spectacles Dalayrac seront retransmis à l'antenne de radio par France-Musique.

GERARD CONDE

A LOCARNO

L'angoisse des illusions perdues

Il est rare, dans une composition cinématographique, de trouver chez un jeune homme de talent, plus rare encore de discerner une véritable cohérence dans la sélection. Le Festival de Locarno arrive au moment où on se demande si le cinéma a encore un avenir devant lui, si tout n'a pas déjà été dit et fait. Or les six premiers films présentés, s'ils ne révolutionnent pas le septième art, expriment tous quelque chose d'essentiel et engageant : profondément chacun de leurs auteurs avec ses ambitions propres.

La plus à contre-courant, le plus sévère, face à face du cinéma indien Ador Gopalakrishnan, pose la question de la violence de la révolution par les communistes eux-mêmes : c'est le film dont on parle le plus aujourd'hui au pays de Gandhi. Il y sera prochainement diffusé à plusieurs millions de spectateurs. Un héros légendaire du PC indien disparaît dans l'Est de Kargil, au sud du pays. Homme remarquable, militant de la première heure, chef charismatique, il a cru à l'enseignement de Lénine, à la révolution en marche et s'est battu toute sa vie pour ses idées. Il s'en va, au début des années 60, quand le parti se scinde en plusieurs tendances et fractions, et que les mouvements gauchistes se multiplient. Lorsqu'il refait surface et rejoint son foyer, c'est un être brisé, aboulique, incapable de répondre aux questions de ses anciens camarades de lutte comme des plus jeunes. Il finit un jour assassiné par des militants qui supportent mal la perte de leurs illusions, la disparition d'un symbole au-dessus de la mêlée.

Face à face, pour le metteur en scène, est un film sur l'idéalisme et la mort de l'idéalisme. Qui a trompé qui ? Où est passé l'extraordinaire enthousiasme qui a porté toute une génération dans les années 50 avant le grand schisme sino-soviétique ? Ador Gopalakrishnan nous parle en tant qu'Indien, indien du Sud. Il pose implicitement avec une candeur inépuisable, mais non sans une certaine acuité, la question : le communisme est-il inséparable de la légende du chef, peut-il se survivre à lui-même quand ce dernier, ayant pris conscience de l'impasse, se refuse à jouer le jeu de la compromission ? Mais d'autre part, le communisme est-il toujours le communisme ? Le metteur en scène nous livre une

œuvre purement indienne, où tout semble connu et reste pourtant différent : autre culture, autres horizons, autres valeurs.

Nouvelle vague chinoise

Terre jeune de Chen Kage (Chine) représente pour les spécialistes du cinéma chinois l'événement attendu depuis des années d'une véritable nouvelle vague qui remet au clair la routine du « réalisme socialiste » toujours dominant. Vers 1939, un soldat de l'armée de Mao Zedong vient recueillir des chants populaires dans le Shaanxi sur les rives du fleuve Jaune et s'accorde chez un homme solitaire et ses deux enfants, un garçon et une fille, qui continuent à vivre dans des préjugés millénaires. Il repart, la fille veut l'accompagner, se libérer de ce milieu étouffant. Ce sera pour une autre fois, rien n'est encore possible. Moins que le sujet, peu convaincant, compte le traitement : l'appréhension d'un paysage grandiose et des mœurs des paysans qui vivent et célèbrent le Soleil. Le film arrive au point de l'apogée.

Le *Médicin de Guérin*, de Mustapha Diop (Niger), traite sans biais directement politique d'un problème social : la coexistence de l'enseignement occidental et des vieilles traditions animées, de la magie. Un médecin nigérien, formé en Europe, retrouve ses racines à la campagne et doute de son savoir, intéressé par son sujet et la manière très franche de l'aborder, le film manque d'une véritable dramatisation : l'exposé reste un peu professoral, trop didactique. L'absence évidente de moyens ne contribue pas à rendre le leçon plus acceptable, malgré l'importance de l'enjeu.

Fast Talking, de Ken Cameron (Australie) et *Du côté de chez grand-père*, de Ha Hsiao-Hsien (Taiwan) décrivent l'un et l'autre l'éveil de jeunes filles à la vie en société et aux réflexes du monde. Le film australien a pour cadre un lycée, une école comme les autres, mais où la violence couve en permanence, sans que les professeurs se rendent tous les jours compte de ce qui se passe. Le personnage principal, Steve, est un écolier peu attentif et mal dans sa peau : un père chômeur, alcoolique, un frère qui fait le trafic de la drogue, du côté de l'ordre établi, les profs

sont un peu dépassés par les événements. Une jolie jeune femme, elle aussi enseignante, comprend mieux la situation, mais sera renvoyée.

Ken Cameron parle de ce qu'il connaît. Il a lui-même été enseignant, il tourne un film assez explicite, sans mièvrerie ni schématisme, qui mérite d'être connu. Plus simple, plus linéaire, *Du côté de chez grand-père* comporte le même facteur autobiographique. Une fillette de cinq ans, un garçonnet de neuf ou dix ans en sont les héros. Ce mois à la campagne chez leur grand-père est gâté par la menace permanente de la violence et de la mort, et pourtant c'est une irrésistible force de vie qui équilibre de ces deux jeunes, sans préjugés. Le roi de nos sociétés éducatrices sans faille à travers une multitude de détails infimes. Les structures traditionnelles de la famille se démantèlent.

Un disciple de Cassavetes

Signal 7, de Rob Hanson (USA), le sixième film du lot, est l'œuvre d'un disciple de John Cassavetes, qui remet à l'honneur l'improvisation systématique mais dans un esprit légèrement différent de *Shadows* (l'ombre) de Cassavetes, en 1959. Des chauffeurs de taxi de San Francisco mènent une vie de routine, encloués dans un espace et des clichés bien précis. La violence et le crime sont permanents. Mais l'aspirant d'ailleurs plus souriant se concentre chez les deux principaux protagonistes, Speedy et Marty.

Ils présentent leur candidature pour jouer dans une production de *Waiting for Lefty*, la célèbre pièce militante écrite en 1935 par Clifford Odets, qui a pour cadre le milieu des chauffeurs de taxi. Aujourd'hui peut-être ressembler à hier, comment adapter le sujet ? Rob Hanson reprend à sa façon le thème de *Face à face*. Grâce à des acteurs merveilleux, il nous sert une tranche de vie toute crue que Francis Coppola, séduit, a accepté de pérorer sans y mettre un centime. Une scène relève de l'anthologie : celle où Speedy fait maladroitement la cour à une jeune femme israélienne de passage à San Francisco et qui a peur. Les six films traitent tous d'une même angosse, d'une même peur rampante cachée au fond des âmes.

LOUIS MARCORELLES

THÉÂTRE

« Le Printemps », de Denis Guénoun

Le Nouveau Monde à Chateaufallon

Prodant deux ans, Denis Guénoun a travaillé à l'écriture d'un projet gigantesque : raconter la découverte du Nouveau Monde, et la naissance du monde moderne, la Renaissance. Le spectacle s'appelle le *Printemps*.

Le récit prend la forme d'une mosaïque de séquences déséquilibrées. La plupart tournent autour d'un personnage clé : Isabelle la Catholique, Jeanne la Folle et son fils Charles Quint, les papes Jules II et Sixte, Martin Luther, Christophe Colomb, et Las Casas, Copernic ou Michel-Ange... D'autres séquences montrent des groupes : Indiens face aux missionnaires, paysans allemands fuyant la Contre-Réforme... D'autres, enfin, tournent autour de fêtes et de carnavals.

Le *Printemps* est une sorte de revue historique (les spécialistes en saluent la pointilleuse exactitude) qui commence en 1492 (Granade est reprise, les Arabes s'en vont d'Espagne) et s'arrête en 1546, à la mort de Martin Luther. Trente-deux séquences en quatre parties, avec chacune un final de deux cents personnes en scène. Huit heures de spectacles en deux soirées au centre culturel de Chateaufallon, sur le théâtre de plein air qui domine un paysage tranquille et vert.

Entre le plateau et le ciel, Jean-Michel Bruyère a construit un décor d'échafaudages en bois, un terrain escarpé, un escalier de marbre blanc. Sur un échafaudage, côté jardin, un arc-boutant. La musique de Jean-Claude Guignard soutient l'ambiance. Sur le plateau, qui s'avance en demi-cercle face aux durs gradins de pierre, sont apportés les accessoires nécessaires : meubles, trône, tapis... Les costumes de Daniel Oger marquent les styles de l'époque sans excessive minutie. Ils déterminent les fonctions, jouent sur les masses colorées.

La mise en scène, comme le texte, est de Denis Guénoun. Elle est faite pour le plein air, pour ce théâtre de Chateaufallon moins majestueux, moins vaste, que la cour d'honneur d'Avignon. Mais ce n'est pas une cour, il n'y a pas de murs, c'est totalement ouvert. La scène est bien sonnée, et en contre-jour bien. Seulement, l'absence de cadre, de limites, oblige à rassembler des

situations fortes et à les tenir en force.

Les personnages sont uniquement définis par leur rôle historique, par leur place dans la construction du récit. Le ton général est une profération uniforme, un jeu posé, comme si chaque phrase allait changer la face du monde. Les mouvements sont simples, destinés des tableaux d'imagerie naïve. Partis efficaces, mais qui, à tout instant, risquent de virer au chronométrage. Il est vrai que beaucoup de comédiens sont amateurs. Pour retenir tout ce qu'il faut de réactions, il faudrait les moyens et l'organisation d'un riche théâtre allemand. A partir d'un certain point, le gigantesque fait problème. L'avantage du parti pris, c'est que, malgré la diversité des actions, le récit est lumineux et passionnant grâce à la beauté du texte, à sa poésie.

Depuis qu'il fait du théâtre, en particulier dans une ligne qui va d'Agamemnon, en 1977, jusqu'à *l'Enlèvement*, en 1982, Denis Guénoun cherche une forme épique dense, vivante, capable de parler sans démagogie aux universitaires comme à ceux qui ont oublié leur savoir - si tant est qu'ils ont su. Il y réussit parce qu'il est curieux de connaître, chaleureux, et qu'il communique son enthousiasme. Sa position est claire, mais il ne transmet ni leçon ni morale. Il raconte merveilleusement un conte d'autant plus merveilleux qu'il est vrai. Le public ne s'y trompe pas, il écoute, réagit, applaudit, il est heureux. Un public que Denis Guénoun a su mettre dans le bain en le faisant participer au spectacle (figurants et petits rôles sont des Toulonnais), en menant une action intellectuelle auprès des enfants dans les écoles, des parents, des notables et des sponsors.

Le spectacle tel qu'il est monté à Chateaufallon n'est pas transportable. Les deux dernières représentations ont lieu les 16 et 17 août. Depuis le 12 juillet, il se joue à bureaux fermés, chaque vendredi et samedi, pendant que le CAC ouvre une université d'été sur le cinéma épique. Il doit être repris l'an prochain, et TF1 l'enregistre pour le diffuser en quatre émissions de quatre-vingt-dix minutes.

COLETTE GODARD

CINÉMA

Reprise de « L'ACROBATE », de Jean-Daniel Pollet

Melki la solitude

En 1957, la nouvelle vague s'annonçait à travers la florissante école du court métrage. Un cinéaste, débutant, Jean-Daniel Pollet (vingt et un ans), qui effectuait son service militaire, alla planter sa caméra dans les rues d'un festival comme les autres. Rattaché dans un département économiquement défavorisé, le Lot, loin des circuits culturels, il propose une trentaine de concerts entre le 12 juillet et le 17 août, et trois productions d'opéra dont, pour cette année, une *Flûte enchantée* et un *Nabucco* (les 9, 11 et 13 août) dont on se souviendra. Les spectacles Dalayrac seront retransmis à l'antenne de radio par France-Musique.

En 1957, la nouvelle vague s'annonçait à travers la florissante école du court métrage. Un cinéaste, débutant, Jean-Daniel Pollet (vingt et un ans), qui effectuait son service militaire, alla planter sa caméra dans les rues d'un festival comme les autres. Rattaché dans un département économiquement défavorisé, le Lot, loin des circuits culturels, il propose une trentaine de concerts entre le 12 juillet et le 17 août, et trois productions d'opéra dont, pour cette année, une *Flûte enchantée* et un *Nabucco* (les 9, 11 et 13 août) dont on se souviendra. Les spectacles Dalayrac seront retransmis à l'antenne de radio par France-Musique.

En 1957, la nouvelle vague s'annonçait à travers la florissante école du court métrage. Un cinéaste, débutant, Jean-Daniel Pollet (vingt et un ans), qui effectuait son service militaire, alla planter sa caméra dans les rues d'un festival comme les autres. Rattaché dans un département économiquement défavorisé, le Lot, loin des circuits culturels, il propose une trentaine de concerts entre le 12 juillet et le 17 août, et trois productions d'opéra dont, pour cette année, une *Flûte enchantée* et un *Nabucco* (les 9, 11 et 13 août) dont on se souviendra. Les spectacles Dalayrac seront retransmis à l'antenne de radio par France-Musique.

En 1957, la nouvelle vague s'annonçait à travers la florissante école du court métrage. Un cinéaste, débutant, Jean-Daniel Pollet (vingt et un ans), qui effectuait son service militaire, alla planter sa caméra dans les rues d'un festival comme les autres. Rattaché dans un département économiquement défavorisé, le Lot, loin des circuits culturels, il propose une trentaine de concerts entre le 12 juillet et le 17 août, et trois productions d'opéra dont, pour cette année, une *Flûte enchantée* et un *Nabucco* (les 9, 11 et 13 août) dont on se souviendra. Les spectacles Dalayrac seront retransmis à l'antenne de radio par France-Musique.

l'univers de Pollet, à moins que l'univers de Pollet n'ait été déformé par sa présence. En 1959, voilà Léon tailleur pour hommes du quartier Strasbourg-Saint-Denis dans l'émotion d'un grand amour, d'un amour d'estime, d'un amour qui n'a pas peur de la distance en amour que précédemment.

Toujours en décalage avec la réalité, en butte aux persécutions des objets (on le compare à Buster Keaton, à cause d'un ruban lui refusant de l'eau lorsqu'il tend son verre), Melki, acteur et personnage rongé de maladresse, attire la sympathie, séduit par son aspect insolite. Sept ans plus tard, l'alliance Pollet-Melki atteint son sommet avec *« L'Acrobate »*, actuellement repris dans un programme comprenant aussi *Pourvu qu'on ait l'ivresse*.

Léon, le roi du tango

Voilà donc Melki, de ses origines à son aboutissement dans le cinéma de Jean-Daniel Pollet. Léon a encore changé de métier. Il est garçon de bains-douches-sauna, maîtrisé par sa personne, tourné en dérision par ses collègues, protégé par un « tonbeur » interprété par Guy Marchand, mais cultivé la petite fleur bleue de son cœur pour une tapineuse poétiquement nommée Fumée (Laurence Bru). En découvrant un jour le tango (qui revenait à la mode vers 1975), Léon connaît enfin la chance de sa vie. Il va prendre des leçons de danse, passer des concours avec Fumée comme partenaire, afin de devenir champion.

JACQUES SICHER

* Olympic-Entrept.

Géographiquement, Léon reste fidèle au quartier Strasbourg-Saint-Denis, qui retrouve, chez Pollet, l'atmosphère du *Réalisme poétique*. Il habite, avec sa cousine Lili, une salle de café désaffectée. Du Buster Keaton tout pur, comme le scène où Léon a la main coincée dans une boule de bowling et n'arrive pas à s'en débarrasser. Et pourtant, Melki porte sa propre originalité. Sous ses aspects de vaincu couvé en « bêtard » que le pratique du tango va transporter dans un monde à la mesure de ses rêves, de ses talents cachés.

Gilgamesh et volutes d'une mise en scène soigneusement calquée pour donner, cette fois, aux bêtises un aspect magique. Floyent et balancent Fumée dans ses bras, Léon goûte l'universon de la réussite : il peut se prendre pour Fred Astaire. Le tango rend le petit homme brun, timide, pas beau, vedette de féerie, s'élevant au-dessus de la vie réelle par la musique et la danse. Revanche sur les lointains bêtises populaires où Melki faisait tapage. Dans *« L'Acrobate »*, il est le roi, souple, étiré, grandiose. Sortira-t-il vraiment de sa solitude ? On le sait à la fin. De toute façon, c'est l'apothéose.

Aujourd'hui, on n'attend plus parler de Pollet, et le cinéma français ignore Melki, se privant ainsi d'un atout considérable. L'acteur n'était pas un comique. Il avait à sa manière du génie, atteignait au mythe. Il existe toujours.

JACQUES SICHER

* Olympic-Entrept.

EXPOSITION

L'histoire du ballet à Paris

A la mairie du premier arrondissement, place du Louvre, on entre librement dans un espace assez exigü - trois pièces - où quatre cents estampes, dessins (beaucoup de photocopies), maquettes, costumes, prêts par des musées ou des collectionneurs égyptiens, grecs, romains, illustrent l'histoire du ballet à Paris. Une exposition qui ne prétend pas à l'exhaustivité.

Le périple part comme il se doit du quartier de Saint-Germain-l'Auxerrois et de la salle voisine du Petit-Bourbon, où se donnèrent de nombreuses représentations de ballets avant sa destruction en 1660. Le *Grand Bal de la douairière de Billebahut* avec sa débâche d'imagination et de fantaisie, le ballet de la Nuit, la danse au service du mariage Louis-quinze, *Molière et le retour au quotidien*, les *Indes galantes*, reflets de la grande aventure coloniale, le ballet romantique, expression de la poésie fantastique... d'image en image on pénètre l'esprit de chaque époque.

On se perd un peu dans le flot de la danse contemporaine, où les documents abondent. Lili, les Ballets des Champs-Élysées, Béjart, Lazzini, Cuevas, le Théâtre de la Ville... Vers 15 heures, une visite guidée tente de retenir quelques fils. Mais le commentaire reste si évasif qu'il vaut mieux s'abandonner aux hasards de la découverte : une page de l'*Encyclopédie* reproduisant la notation de la danse par Feuillet, l'édition originale des *Lettres* de de Noverre de 1760, un costume à sonnet, ou le bas-relief de Bonaldi qui réunit Isadora Duncan et Nijinski - M. M.

* Mairie de 1^{er} arrondissement tous les jours (sauf le 15 août) de 11 h 30 à 18 heures.

avec des expositions temporaires. Il fournit documentation et renseignements sur les arts plastiques en France. (27, avenue de l'Opéra, 75001 Paris).

MONUMENTS HISTORIQUES. - Le château de Philéas à Faurès (Ain), a été classé monument historique par le premier ministre, sur proposition du ministre de la culture. Construit au dix-septième siècle, décoré partiellement au dix-huitième, le château a été restauré le cadre d'un des films de Philippe de Broca, le *Diable* par la queue.

INIE

net-tru-

tion ré-
des ave-
72, Je
rét-mar-
don. dé-
duc, de
s'un si
désion

que le
tion la
mité si
uté de
limite
des par-
aris ple-
sion

un la-
itait sur
arri-
sel, en
su-
sra-

des al-
niveau
de

hier

conten-
était
ce que
collecti-
onné le
n'aurait
lon ne
német

Jouble
nts du
ération
attants
unisie
u com-
ent au
acquis
en 1928
cain et

are du
ciel du
campa-
é, sup-
A, qui
s pour
appage
s droits
partici-
et aux
l'umisie
cient à
ble que

latines,
13-79.

une du
ciel du
campa-
é, sup-
A, qui
s pour
appage
s droits
partici-
et aux
l'umisie
cient à
ble que

latines,
13-79.

une du
ciel du
campa-
é, sup-
A, qui
s pour
appage
s droits
partici-
et aux
l'umisie
cient à
ble que

latines,
13-79.

une du
ciel du
campa-
é, sup-
A, qui
s pour
appage
s droits
partici-
et aux
l'umisie
cient à
ble que

latines,
13-79.

une du
ciel du
campa-
é, sup-
A, qui
s pour
appage
s droits
partici-
et aux
l'umisie
cient à
ble que

latines,
13-79.

COMMUNICATION

La nomination de trois nouveaux membres à la Haute Autorité de l'audiovisuel

La Haute Autorité de la communication audiovisuelle, mise en place le 22 août 1982, vient d'être renouvelée pour un tiers de ses membres, comme le prévoit la loi sur l'audiovisuel du 29 juillet 1982, qui a également défini les compétences et pouvoirs de cette instance.

Les règles de cet organisme, chargé d'assurer l'indépendance du service public, de la radio-télévision, prévoient en effet, que la Haute Autorité « comprend neuf membres, dont le mandat dure neuf ans et n'est pas renouvelable, et qu'elle se renouvelle par tiers tous les trois ans ». Afin d'assurer cette rotation dans les délais voulus, une disposition transitoire (article 99 de la loi) a prévu que trois de ses neuf membres étaient nommés pour trois ans, trois autres pour six ans, les trois autres pour neuf ans. Mais ceux qui leur succèdent sont tous nommés pour neuf ans.

Afin de respecter l'équilibre entre les autorités compétentes dans la nomination des membres

de la Haute Autorité - c'est-à-dire sur le modèle du Conseil constitutionnel, la présidence de la République, celle du Sénat, celle de l'Assemblée nationale - chacune d'elles avait nommé un membre pour trois ans, un autre pour six et un autre pour neuf.

C'est ainsi que l'avocat et député socialiste, M. Raymond Forni, désigné par le président de la République, remplace M. Marcel Huard, que M. Raymond Castans, directeur des programmes de RTL, désigné par M. Alain Poirer, président du Sénat, remplace M. Bernard Gandrey-Réty, et que M. Gilbert Comte, écrivain et journaliste, désigné par M. Louis Mermaz, président de l'Assemblée Nationale, remplace M. Stéphane Hessel, diplomate.

Le 22 août prochain, la Haute Autorité sera donc composée de :
- M^{me} Miebelle Cotta, la présidente, MM. Paul Gnimier et Raymond Forni, tous trois nommés par le président de la République;

- MM. Jean Autin, Gabriel de Broglie et Raymond Castans, désignés par le président de l'Assemblée nationale;

MM. Daniel Karlin, Marc Paillet et Gilbert Comte, désignés par

le président de l'Assemblée Nationale. Rappelons que les mandats de M^{me} Miebelle Cotta, de MM. Daniel Karlin et Gabriel de Broglie, nommés tous trois en 1982 pour six ans, expireront en 1988.

M. Raymond Forni
M. Raymond Forni est né le 20 mai 1941 à Belfort. Avocat, il est député socialiste du Territoire de Belfort depuis 1973 et président de la commission des lois à l'Assemblée nationale depuis quatre ans.

Petit-fils d'immigrés italiens, il entre dans la vie active, à la mort de son père, comme ouvrier chez Peugeot. Après avoir repris ses études, il devient avocat au barreau de Belfort.

C'est en 1966 qu'il adhère à la SFIO. Plus tard, il sera l'un des fondateurs du CERES, avec Jean-Pierre Chevènement. En 1973, à une époque difficile pour les candidats socialistes, il conquiert son siège de député de Belfort, où il sera réélu en 1978 et 1981.

Représentant la France à l'Assemblée du Conseil de l'Europe (1973-1978), ancien membre du Parlement européen, il devient vice-président de la commission nationale Informatique et Libertés lors de sa création en 1978. En 1981, alors qu'il est nommé au poste de président de la commission des lois, il est également le rapporteur du projet de loi sur l'abolition de la peine de mort, en faveur de laquelle il prononce un vibrant plaidoyer.

M. Gilbert Comte
Ecrivain et journaliste, conseiller consultant sur TFI, Gilbert Comte est né en 1932. Spécialiste, à l'origine, de l'Afrique noire, il collabore à l'Aspects de la France avant de quitter ce journal pour le désapprouver les positions au moment de la guerre d'Algérie. Il devient membre de l'équipe de la Nation française et du Journal du Parlement, où il dénonce les attentats commis par l'OAS. Il collabore au Monde de 1970 à 1984, après avoir signé dans nos colonnes de nombreux Points de

vue. Il écrivait notamment dans l'un des numéros de 1962, sous le titre « La liberté de la presse » : « Être libre, pour un journaliste, ce n'est pas seulement écrire sans craindre la censure de l'État ou du gendarme, c'est aussi s'affranchir soi-même de ses propres passions ».

Écrivain, Gilbert Comte est entre autres l'auteur de la Révolution russe par ses témoins. Farouche défenseur de la culture française, il est un ami de M. François Mitterrand, dont il était l'invité lors du voyage présidentiel en Chine en 1983.

M. Raymond Castans
Né en 1920 dans l'Hérault, M. Raymond Castans était à la direction des programmes de Radio-Télé-Luxembourg depuis 1978. Docteur en droit, M. Castans débute dans le journalisme après la Libération, d'abord à Samedi soir, puis à Paris Match, où il devient directeur de la rédaction en 1969, après y avoir été rédacteur en chef depuis 1950. Mais il avait commencé à « faire » de la radio à RTL-France, en 1966, et y était devenu secrétaire général des programmes en 1973. « C'est le plus grand professionnel de l'audiovisuel que je connaisse », commente M^{me} Miebelle Cotta, la présidente de la Haute Autorité, qui se dit très heureuse de cette nomination. « J'ai moi-même beaucoup travaillé avec Raymond Castans, c'est une longue amitié personnelle que me lie à lui », nous a-t-elle déclaré. Également écrivain, les Meilleurs Amis du monde (le Monde du 7 février), et auteur de nombreuses pièces de théâtre (Libres sont les papillons, en 1969. Rendez-vous à Hollywood, en 1977, M. Castans a publié plusieurs ouvrages sur son ami Marcel Pagnol, dont une biographie. Il était une fois Marcel Pagnol.

Les nouveaux sages et la cohabitation

Les nominations de trois nouveaux membres à la Haute Autorité de l'audiovisuel sont l'objet d'interprétations politiques aiguës par l'approche des élections législatives.

M. Gilbert Comte - nommé par M. Mermaz - après avoir quitté l'Aspects de la France au moment de la guerre d'Algérie et avoir collaboré au Monde, avait récemment, dans le Monde diplomatique (numéro de mars 1985), vigoureusement pris à parti l'historien israélien Zeev Sternhell pour ses travaux sur les origines françaises du fascisme. M. Max Gallo reprochant à son tour à M. Comte de véhiculer sur le fascisme « des contre-vérités ».

On ne saurait, cependant, voir dans sa nomination un nouvel épisode d'une cohabitation en gestation. Il s'agit, plutôt, de la reconnaissance des liens privilégiés qui l'unissent au président de la République, dont il est proche et dont il avait souhaité l'élection, dans nos colonnes, avant 1981, en critiquant fortement l'action de M. Giscard d'Estaing. M. Comte, également proche du président gabonais Bongo, est en outre un spécialiste de l'Afrique noire.

La nomination de M. Raymond Forni par le président de la

République est certes « politique », puisque l'intéressé est, depuis 1973, député socialiste du Territoire de Belfort. Mais M. Forni a su, comme prêtre d'antenne de la commission des lois de l'Assemblée nationale, pendant l'actuelle législature, s'attirer le respect sur tous les bancs de l'hémicycle. Il n'avait pas hésité à critiquer l'action de M. Pisani à Nouméa, l'ironie du sort : M. Forni est la première « victime » d'une loi électorale qu'il lui-même défendait. C'est en effet le changement de mode de scrutin qui privait M. Forni de toute perspective de réélection dans le Territoire de Belfort, où le chef de file du PS est M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'éducation nationale. Voilà donc M. Forni « parachuté » à la Haute Autorité sans que cela puisse choquer, compte tenu des mérites personnels de l'intéressé et de ses qualités de juriste.

La nomination, par M. Alain Poirer, de M. Raymond Castans, ancien secrétaire général de RTL, ne sera pas davantage contestée, les qualités professionnelles de M. Castans n'étant plus à démontrer. Il retrouvera à la Haute Autorité une ancienne collaboratrice de RTL en la personne de la présidente, M^{me} Miebelle Cotta.

« Tégazette », quand les habitants de la vallée du Buëch se parlent

Des téléspectateurs qui diffusent leur propre émission sur FR3-Méditerranée, c'est cela la « Tégazette », magazine régional associatif de la vallée du Buëch (Hautes-Alpes), est programmée durant tout l'été, un vendredi sur deux, de 18 h 30 à 19 heures. D'abord diffusée dans le cadre d'un cinéma itinérant, elle s'installe donc - du moins provisoirement - sur les antennes régionales. Et cette expérience originale de communication sociale remonte un vieil succès.

Depuis 1982, le pays de Buëch médiatisé à tout va. C'est à cette époque que l'association Vidéo Gueule de lion (du nom d'une source locale), assurée du soutien technique du Centre de ressources des hauts pays alpins, a créé son magazine vidéo mensuel. Trente minutes d'images pour retracer les événements marquants de la vallée du Buëch et des alentours immédiats : manifestations sportives et culturelles, opérations d'aménagement, initiatives artisanales et industrielles, vie associative, actions de jeunes, etc. Trente minutes pour faire le tour d'horizon des nouvelles du pays. Tout est « fabrication maison » : le magazine repose sur la collaboration des gens du cru.

Il est connu par un comité de rédaction ouvert à tous. Chaque habitant peut proposer un sujet, à charge de le traiter lui-même. Mais il peut se faire assister par un professionnel du Centre de ressources. C'est une fille de la vallée qui réalise ensuite le montage. A côté de l'actualité du mois dans chaque village, « Tégazette » propose des dossiers traitant des problèmes locaux, plus en profondeur. Ainsi, elle a dernièrement diffusé une enquête sur un parasite des abeilles, très inquiétant dans ce pays de rucher. Les séquences-vedettes ne sont pas oubliées : « allô les élus » instaure le dialogue direct entre les responsables locaux et leurs administrés, et la météo est annoncée par un vieux du pays qui consulte les plantes, les animaux... et ses douleurs.

L'objectif des créateurs est donc atteint : faire parler de leur propre vie les gens du terroir et leur faire découvrir celle du voisin. Ainsi se resserrent les liens distendus entre les membres d'une société rurale repliée sur elle-même. Deuxième ambition : informer sur les innovations ou les possibilités de développement.

Chacun y trouve donc son compte. Les téléspectateurs - le courrier reçu par FR 3 le témoigne - les « pères » de « Tégazette », qui espèrent bien continuer l'expérience à la rentrée, et la direction de FR 3-Méditerranée, qui se déclare très satisfaite.

M. Paul Lanteri, le directeur de la station, veut prouver ainsi que « FR 3 n'est pas la forteresse déclinée dans le passé. Les pont-levis sont définitivement abaissés. Nous ne sommes pas féroces devant les nouvelles formes d'expression ».

M. S.-J.

★ Vidéo Gueule de lion, 05140 Saint-Pierre d'Argeon - tél. : (92) 58-65-23 ou (92) 57-24-02.

DES GESTIONNAIRES POUR L'AUDIOVISUEL ? C'EST AUJOURD'HUI EXEC

ÉCOLE SUPÉRIEURE LIBRE D'ÉTUDES CINÉMATOGRAPHIQUES

- Management des productions cinématographiques et audiovisuelles :
- Management financier :
- Planification et gestion des moyens :
- Diffusion.

- Structures et économie du cinéma et de l'audiovisuel.
- Aspects juridiques.
- Études de cas professionnels.

Début du programme : janvier 1986 - Niveau bac + 2 - Documentation : ESEC (GS) 40, rue François I^{er}, 75008 Paris - Tél. : 723-64-28.

SPECTACLES

Le Monde Informations Spectacles 281 26 20

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles (de 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés) Réservez et prix préférentiels avec la Carte Club

Lundi 12 août

théâtre

CLOTRE DES BILLETTES (523-49-78), 19 h 30 : Le blé se couche.
COMEDIE CAUMARTIN (742-43-41), 21 h : Reviens dormir à l'Elysée.
DAUNOU (261-69-14), 21 h : le Canard à l'orange.
DEUX HEURES (606-07-48), 22 h : Soles de ménage.
FONTAINE (874-74-40), 21 h : Du rufi dans les labours.
LUCERNAIRE (544-57-34), 20 h : L. Cost rigolo. 18 h 30 : Diabolo 1929-1939. 20 h : Chêne qui peut. 21 h 45 : Comédie de l'art. Petite salle, 21 h 30 : Max Mailler et S. Courcoune.
MATHURINS (265-90-00), 21 h : les Merveilles du confessionnal.
THÉÂTRE D'EDGAR (322-11-02), 20 h 15 : les Babes-cares. 22 h : Nous on fait où on nous dit de faire.

Les cafés-théâtres
BLANCS-MANTEAUX (887-15-84), L. 20 h 15 : Arenu = MC2. 21 h 30 : les Dénoués loués. 22 h 30 : les Sacrés Monstres. - TL 21 h 30 : Sarras les bêtes femelles. 22 h 30 : Fin de siècle.
CASÉ D'EDGAR (320-85-11), 20 h 15 : Tiers voilà deux bouffins. 21 h 30 : Mangues d'homme. 22 h 30 : Orties de secours. TL 20 h 15 : Ça balance pas mal. 21 h 30 : Le chromosome chateaufort. 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.
LE PETIT CASINO (278-36-50), 21 h : Non je n'ai pas disparu. 22 h 15 : Tant pis si je vous fais rire.
POINTE-VIRGULE (278-67-03), 20 h 30 : Moi je crache, mais parais pas que je crache.

Les chansonniers
CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (278-44-55), 21 h : la Gauche mal à droite.

Le music-hall
CAVEAU DES OUBLIETTES (354-94-97), 21 h : Chansons françaises.
LUCERNAIRE (544-79-79), 21 h 30 : Duo d'Idyle.

Les concerts
(voir également la rubrique « Festival »)
SAINT-CHAPPE, 18 h 45 et 21 h : Ars Antiqua de Paris.
Église Saint-Julien-le-Pauvre, 20 h : R. Parrot, Th. Fèvre (Vivaldi, Albinoni, Corelli).
Église Saint-Médard, 21 h : G. Funet, R. Siegel (Vivaldi).

Jazz, pop, rock, folk
CAVEAU DE LA RUICHETTE (326-65-05), 21 h 30 : G. Mighty Fica Connors.
MEMPHIS MELODY (329-60-73), 22 h : Tao et Vincent. 0 h 30 : Raquel.
MONTANA (548-93-08), 22 h : R. Utrera.
PETIT OPORTUN (236-01-36), 23 h : J. Griffin, H. Solin, R. Del Fr. Ch. Beljoui.
TROIS MAILLETS (354-00-79), 23 h : Voices of America. Paul Cooper.
TROTTOIRS DE BUENOS-AIRES (260-44-41), 22 h 30 : A. Penon, R. Pinski, E. Klainer.

XX^e Festival estival de Paris
(354-84-96)
ÉGLISE SAINT-SÉVERIN, 20 h 30 : La Grande Ecurie et la Chambre du roy, dir. Ch. Hogwood (Bach).

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque
CHAILLOT (704-24-24)
Relâché.

BEAUBOURG (278-35-57)
17 h, Séances-fiction et fantastique : Quand la terre s'écroule, de A. Marais. 19 h, Séances-fiction : Sous le peuplier, de Ba Hoang et Xing Rang.

Les exclusivités
ADIEU BONAPARTE (Fr.) : Clany Palace, 9 (354-07-76).
AMADEUS (A., v.o.) : Vendôme, 2 (742-97-52); Lucernaire, 6 (544-57-34); George-V, 8 (562-41-46); V.F. : Saint-Lazare, 10 (387-35-81).

LES ANGES SE FENDENT LA GUEULE (A., v.o.) : Quinette, 5 (633-79-38); Marignan, 8 (359-92-82); V.F. : Impérial, 10 (742-72-52); Fauvette, 13 (331-56-81); Montparnasse, 14 (320-12-06); Pathe Clichy, 18 (522-46-01).
L'ARBE SOUS LA MER (Fr.) : Grand Palais, 9 (354-07-76).
L'AVENTURE DES EWOKS (A., v.o.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16).
BABY (A., v.o.) : Napoléon, 17 (267-63-42).

LE BAISER DE LA FEMME ARAIGNE (Br., v.o.) : Ciné Beaubourg, 9 (271-52-36); Olympia Luxembourg, 6 (633-97-77); Parisiennes, 14 (333-21-21).
LE BÈRE SCHTROUMPF (Belge) : Tempeliers, 9 (772-94-56); Grand Palais, 15 (554-46-85); Boite à films, 17 (622-44-41).
BIRDY (A., v.o.) : Forum, 1* (297-53-74); Marignan, 8 (359-92-82); Parisiennes, 14 (320-12-06); V.F. : Capit, 2 (508-11-69); Parisiennes, 14 (333-21-21).
BRAZZ (Br., v.o.) : Parisiennes, 14 (320-12-06).

CARMEN (Saurs) (v.o.) : Calypso, 17 (380-30-11).
CHOSE ME (A., v.o.) : Reflet Logis 1, 9 (354-07-76); Olympia Beaubourg, 9 (544-43-14); Rialto, 19 (607-87-61).
CINQ FEMMES À ABATRE (A., v.o.) : Paramount City, 8 (562-45-76); V.F. : Paramount Opéra, 9 (742-56-31); Gaîté Rochecouart, 9 (878-81-77); Paramount Opéra, 13 (580-18-03).
CONTES CLANDESTINS (Fr.) : République, 11* (605-51-33).

COTTON CLUB (A., v.o.) : Studio de la Contrepartie, 9 (325-78-37).
DAVID THOMAS ET LES AUTRES (Fr.) : UGC Biarritz, 5 (562-20-40); UGC Biarritz, 9 (337-57-47).
LA DÉCHIRURE (A., v.o.) : Cinéchose, 6 (633-10-82); V.F. : Opéra Night, 2 (296-62-56).
LE DERNIER DRAGON (A., v.o.) : UGC Normandie, 8 (563-16-16); V.F. : Rialto, 2 (326-83-93); UGC Gobelins, 13 (336-20-46).
DESIDERIO (It., v.o.) : Cinéchose, 6 (633-10-82).
DETECTIVE (Fr.) : Studio Cujas, 9 (354-99-22).
L'EAU ET LES HOMMES (Fr.) : Gode, 19 (245-66-00).

EMMANUELLE IV (**) : George-V, 8 (562-41-46).
LES ENFANTS (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6 (326-48-18); Rialto, 19 (607-87-61).

ESCALIER C (Fr.) : Forum, 1* (297-53-74); Paramount Opéra, 9 (742-56-31); Paramount Opéra, 9 (742-56-31); Paramount Opéra, 9 (742-56-31); Convention Saint-Charles, 15 (579-33-00).
LE FACTEUR DE SAINT-TROPEZ (Fr.) : George-V, 8 (562-41-46); Bessières, 11* (307-54-40); Fauvet, 13 (331-56-81).
LE FEU SOUS LA PEAU (Fr.) : Paris Ciné, 10 (770-21-71).

LE FLIC DE BEVERLY HILLS (A., v.o.) : Marignan, 8 (359-92-82); V.F. : Paramount Marignan, 2 (296-80-40).
LA FORÊT D'Émeraude (A., v.o.) : Gaumont Halls, 14 (297-49-70); Bessières, 11* (307-54-40); UGC Danon, 6 (225-10-30); Marignan, 8 (359-92-82); Publicis Champs-Élysées, 8 (170-76-23); Kinoparadise, 15 (306-50-50); V.F. : Rex, 2 (336-83-93); Francis, 9 (170-33-88); Nation, 12 (343-04-67); Fauvette, 13 (331-56-81); Gaumont Opéra, 14 (320-12-06); Gaumont Opération, 15 (828-42-27); Pathe Wapler, 18 (522-46-01); Gambetta, 20 (636-10-96).
GREYSTOKE, LA LÉGENDE DE TAZAN, SEIGNEUR DES SINGES (A., v.o.) : Saint-Germain Studio, 5 (1636-63-01); V.F. : Opéra Night, 2 (296-62-56).

GROS DÉGUEULASSE (Fr.) : UGC Emmitage, 6 (563-16-16).
LA GROSSE MAGOUILLE (Fr.) : Gaumont Colisée, 8 (359-29-46).
GYMNAZIA (A., v.o.) : Richelieu, 2 (333-56-70); Maxéville, 9 (770-72-86); Montparnasse Pathe, 14 (320-12-06); Pathe Clichy, 18 (522-46-01).
L'HISTOIRE SANS FIN (All. v.o.) : Boite à films, 17 (622-44-41); Saint-Ambroise, 11* (700-89-16).
LES JOURS ET LES NUITS DE CHINA BLUE (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 9 (271-52-36); UGC Champs-Élysées, 8 (562-20-40).
JOY AND JOAN (**) (Fr.) : George-V, 8 (562-41-46).

KAGOS, CONTES SICILIENS (It., v.o.) : Épi de Bois, 9 (337-57-47).
LA MAISON ET LE MONDE (Ind. v.o.) : Olympia, 14 (544-43-14).
MARCHE À L'OMBRE (Fr.) : Arcades, 2 (233-54-58).
MARIA'S LOVERS (A., v.o.) : Tempeliers, 9 (772-94-56); Calypso, 17 (380-30-11).
MASK (A., v.o.) : Impérial, 2 (742-72-52).
MISHIMA (A.) : Cinéchose, 6 (633-10-82).

NOM DE CODE : OIES SAUVAGES (A., v.o.) : Gaîté Boulevard, 2 (233-67-06).
NOSTALGIA (It., v.o.) : Bonaparte, 6 (633-10-82).
LA NUIT PORTE JARRETTES (Fr.) : L'Opéra, 14 (321-41-01); République, 11* (1805-51-33).
LES NUITS CHAÛDES DE CLÉOPÂTRE (It., v.o.) : Maxéville, 9 (770-72-86).

AMERICAN (A.) : Arcades, 2 (233-54-58).
BAL DES V : Arcades, 2 (233-54-58).
BARRY LYND : Arcades, 2 (233-54-58).
LA BELLE ET : Arcades, 2 (233-54-58).
BORN TO BE : Arcades, 2 (233-54-58).
BROADWAY : Arcades, 2 (233-54-58).
CABARET (A.) : Arcades, 2 (233-54-58).
LES CADAVRES : Arcades, 2 (233-54-58).
DE CONTAUD : Arcades, 2 (233-54-58).
LA CAGE AUX : Arcades, 2 (233-54-58).
LA CROISÉE : Arcades, 2 (233-54-58).
DELIRANCE : Arcades, 2 (233-54-58).
LA DIAGONALE : Arcades, 2 (233-54-58).
LES ÉTOILES : Arcades, 2 (233-54-58).
LE DERNIER : Arcades, 2 (233-54-58).
DESSOUZ : Arcades, 2 (233-54-58).

LES FILMS NOUVEAUX

Normandie, 8 (563-16-16).
Grand Rex, 2 (233-54-58).
Montparnasse, 14 (320-12-06).
UGC Gobelins, 13 (336-20-46).
UGC Normandie, 8 (563-16-16).
UGC Opéra, 14 (320-12-06).
UGC Opération, 15 (828-42-27).
UGC Pathe, 18 (522-46-01).
UGC Richelieu, 2 (333-56-70).
UGC Saint-Germain, 5 (1636-63-01).
UGC Saint-Lazare, 10 (387-35-81).
UGC Saint-Médard, 21 (587-33-43).
UGC Saint-Pierre, 9 (271-52-36).
UGC Saint-Séverin, 20 (636-10-96).
UGC Saint-Tropez, 15 (579-33-00).
UGC Saint-Vincent, 0 (307-54-40).
UGC Saint-Yves, 11 (307-54-40).
UGC Sébastopol, 19 (607-87-61).
UGC Ternes, 16 (337-57-47).
UGC Trocadero, 17 (343-04-67).
UGC Vanves, 18 (522-46-01).
UGC Wagram, 19 (607-87-61).

2001 L'ODYSSÉE DE : Arcades, 2 (233-54-58).
LA FEMME ET LE PA : Arcades, 2 (233-54-58).
LA FEMME MODÈ : Arcades, 2 (233-54-58).
FRANKENSTEIN : Arcades, 2 (233-54-58).
GUERRE ET PAIX : Arcades, 2 (233-54-58).
HAIR : Arcades, 2 (233-54-58).
HELLZAPOPPIN : Arcades, 2 (233-54-58).
L'HOMME AUX PIS : Arcades, 2 (233-54-58).
LA FEMME ET LE PA : Arcades, 2 (233-54-58).
LA FEMME MODÈ : Arcades, 2 (233-54-58).
FRANKENSTEIN : Arcades, 2 (233-54-58).
GUERRE ET PAIX : Arcades, 2 (233-54-58).
HAIR : Arcades, 2 (233-54-58).
HELLZAPOPPIN : Arcades, 2 (233-54-58).
L'HOMME AUX PIS : Arcades, 2 (233-54-58).
LA FEMME ET LE PA : Arcades, 2 (233-54-58).
LA FEMME MODÈ : Arcades, 2 (233-54-58).
FRANKENSTEIN : Arcades, 2 (233-54-58).
GUERRE ET PAIX : Arcades, 2 (233-54-58).
HAIR : Arcades, 2 (233-54-58).
HELLZAPOPPIN : Arcades, 2 (233-54-58).
L'HOMME AUX PIS : Arcades, 2 (233-54-58).
LA FEMME ET LE PA : Arcades, 2 (233-54-58).
LA FEMME MODÈ : Arcades, 2 (233-54-58).
FRANKENSTEIN : Arcades, 2 (233-54-58).
GUERRE ET PAIX : Arcades, 2 (233-54-58).
HAIR : Arcades, 2 (233-54-58).
HELLZAPOPPIN : Arcades, 2 (233-54-58).
L'HOMME AUX PIS : Arcades, 2 (233-54-58).
LA FEMME ET LE PA : Arcades, 2 (233-54-58).
LA FEMME MODÈ : Arcades, 2 (233-54-58).
FRANKENSTEIN : Arcades, 2 (233-54-58).
GUERRE ET PAIX : Arcades, 2 (233-54-58).
HAIR : Arcades, 2 (233-54-58).
HELLZAPOPPIN : Arcades, 2 (233-54-58).
L'HOMME AUX PIS : Arcades, 2 (233-54-58).
LA FEMME ET LE PA : Arcades, 2 (233-54-58).
LA FEMME MODÈ : Arcades, 2 (233-54-58).
FRANKENSTEIN : Arcades, 2 (233-54-58).
GUERRE ET PAIX : Arcades, 2 (233-54-58).
HAIR : Arcades, 2 (233-54-58).
HELLZAPOPPIN : Arcades, 2 (233-54-58).
L'HOMME AUX PIS : Arcades, 2 (233-54-58).
LA FEMME ET LE PA : Arcades, 2 (233-54-58).
LA FEMME MODÈ : Arcades, 2 (233-54-58).
FRANKENSTEIN : Arcades, 2 (233-54-58).
GUERRE ET PAIX : Arcades, 2 (233-54-58).
HAIR : Arcades, 2 (233-54-58).
HELLZAPOPPIN : Arcades, 2 (233-54-58).
L'HOMME AUX PIS : Arcades, 2 (233-54-58).
LA FEMME ET LE PA : Arcades, 2 (233-54-58).
LA FEMME MODÈ : Arcades, 2 (233-54-58).
FRANKENSTEIN : Arcades, 2 (233-54-58).
GUERRE ET PAIX : Arcades, 2 (233-

ENVIRONNEMENT

LA LUTTE CONTRE LA POLLUTION DANS LES DEUX ALLEMAGNES

La peur du gendarme « vert »

Le 19 juillet dernier, le *Journal officiel* de la République démocratique allemande a annoncé la création d'un corps d'inspecteurs de l'environnement. Ces contrôleurs pourront infliger jusqu'à 10 000 marks d'amende aux entreprises polluantes.

Le gouvernement d'Allemagne de l'Est est de plus en plus inquiet face aux ravages de la pollution. Celle-ci est due notamment aux 300 millions de tonnes de lignite à haute teneur en soufre que l'on brûle pour ne pas avoir à importer de pétrole soviétique. Or, ces nuages noirs retombent en pluies acides et on estime que les forêts situées en Allemagne de l'Est sont en plus mauvais état encore que celles de l'Ouest.

Bien entendu, comme souvent dans les pays du bloc soviétique, le Parlement de la RDA a voté en 1972 des lois draconniennes. Elles n'ont jamais été appliquées. La dépollution coûte cher. Alors on a cassé la thermomètre. Depuis 1982, un décret confère un caractère secret aux données concernant les émissions polluantes.

Cela n'empêche pas les associations écologistes de se multiplier et de bombarder de plaintes les responsables du Parti. En outre, le gaz ne s'arrête pas à la frontière et les régions limitrophes de l'Allemagne de l'Ouest se plaignent. Par vent d'est, plusieurs villes de l'Ouest ont dû décréter l'interdiction de chauffage au charbon. Il faut donc prendre des mesures. Lors d'une conférence de l'ONU sur l'environnement, qui a été tenue à Helsinki en juillet, la RDA a promis de réduire d'un tiers ses émissions d'oxyde de soufre d'ici à 1993. Pour rendre crédible cette décision - qui laisse sceptiques les experts de l'Ouest - on

a donc nommé des inspecteurs de l'environnement.

Dans ce domaine, la RDA est bien en retard par rapport à la République fédérale d'Allemagne (RFA), où, depuis huit mois, les fonctionnaires qui surveillent les entreprises sont doublés par une police « écologiste ». Vider le caduc de sa voiture sur une petite route de campagne constitue un « délit écologique » en Rhénanie-Westphalie, l'état le plus peuplé de l'Allemagne de l'Ouest. Si l'on est « pincé » par une patrouille de police, il en coûte 20 marks (80 F) payables sur-le-champ. Même tarif si, à la sortie du cinéma, on jette sur le trottoir son cornet de frites vide. Partout, des brigades spéciales ont été créées au sein de la police pour lutter contre les pollueurs. Que les poissons d'une rivière se mettent subitement à mourir, qu'une mouche jaunâtre suspecte apparaisse au fil d'un cours d'eau, qu'un liquide visqueux suinte d'une décharge publique et le gendarme « vert » arrive. Sa panoplie comprend une valise, berrée du mot *Polizei*, remplie d'éprouvettes et de tubes à essai pour faire des prélèvements d'eau ou de déchets.

Chantage au chômage

Pour la seule année 1984, la police de l'environnement a eu à résoudre neuf mille huit cent cinquante cas de délinquance écologique en RFA. Mais la nombre élevé d'affaires traitées, pour des brigades qui n'en sont qu'à leurs balbutiements, ne peut dissimuler un fait : dans les filets des policiers « écologistes » ne se trouvent pas des entreprises polluantes, mais des citoyens ordinaires qui ne se rendent pas compte que les petits poissons.

« Pour l'instant, les lois contre la délinquance écologique sont plus symboliques qu'efficaces », affirme le commissaire Heinrich Lotz, de la police de Hesse. « Et notre formation est bien trop

superficielle pour que nous espérons pouvoir lutter contre des professionnels ».

Les hommes des sections écologiques ne bénéficient en effet que d'un stage de trois semaines, à Hambourg, pour acquérir des connaissances « chimiques, physiques et toxicologiques ». En fait, notre tâche revient à lutter contre la mafia avec des armes et des flèches », affirme l'un d'eux. Souvent, lorsqu'une importante pollution est décelée, il faut des mois et une longue procédure administrative pour y mettre un terme.

Ainsi le parquet de Kassel, dans le Land de Hesse, avait ouvert une enquête contre un fermier en gros de la région : au mépris de tous les règlements, celui-ci brûlait depuis treize ans des wagons de charbon de fer dans son jardin. Il a fallu une enquête de la brigade écologique pour que l'autorisation spéciale, dont l'entrepreneur bénéficiait depuis plus d'une décennie, lui soit retirée.

Les gendarmes « verts » subissent parfois des échecs. Ils ne trouvent, par exemple, des décharges sauvages que lorsqu'ils ont déjà fait des centaines de kilomètres pour aller chercher des décharges officielles. Les experts trouvent facilement de bonnes raisons pour contester les analyses ordonnées par la police ou critiquer la méthode adoptée pour effectuer les prélèvements.

Enfin, les employeurs n'hésitent pas à faire du chantage au chômage auprès de la justice et des autorités locales ; ils invoquent le nombre d'emplois qui seraient supprimés si on s'avisait de fermer l'usine polluante. Cet argument est parfois décisif dans un pays qui compte, ne l'oublions pas, deux millions trois cent mille chômeurs.

MARC AMBROISE-RENDU.

LES RAVAGES DES INCENDIES EN CORSE

Vol au-dessus des terres brûlées

Bastia. - Vol en rase-mottes sur le valon touffu d'où monte une ombre nue... Un feu, à peine maîtrisé, vient de reprendre au lever du vent dans la forêt de Conca, au sud de la Corse. A quelques mètres du petit avion, un Canadair pique, lâche ses 5 tonnes d'eau, repique vers la mer, proche pour remplir ses réservoirs, puis revient. C'est la course contre le feu, au rythme de soixante largages par jour. Vu du ciel, les abords de Conca paraissent funéraires : squelettes de bois noirs et terres brûlées.

Le petit avion continue son vol, filant vers le nord de l'île à basse altitude. Au sol, des équipes de pompiers, de sapeurs-pompiers, de volontaires, de militaires et de civils, se battent, coude à coude, les pompiers, les hommes de la sécurité civile, les renforts militaires et des villageois. Dans les étroits passages avec des foyers inaccessibles aux Canadairs - les rois dans la maîtrise rapide du feu - se glissent des hommes pour qui « la feu, c'est comme la guerre : il gagne ou nous gagnons ». Lorsque le vent a repris, il leur a fallu « tenir » le feu, « l'empêcher de basculer » des crêtes vers le creux des vallons où se tapissent les villages.

De notre envoyée spéciale

Le petit avion se pose au PC de Ghisoni, en Haute-Corse. Là, depuis une dizaine de jours, des hommes luttent contre le feu, au bord de l'épuisement. Sous l'autorité du lieutenant-colonel Antoine Battisti, directeur départemental des services d'incendie et de secours, se battent, coude à coude, les pompiers, les hommes de la sécurité civile, les renforts militaires et des villageois.

Dans les étroits passages avec des foyers inaccessibles aux Canadairs - les rois dans la maîtrise rapide du feu - se glissent des hommes pour qui « la feu, c'est comme la guerre : il gagne ou nous gagnons ». Lorsque le vent a repris, il leur a fallu « tenir » le feu, « l'empêcher de basculer » des crêtes vers le creux des vallons où se tapissent les villages.

A qui profite le feu ?

A Ghisoni comme partout en Corse, d'importants moyens ont été mobilisés, ceux des départements insulaires et ceux du continent. Au colonel Ernest Lambert, dirigeant l'état-major tactique de la sécurité civile, revient la responsabilité de répartir les secours nationaux mis à la disposition du préfet de région. Huit Canadairs sont aujourd'hui en

service ; et, s'il le faut, des trackers, des DC-6, etc. Sept cent cinquante hommes sont à pied d'œuvre, dont cinq cent cinquante venus du continent en renfort. Les efforts ne sont pas éparpillés.

« Mais plus les moyens s'accroissent, plus augmente le nombre des mises à feu ». Ce constat statistique fait l'unanimité des sauveteurs ou des victimes. Mais là s'arrête cet optimisme. Une psychose des incendiaires enfle les esprits, et chacun d'accuser l'autre : bergers, voisins jaloux, pyromanes, criminels, anciens pieds-noirs, touristes, nationalistes et même gendarmes... Nul n'est épargné dans le concert des accusations de tout bord.

Les pouvoirs publics sont, comme à l'ordinaire, mis au pilori. Qu'importe les moyens, pourvu que s'attise la polémique... L'Assemblée de Corse, les syndicats d'agriculteurs, des organisations pronatalistes sont intervenus. A qui profite le feu ? La question reste sans réponse pour le moment. Une autre interrogation persiste : à quoi ont servi les subventions destinées à débroussailler les forêts et maquis ? Ce serait là le moyen le plus efficace de prévenir le feu. Mais, « de feu, on en parle à vif et... on l'oublie si vite la saison passée ».

DANIELE ROUARD.

POINT DE VUE

Le vent en flammes

par REZVANI

LES pommiers de la côte méditerranéenne française brûlent. Un peu plus en profondeur, chaque année les mêmes forêts sont « nettoyées » par l'incendie sauvage. En été, aucune force humaine ne peut entrer en lutte directe avec ce feu insaisissable. En effet, aucune des armes au mains des « guerriers du feu » ne sont à la mesure de cet élément. On le sait. On ne peut se faire d'illusions. Il n'y a pas de lutte possible lorsque sont réunies les conditions du feu absolu. On n'en a jamais à distance ou alors il tue.

Le feu ne doit pas être considéré comme un adversaire. Il ne mérite aucun héroïsme, aucun sacrifice humain. Il est hors de ces catégories. Et il le restera. Celui que Colette nommait le « maître d'été » est le fruit de notre négligence. Il pourrait ne pas avoir lieu.

Chaque année, lorsqu'il descend d'un coup des collines et butte sur la mer, on sait que contre sa violence, sa violence humaine, nulle violence technique ne sont possibles. Quoiqu'en disent les journaux, il est hors de la guerre. Il n'y a pas de « guerre du feu ». Pas plus qu'il ne peut y avoir de guerre du vent. Car le feu c'est le vent en flammes. Il est à la vitesse, la fluidité, l'immédiateté. Et personne n'a jamais eu la folie de tenter d'arrêter le vent - ou de le tuer.

Pourtant avec quelle obstination chaque été des armées suréquipées vouées de tous les points de France se lancent dans cette lutte perdue d'avance. Dans un délire de publicité, d'images, de paroles officielles,

on conjure le fléau. Il y a là quelques choses d'obscur, de primitif. Une sorte de culte national est rendu au feu.

BLANCHIR LE LINGE ET ROUGIR LA MER

Les fabricants italiens de lessive devront baisser de moitié la teneur en phosphates de leurs produits à laver. Telle est la mesure décidée par le gouvernement de la péninsule sur proposition de M. Alfredo Biondi, ministre de l'environnement. C'est un coup dur pour une industrie qui fonde sa publicité sur le slogan « lave plus blanc », mais un soulagement pour tous ceux qui préoccupent la pollution des eaux, et notamment de l'Adriatique. Selon l'association nationale italienne des consommateurs 26 000 tonnes de phosphates, se déversent chaque année dans cette mer à demi fermée, y provoquant une eutrophication, c'est-à-dire une diminution de l'oxygène des couches profondes et donc la mort des poissons. En revanche, des algues rouges prolifèrent en surface, rendant la baignade impossible. Les industriels de la lessive devront chercher une autre substance que le phosphate, dont, rappelons-le, la seule propriété est de « blanchir » le linge sans le rendre véritablement plus propre.

Comme fascinés, les hommes jettent leurs corps sur cet « ennemi » sans corps. Et le vent de flamme rue. Cinq jeunes volontaires sont morts. Un sixième vient de brûler cette nuit.

Ces morts sont scandaleuses. Elles ne devaient pas avoir lieu. Ce sont des morts sacrificielles. Et le « maître d'été » ne mérite pas ces sacrifices. Le « maître d'été » ne doit pas être. Nous devons lui couper les vivres... en hiver.

Ces feux informés et divers ne doivent plus nous être imposés par la sécheresse, la saleté des broussailles, le vent. La lutte qui se révèle si peu efficace en été pourrait être menée le reste de l'année. Le feu ne peut être combattu que par le feu. Mais l'homme de choisir le moment : lorsque la forêt se trouve dans une relative humidité. Ce même territoire si facilement inflammable en été l'est incomparablement moins en hiver. Il suffit de décider du lieu, de l'heure selon le sens et la force des vents.

Tout le long de l'hiver, de semaine en semaine, les broussailles de la forêt pourraient ainsi être brûlées sur pied, sans danger. Les débroussaillages si coûteux seraient réservés aux zones délicates. Sans prendre de risques, pompiers, avions du feu contrôleraient ces grands assainissements, interviendraient là où il faut.

Le feu d'hiver jouerait en quelque sorte le rôle de vaccin : le mal administré à dose réduite.

Pourquoi pas ce défilé ?

LE CARNET DU Monde

Décès

M. Henri Bacqué, le colonel et M. Claude Bacqué, ont la douleur de faire part du décès de

Lieutenant-colonel (ER) Henri BACQUÉ, officier de la Légion d'honneur, médaille militaire.

Les obsèques ont eu lieu le 7 août 1985, à Azille (Aude).

M. Pierre Bes, Chantal et Jean-Claude Fontaine, François Bes, Catherine Bes et Steve Dudley, M. André Barthes, M. Henriette Barthes, Les familles parentes et alliées, ont la douleur de faire part du décès de

Germaine BES, née Barthes, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, médaille de la Résistance, survenu le 7 août 1985.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 13 août, à 10 h 30, en la chapelle de l'hôpital du Val-de-Grâce, 277 bis, rue Saint-Jacques, 75005 Paris.

L'inhumation aura lieu le même jour, à 17 heures, au cimetière de Tournebois (Indre-et-Loire).

24, rue de Fontenay, 92140 Clamart.

M. Félix-Aurélien et Marie-Thérèse Gaiffe, Marie-Thérèse Ducatez, Sœur Anne Gaiffe, Odette Rohart, Sœur Jacqueline Gaiffe, Michel et Bernadette Caillaud, Marguerite et Michel Drouot, Genevieve et Etienne Michon, Michel et Annette Gaiffe, Marie-Claire et Alain Moreaux, ses enfants, ses petits-enfants, ses arrière-petits-enfants, ses arrière-arrière-petits-enfants, font part du décès de

M. Félix GAIFFE, née Thérèse Libouret,

survenu au Val-André le 3 août 1985, dans sa quatre-vingt-dix-huitième année.

Les obsèques religieuses ont été célébrées à Pélissat (Côte-d'Or), le 10 août 1985.

M. Emile et Lucienne Goichot, Serge Ravet, M. Robert, M. Varot, M. Colette Varot, M. Ravet,

ont la douleur de faire part du décès de

Colette GOICHOT.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

Tous ceux qui l'ont connue et aimée garderont la mémoire vivante de sa radieuse générosité.

6, rue Geiler, 67000 Strasbourg, 22, boulevard de Belleville, 75020 Paris, 25, rue Jean-Bouvier, 71230 Saint-Vallier.

- Saint-Tropez.

Les familles Lagarouste, Symonds-Fourquay, ont la douleur de faire part du décès de

M. Roger LAGAROUSTE.

- Paris. Dijon.

M. et M. Raymond Bacque, leurs enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants, M. le docteur Jean Royer et M. Jean Royer, leurs enfants et petits-enfants, M. Hugues Royer, chirurgien-dentiste,

ont la douleur de faire part du décès de leur sœur, tante, grand-tante, et arrière-grand-tante.

M. Yves ROYER, professeur agrégé de l'Université,

survenu le 7 août 1985, dans sa soixante-dix-septième année.

Les obsèques ont eu lieu en l'église Saint-Michel de Dijon, dans l'intimité de la famille.

238, boulevard Raspail, 75014 Paris, 24, rue du Château, 21016 Dijon, 33, place Saint-Michel, 21016 Dijon, 10, boulevard de Bréthes, 21016 Dijon.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

M. Joseph Malaspina, née Simon, M. Léon Battaglini, née Simon, M. et M. Eric Joly,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Joseph SIMONI, née Marguerite Le Tonne,

leur mère et grand-mère, survenue le 27 juillet 1985, à Sorio (Corse), dans sa quatre-vingt-dix-septième année.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu le 25 juillet, en l'église Saint-Philippe de Sorio.

83, boulevard de Montmorency, 75016 Paris, 7, rue de Cury, 75016 Paris.

GRANDE CHANCELLERIE

Sont nommés chevaliers :

MM. Johann Bernhard, Joaquín Martínez-García.

DÉFENSE

Sont nommés chevaliers :

MM. Jean Balmont, Gaston Basti-maggi, Yves Beausire, Roger Bucher, Almond Chabé, Roger Chabé, André Comte, Jean Comte, Jean-Baptiste Comte, Stéphane Comte, Abel Dariche, Maurice Delmer, Georges Doulet, Charles Dumas, René Duzand, Maurice Edling, Marcel Garand, Raymond Gossau, Marcel Gruber, Joseph Guidicelli, Jean-Louis Guillaumot, Emile Guyard, Bernard Legendre, François Le Goff, Jean-Louis Letot, Marcel Levoir, Joseph Long, Jean Mesnard, Yves Olivier, Ivan Pavloff, Albert Pivette, Victor Pivrot, Jacques Pivrot, Gustave Roussel, Raymond Raffier, Bel Abbès Sallat, Jean Savatier, René Spinoza, Jean Sylvestre, Alfred Thery, Joseph Thibaut, Louis Tachup, Bernard Voss, Joseph Adout, François Alata, Yves Allain, Xavier Alquier, Jacques Amari, Diégo Ambert, Jean Andréani, Robert Andrea, Eugène Arfiani, Roland Augré, Pierre Azoulay, Maurice Baillet, Lucien Barrai, Maurice Barreaux, Lucien Barrai, Germain Bégin, Pierre Ben Akh, Georges Berg, Louis Bérut, Roland Bessin, Gaspard Bevilacqua, Jean Billes, Jacques Blache, Michel Blanc, Georges Blanchot, Maurice Bonneau, Raymond Botet, Roger

Bérhat, Roger Brest, Eugène Breton, Fernand Briand, Fernand Bruet, Georges Baglio, Roger Bussetta, Pierre Cabellio, Jean Cardonnell, Yves Carion, Adrienne Castille, Joseph Carvini, Paul Chapuis, Alexandre Charbonnier, Jean Charretier, André Charon, Jean Chastang, Henry Chave, Robert Chazot, Giannino Chiusano, Jean Coletti, René Colombel, André Cotton, Marcel Costant, André Courcier, André Coustade, Louis Coston, Jean Cozien, Hubert Crenois, André Dappelo, Georges Darricau, Julien Decise, André Delommié, Marcel Dekyvere, Christian Demailson, Jean Denacot, Gilbert Depard, Jacques Desdier, Henri Desgats, Gaston Devizier, Jean Douglès, Jean-Marie Dronin, Norbert Dubois, Yvon Dufaud, Gilbert Dulac, Daniel Dupont, Alexandre Dzhal-Lynds, Jacques Eglen, François Escande, Raphaël Exposito, Louis Fahr, Henri Farey, Marcel Farques, Jacques Farrier, Blaise Figarella, Jean-Claude Fleurette, Jacques Floch, Léon Fortin, Roger Gadéa, Jean Gallucci, Roland Gamba, Louis Gauthier, Yves Gautier de Kermat, André Gay, Urbain Gayraud, Antoine Gilbert, Georges Girard, Jean Giroud, Lucien Girry, René Gougenheim, René Goujon, Albert Gout, René Gros, Marcel Grunepois, Maurice Grenier, Serge Groppier, Roger Guemey, René Guillemin, Henri Guillemin, Guy Guionnet, Roger Gunther, Jean Hiten, Maurice Hauteville, Marcel Herodes, Victor Hug, Robert Hugon, José Ibenez, Robert Ibenez, André Isaly, Jean Jardimior, Georges Jarratou, André

Jaffus, Robert Janin, Robert Jeanmougin, Etienne Jobard, Louis Jourdan.

M. Antoine Juguet, M. Colette Jussier, M. Jean Kalbfleisch, Jean Kappeler, Jean Khazadar, Guy Labbe, Joseph Lacourte-Couloume, Victor Laffarge, Roger Lafont, Jean Lalière, Emile Lambert, Jean Lamotte, Jean-Pierre Lauguerot, Roger Laverge, Roger Le Bailly, Pierre Lebarille, André Le Bihan, Maurice Lefèvre, André Léprieux, Germain Legue, Hector Lemahieu, Lucien Le Mance, Georges Le Moing, Jules Le Page, Pierre Lery, Albert Liard, Isacio Licaga, Paul Liegeois, Yves Ligier, Roger Limoré, Roger Lorenz, Joanny Lotte, Robert Lucot, André Magnin, Maurice Mahé, Georges Mangin, André Maniller, Justin Marcorra, Gabriel Marichal, Wladislaw Markiewicz, André Massicot, Paul Masson, Marcel Manduit, Roger Muir, Jean Mayer, Marc Méraud, Pierre Mercier, Fernand Mestier, Charles Métin, Marcel Michaux, Henri Michel, Raymond Miller, Vincent Molina, Clément Molly-Milton, Maurice Morau, Etienne Moulin, Lucien Muscat, Louis Neuvilly, René Noël, Alfred Noirot, Georges Nonnenmacher, Jean Olivier, Jean-Marie Olmedo, Jean-Louis Panizza, Paul Parilleux, Paul Paris, Louis Pascal, Joseph de Pascale, Angèle Perez, Roger Peries, André Perlin, Alphonse Petit, Jean Petit, Jean Peyron, Jean Philippe, Michel Pinelli, Jean Pinto, Fernand Planché, Jean Pollet, Abram Potalaki, Henri Poulard, Louis Prince, André

Quercy, Paul Quilichini, Charles Rabian, Louis Rabier, Roger Racle, Georges Rademac, Marcel Ragonneau, Charles Rambaud, Henry Rambaud, Henri Rambaud, Martial Raymond, Robert Raymond, René Remoussen, Roger Rémond, Paul Reydy, Jean-Pierre Ribreau, Mariano Rodriguez, Denis Roigt, Barthélémy Rolland, Georges Roques, Jacques Roussier, Jean Roussier, Albert Roux, Pierre Sabatelle, Jean-Adrien Saint-Martin, Désiré Samuel, Louis Schoeller, Albert Seewald, Roger Seitter, Jean-Baptiste Séral, Roger Sermy, Elie Servant, Pierre Saurat, Roger Sigwald, Edouard Simosa, Roger Simon, Henri Sinturel, Charles Steinmetz, Maurice Tams, Victor Tardit, Henri Tardit, Frédéric Terranova, Joseph Thomas, Jean Tind, Jacques Tricouzeaux, Gaston Truffaut, Fernand Tudeca, Louis Vache, Raymond Vaisières, Maurice Van Damme, Charles Varelle, Jacques Vazeille, Eugène Ventura, Jean Verdonnet, Bernard Verdon, Louis Vian, Marcel Vitale, Guido Vizzini, Henri Volace, Paul Vuillemin, Georges Wasson, Emilie Wolter, Antoine Zeidi, Mohammed Zidi.

INTERIEUR

ET DÉCENTRALISATION

Sont nommés chevaliers :

MM. Jean-Louis Bondil, Jacques Godfrey, Raymond Gonzales, Patrick Grillo, tous les quatre à titre posthume.

LES CHAMPIONNATS

Les Français

Les championnats d'Europe, qui se déroulent du 11 août à Sofia, M. H. de la Fédération française de l'athlétisme, ont été déclarés en état de préparation pour préparer les championnats d'Europe à Strasbourg. De la même manière, le dernier champion d'Europe, M. H. de la Fédération française de l'athlétisme, a été déclaré en état de préparation pour préparer les championnats d'Europe à Strasbourg. De la même manière, le dernier champion d'Europe, M. H. de la Fédération française de l'athlétisme, a été déclaré en état de préparation pour préparer les championnats d'Europe à Strasbourg.

Après Rome, M. H. de la Fédération française de l'athlétisme, a été déclaré en état de préparation pour préparer les championnats d'Europe à Strasbourg. De la même manière, le dernier champion d'Europe, M. H. de la Fédération française de l'athlétisme, a été déclaré en état de préparation pour préparer les championnats d'Europe à Strasbourg.

Caron et

Caron et Caron, deux athlètes français, ont été déclarés en état de préparation pour préparer les championnats d'Europe à Strasbourg. De la même manière, le dernier champion d'Europe, M. H. de la Fédération française de l'athlétisme, a été déclaré en état de préparation pour préparer les championnats d'Europe à Strasbourg.

A deux mè

Chez les deux athlètes, Caron et Caron, ont été déclarés en état de préparation pour préparer les championnats d'Europe à Strasbourg. De la même manière, le dernier champion d'Europe, M. H. de la Fédération française de l'athlétisme, a été déclaré en état de préparation pour préparer les championnats d'Europe à Strasbourg.

Caron et Caron, deux athlètes français, ont été déclarés en état de préparation pour préparer les championnats d'Europe à Strasbourg. De la même manière, le dernier champion d'Europe, M. H. de la Fédération française de l'athlétisme, a été déclaré en état de préparation pour préparer les championnats d'Europe à Strasbourg.

Caron et Caron, deux athlètes français, ont été déclarés en état de préparation pour préparer les championnats d'Europe à Strasbourg. De la même manière, le dernier champion d'Europe, M. H. de la Fédération française de l'athlétisme, a été déclaré en état de préparation pour préparer les championnats d'Europe à Strasbourg.

Caron et Caron, deux athlètes français, ont été déclarés en état de préparation pour préparer les championnats d'Europe à Strasbourg. De la même manière, le dernier champion d'Europe, M. H. de la Fédération française de l'athlétisme, a été déclaré en état de préparation pour préparer les championnats d'Europe à Strasbourg.

Caron et Caron, deux athlètes français, ont été déclarés en état de préparation pour préparer les championnats d'Europe à Strasbourg. De la même manière, le dernier champion d'Europe, M. H. de la Fédération française de l'athlétisme, a été déclaré en état de préparation pour préparer les championnats d'Europe à Strasbourg.

Caron et Caron, deux athlètes français, ont été déclarés en état de préparation pour préparer les championnats d'Europe à Strasbourg. De la même manière, le dernier champion d'Europe, M. H. de la Fédération française de l'athlétisme, a été déclaré en état de préparation pour préparer les championnats d'Europe à Strasbourg.

Caron et Caron, deux athlètes français, ont été déclarés en état de préparation pour préparer les championnats d'Europe à Strasbourg. De la même manière, le dernier champion d'Europe, M. H. de la Fédération française de l'athlétisme, a été déclaré en état de préparation pour préparer les championnats d'Europe à Strasbourg.

Caron et Caron, deux athlètes français, ont été déclarés en état de préparation pour préparer les championnats d'Europe à Strasbourg. De la même manière, le dernier champion d'Europe, M. H. de la Fédération française de l'athlétisme, a été déclaré en état de préparation pour préparer les championnats d'Europe à Strasbourg.

Caron et Caron, deux athlètes français, ont été déclarés en état de préparation pour préparer les championnats d'Europe à Strasbourg. De la même manière, le dernier champion d'Europe, M. H. de la Fédération française de l'athlétisme, a été déclaré en état de préparation pour préparer les championnats d'Europe à Strasbourg.

Caron et Caron, deux athlètes français, ont été déclarés en état de préparation pour préparer les championnats d'Europe à Strasbourg. De la même manière, le dernier champion d'Europe, M. H. de la Fédération française de l'athlétisme, a été déclaré en état de préparation pour préparer les championnats d'Europe à Strasbourg.

Caron et Caron, deux athlètes français, ont été déclarés en état de préparation pour préparer les championnats d'Europe à Strasbourg. De la même manière, le dernier champion d'Europe, M. H. de la Fédération française de l'athlétisme, a été déclaré en état de préparation pour préparer les championnats d'Europe à Strasbourg.

Caron et Caron, deux athlètes français, ont été déclarés en état de préparation pour préparer les championnats d'Europe à Strasbourg. De la même manière, le dernier champion d'Europe, M. H. de la Fédération française de l'athlétisme, a été déclaré en état de préparation pour préparer les championnats d'Europe à Strasbourg.

Caron et Caron, deux athlètes français, ont été déclarés en état de préparation pour préparer les championnats d'Europe à Strasbourg. De la même manière, le dernier champion d'Europe, M. H. de la Fédération française de l'athlétisme, a été déclaré en état de préparation pour préparer les championnats d'Europe à Strasbourg.

Caron et Caron, deux athlètes français, ont été déclarés en état de préparation pour préparer les championnats d'Europe à Strasbourg. De la même manière, le dernier champion d'Europe, M. H. de la Fédération française de l'athlétisme, a été déclaré en état de préparation pour préparer les championnats d'Europe à Strasbourg.

Caron et Caron, deux athlètes français, ont été déclarés en état de préparation pour préparer les championnats d'Europe à Strasbourg. De la même manière, le dernier champion d'Europe, M. H. de la Fédération française de l'athlétisme, a été déclaré en état de préparation pour préparer les championnats d'Europe à Strasbourg.

Caron et Caron, deux athlètes français, ont été déclarés en état de préparation pour préparer les championnats d'Europe à Strasbourg. De la même manière, le dernier champion d'Europe, M. H. de la Fédération française de l'athlétisme, a été déclaré en état de préparation pour préparer les championnats d'Europe à Strasbourg.

Caron et Caron, deux athlètes français, ont été déclarés en état de préparation pour préparer les championnats d'Europe à Strasbourg. De la même manière, le dernier champion d'Europe, M. H. de la Fédération française de l'athlétisme, a été déclaré en état de préparation pour préparer les championnats d'Europe à Strasbourg.

Caron et Caron, deux athlètes français, ont été déclarés en état de préparation pour préparer les championnats d'Europe à Strasbourg. De la même manière, le dernier champion d'Europe, M. H. de la Fédération française de l'athlétisme, a été déclaré en état de préparation pour préparer les championnats d'Europe à Strasbourg.

Caron et Caron, deux athlètes français, ont été déclarés en état de préparation pour préparer les championnats d'Europe à Strasbourg. De la même manière, le dernier champion d'Europe, M. H. de la Fédération française de l'athlétisme, a été déclaré en état de préparation pour préparer les championnats d'Europe à Strasbourg.

Caron et Caron, deux athlètes français, ont été déclarés en état de préparation pour préparer les championnats d'Europe à Strasbourg. De la même manière, le dernier champion d'Europe, M. H. de la Fédération française de l'athlétisme, a été déclaré

sports

LES CHAMPIONNATS D'EUROPE DE NATATION

Les Français refont surface

A la veille des championnats d'Europe, qui se sont terminés dimanche 11 août à Sofia, M. Henri Serandour, président de la Fédération française de natation et Patrice Prokop, directeur technique national, avaient pris soin de déclarer en chœur : « Nous allons à Sofia pour préparer les championnats 1987, qui se dérouleront à Strasbourg ». De son côté, Michel Rousseau, le dernier champion d'Europe français en date, prévenait : « Le niveau des Jeux olympiques était celui de mauvais championnats d'Europe. A Sofia, il faudra se satisfaire de places en finale ». Pouvait-on mieux préparer l'opinion à une éventuelle déception, après les deux médailles surprises de Los Angeles ?

A l'heure du bilan, la sélection française ne totalise que deux places de finaliste. Bien que proche de celle de 1983, ce maigre résultat n'a ni les mêmes causes, ni les mêmes effets. Après Rome, M. Serandour levait les bras au ciel en dénonçant une certaine hypocrisie à la française : « On ne peut à la fois refuser l'effort et réclamer à cor et à cri des médailles ». Il fallait, selon lui, organiser l'effort, lui donner de l'ambition et les moyens de son ambition.

Mise en place depuis deux ans, cette politique donne ses premiers effets. Considérablement renforcée (dix-huit ans de moyenne d'âge), privée de ses membres les plus expérimentés, l'équipe de France a revêtu une belle progression d'ensemble des valeurs et des nageurs français pouvaient bien records nationaux ont été battus à Sofia.

Les vainqueurs des championnats d'Europe 1983, la France avait dû se contenter de la médaille d'argent de Marielle Héralme en natation synchronisée. Cette année, Marielle et ses amies ont capitalisé : argent en solo, argent en duo et médaille d'or en ballet. Mais on retiendra surtout le titre de championne d'Europe de Stéphan Caron dans l'épreuve reine du 100 mètres nage libre. La jeune Rouennaise n'était que quatorze ans et demi. C'est désormais lui qui donne le « la » à la natation française, entraînant derrière lui d'autres espoirs comme Pascaline Leroy, Catherine Fleminski et Leticia Delapierre.

Gross, Caron et le sillage de Biondi

L'édition 1985 des championnats d'Europe n'a pas été d'un niveau exceptionnel. Les chronométristes suisses du bassin olympique de Sofia ont enregistré qu'un seul record du monde et un record d'Europe. Le vent froid qui réchauffait la surface de l'eau donne une première explication. La seconde s'explique par le calendrier : les années post-olympiques sont traditionnellement moins favorables aux athlètes qui, par ailleurs, « décompressent » inconsciemment.

La hiérarchie a néanmoins été respectée. Les nageurs et les nageuses de l'Allemagne de l'Est ont gagné trente-huit médailles (soit une de moins qu'en 1983) devant l'Union soviétique (seize) et l'Allemagne fédérale (quatre). Disputés à même temps à Mission-Vieja (Californie), les championnats des Etats-Unis ont servi d'échelon à cette natation du Vieux Continent qui, en raison du boycottage des pays de l'Est, n'avait pu se mesurer valablement aux Américains à Los Angeles.

Cette compétition à distance, par chronomètre interposé, a confirmé chez les dames la suprématie de la RDA. Dans la plupart des cas, la championne des Etats-Unis aurait dû se contenter de la troisième marche du podium. Dans le 200 mètres brasse, où les Allemandes Grotz et Horner ont été battues par la Bulgare Bogomilova (c'est la seule

Deux mètres de l'Américain

Chez les hommes, les positions sont moins tranchées. Dominant sur 100 et 200 mètres dos, Polianski n'a pas masqué le net déclin de la natation soviétique. L'absence de Salnikov sur 400 mètres n'a pas été compensée par les Américains : Celsinksi aurait fini quatrième à Sofia. En revanche, l'Américain Jorgensen fait la loi sur 800 mètres.

La véritable bagarre entre l'Europe et les Etats-Unis se situe sur les courtes distances. Avec six médailles d'or sur six courses et en prime le record du monde du 200 mètres papillon, l'Allemand de l'Ouest Michael Gross a été le grand triomphateur des championnats d'Europe. Pourtant, il a été inquiété sur 100 mètres papillon par l'Anglais Jansson et, sur 200 mètres libre, il aurait dû subir... si l'on compare les temps... la loi du nouveau prodige américain Matt Biondi.

En battant à deux reprises, mardi 6 août, le record du monde du 100 mètres et surtout en le portant

au-dessous de 49 secondes, Biondi a imprimé sa marque dans le sprint mondial pour les mois et les années à venir. Avec son record de France à 50 s 20/100, Stephan Caron aurait terminé à deux bons mètres de l'Américain. De quoi faire réfléchir, mais pas de quoi penser pour le géant rouennais dans la perspective des championnats du monde à Madrid, en 1986, et des Jeux de Séoul, en 1988.

« Je pense avoir autant de chances que n'importe quel autre nageur, dit-il, avant de confier, j'ai l'intention de me consacrer plus sérieusement à l'entraînement, mais attention, par question que je devienne un nageur à temps plein. » Cette philosophie vaut pour Michael Gross, qui ne nage qu'une fois par semaine pendant la semaine et deux fois le week-end. Pendant ce temps, Matt Biondi alevé 13 kilomètres par jour en deux séances. Il travaille « à sec » sa musculature et ne résiste jamais à une partie de water-polo. A chacun sa méthode.

Les trois hommes risquent de se rencontrer souvent à l'avenir dans les piscines. Biondi souhaite torse nu le cou au record de Gross sur 200 mètres libre. En réponse, l'Allemand a fait part de sa réticence de « descendre sur 100 mètres ». Car, lui, ne dit rien. Il n'a pas fait de vagues.

JEAN-JACQUES BOZONNET.

VOILE

LA COURSE DU « FIGARO »

Poupon, vieux capitaine

Le Morlaisien Philippe Poupon (Flory-Michon) a remporté dimanche 11 août, au départ d'après-midi, la seizième édition de la course en solitaire du Figaro. Arrivé quatrième à La Rochelle à l'issue de la quatrième et dernière étape, il a préservé son avantage au classement général. Précédemment classé premier à Lézardrieu (Irlande), à la pointe de Crozon (France) et à Bayonne (Espagne), ce navigateur expérimenté, âgé de trente et un ans, a laissé filer quelques-uns de ses adversaires au fil de parcours alors que le vent (force 5 à 6) et le temps (fortes pluies) avaient rendu les conditions de navigation extrêmement pénibles. Jean Le Cam (Crédit naval), vainqueur de ce dernier tronçon, a réduit son handicap à 1 h 21 mn au classement général : il termine deuxième de l'épreuve.

De notre envoyé spécial

Jamais classé au-delà de la sixième place depuis qu'il y participe, cet ancien moniteur de l'école nationale de voile de Bag-Robur, actuel leader du championnat du monde des courses open (AFI-POCO) sait de quoi il parle. Délaissant pour quelques jours son catamaran (Flory-Michon VII), il a embarqué avec une évidente jubilation à bord de son monocoque (EX-111) dessiné par Andrieu et lui il y a tout juste un an pour les besoins de la cause.

1 600 milles

Grâce à lui, 1 600 milles durant, des épreuves de l'Irlande aux dépressions du golfe de Gascogne, au mépris des courants de marée et des rails à fort trafic, Poupon a déjoué tous les pièges et surmonté toutes les fatigues. « J'ai passé tellement de

temps en mer ces dernières années, ajoute-t-il, que j'arrive peut-être un peu mieux que les autres à me passer de sommeil ou tout au moins à mieux doser mes temps de récupération. » Vieux, briscard avant l'heure, dont les silences et les refus rappellent à s'y méprendre ceux d'un Eric Tabarly qui n'avait pas hésité à lui confier, il y a quelques années, l'un de ses fameux *Pen Duick*, Philippe Poupon n'a pas abandonné toute ambition pour autant. Son prochain objectif ? Battre le record de l'Atlantique en octobre prochain sur son maxi-catamaran. Son secret désir ? Concilier, comme son frère Luc, compétition et navigation de plaisance. « une manière comme une autre, dit-il, de continuer à naviguer en toute sérénité... le plus longtemps possible ».

BENOIT HEIMERMANN.

Démâtages

Art services, le nouveau catamaran de Patrick Morvan, a remporté, lundi 12 août à Scheveningen (Pays-Bas), la première étape de la course de l'Europe à la voile (le Monde) dans le 12 août. La tempête qui a soufflé dimanche en mer du Nord n'a toutefois décimé la flotte des vingt-deux multicoques qui avait pris le départ à Kiel (RFA). Le Canadien Mike Birch, qui avait déjà remporté la Formula-Tag d'un nouveau mât de trente-trois mètres à vu celui-ci s'effondrer sur le pont alors que le vent soufflait à près de trente nœuds. Le bateau a pu être remorqué jusqu'au port de Hantsholm (Danemark), où un camion depuis échoué l'ancien mât depuis la Trinité-sur-Mer. Un accident similaire est survenu quelques heures plus tard au catamaran Roger-et-Gaillet, d'Eric Loizeau.

Ces démâtages constituent un premier avertissement pour les nombreux skippers qui avaient décidé de rallonger leurs mats pour augmenter leur surface de voilure en prévision d'un petit temps.

Cette même tempête a provoqué une hécatombe dans la course du Fastnet, cinquième et dernière épreuve de l'Admiral's Cup (le Monde du 6 août), disputée entre l'Angleterre et le point sud de l'Irlande. Une vingtaine de concurrents ont dû abandonner en raison d'avaries de gréement. Le maxi-monocoque *Drum*, à même sommé qu'il se soit fait détacher. Tout l'équipage s'est sauvé par un hélicoptère de la Navy, y compris Simon Le Bon, chanteur du groupe de rock Duran-Duran, propriétaire du bateau.

PLANCHE A VOILE

Les banquiers de la nouvelle vague

Les deux principales épreuves de planche à voile organisées pendant la période des vacances se terminent. La dixième et dernière étape du Tour de France aura lieu le 15 août à Mandelieu-la-Napoule (Alpes-Maritimes). La dixième et dernière épreuve du Trophée Société générale se déroulera les 17 et 18 août à Erquy (Côtes-d'Armor).

Jusqu'à cette année, les deux épreuves ne se ressemblaient guère. Le Tour de France des planches à voile est une compétition organisée par une société indépendante à laquelle le Crédit lyonnais apporte son soutien financier. Mais, si en 1982, la participation de l'Américain Robby Naish, qui domine le sport depuis près d'une dizaine d'années, avait attiré les foules à chaque étape, si l'an dernier, la présence de Gildas Guillevin, héros malheureux de l'épreuve olympique de Los Angeles, lui avait garanti un succès d'intérêt, le Tour n'allait pas cette année de grandes vedettes de ce sport.

On avait annoncé la venue du Néo-Calédonien Robert Téréhau, troisième de la coupe du monde de funboard l'an dernier, mais il s'est blessé au cours d'une compétition dans les vagues à Hawaii. Seuls sont donc présents les meilleurs mondiaux d'une des nombreuses catégories open, les Français Robert Nagy, Olivier Marc, Hervé Piegelin, Gilles Calvet, Thierry Nin, le Néerlandais Marco Telier, le Suédois Anders Brindgal, qui ont tous un titre mondial à leur palmarès.

Les régates sur triangle olympique ne sont pas très spectaculaires pour le public, même si elles constituent une préparation aux Jeux de Séoul dans trois ans. Les compétitions se déroulent trop loin du rivage. Les remontées au près, avec les options différentes des concurrents, dispersent les planches sur le plan d'eau, et bien malin qui peut suivre le déroulement de la course, d'autant que la plupart des voiles qui équipent ce type de planche sont uniformément blanches.

C'est pour proposer un meilleur spectacle au public attiré par l'importante caravane publicitaire que les organisateurs espèrent pouvoir retrasmittre la course sur des écrans géants lors de l'épreuve finale de Mandelieu. C'est pour cette raison aussi que, cette année, les courses de funboard prennent la place des régates open dès que le vent dépasse force 4, ce qui fut le

cas pendant la première partie de l'épreuve.

Le Trophée Société générale est, lui aussi, tributaire des conditions météorologiques. Si l'on excepte le raid de Croix-de-Cagnes et le Triangle Ouest-France, cours sur longue distance, les épreuves baptisées Wind-Sprints sont beaucoup plus spectaculaires par vent fort, car les salmons sur des parcours en forme de W donnent alors lieu à des courses de funboard aux limites du possible. La plupart des meilleurs Français de l'épreuve, ont participé à la Société générale tiennent absolument, malgré le succès croissant de l'épreuve - trois mille deux cents participants l'an dernier - à l'ouverture de ces compétitions. « Nous pensons qu'il est plus intéressant pour notre image de proposer une compétition à laquelle tout le monde puisse participer en se frottant à des sportifs d'un niveau élevé », explique M. Rehbinder, qui précise que le dixième du budget de promotion de la Société générale est consacré à des sports populaires, comme la planche à voile, le ski de fond et le ski universaire.

Ce n'est probablement pas par hasard si la Société générale organise des épreuves de planche à voile depuis six ans et si le Crédit lyonnais apporte son soutien au Tour de France pour la cinquième année consécutive. Ces banquiers utilisent l'image dynamique de la planche à voile, sport nouveau et peu coûteux pour rejoindre leur image, même si elles entraînent toutes les deux un risque de confusion dans le public. Mais il s'agit aussi d'un investissement à long terme, car l'avenir médiatique de ce sport leur semble justifier cette concurrence active.

CHRISTOPHE DE CHENAY.

MOTOCYCLISME

Spencer à deux vitesses

Vainqueur du Grand Prix de Suède de motocyclisme en 50 cc, disputé le 11 août à Anderstorp, l'Américain Freddie Spencer est devenu le premier pilote à avoir obtenu la même année le titre mondial des 500 centimètres cubes et des 250 centimètres cubes.

Aspiré de la couronne mondiale en moyenne cylindrée depuis le Grand Prix d'Angleterre, disputé une semaine plus tôt à Silverstone, le jeune chef de file de l'écurie Honda-Rodgers a ainsi mené à bien son pari sans même attendre la dernière épreuve de la saison, le 1er septembre à Misano (Italie). Un exploit à l'instar de l'époustouflant talent de « Fast Freddie », qui, à vingt-trois ans, a déjà trois titres mondiaux en poche et plus de quinze années de compétition derrière lui. C'est en 1983 que l'Américain avait obtenu son premier titre en 500 centimètres cubes après un fantastique duel avec son compatriote Kenny Roberts.

Après une saison 1984 où il a connu la malchance, trois chutes ruinant ses espoirs, « Fast Freddie » a donc remis les choses au point de la plus belle manière qui soit. Pilote au style incomparable, avec ses trajectoires en glissade, et à la volonté de fer, Spencer allie une étonnante maturité et de grandes qualités morales à ses deux exceptionsnelles. En fait, ses limites ne sont pas véritablement connues. Comme le dit lui-même celui qui a désormais surnommé « ET » (extra-terrestre) : « Je suis un pilote prudent. Je vais seulement assez vite pour gagner... ».

SAUT EN HAUTEUR

Rudolf Povarnitsine un bond de géant

Rudolf Povarnitsine, un Soviétique de vingt-trois ans presque inconnu dans les milieux de l'athlétisme, est devenu l'homme le plus « haut » du monde en franchissant 2,40 mètres au saut en hauteur, dimanche 11 août à Donetsk, lors d'un test avant la finale de la Coupe d'Europe des nations. Pour améliorer de 1 centimètre le précédent record, établi le 10 juin 1984 à Eberstadt (RFA) par le chinois Zhu Jianhua, Povarnitsine a battu sa meilleure performance de... 14 centimètres.

Né à Votkinsk (République d'Oudmourie), cet athlète de 2,01 mètres s'était révélé au mois de juin, où il avait déjà amélioré son record de 5 cm en franchissant 2,20 m à Moscou à l'occasion du Memorial Znamenski. L'an dernier, il ne figurait pas encore dans la liste des cinquante meilleurs sauteurs mondiaux, et une semaine avant son record du monde, il n'avait pu se classer dans les six premiers du championnat d'URSS.

Povarnitsine est le quatrième soviétique détenteur du record du monde, après notamment ses compatriotes Valery Brumel, qui avait battu ce record à six reprises pour le porter à 2,28 mètres en 1983, et Vladimir Yatchenko 2,34 mètres en 1978.

Si l'homme a réalisé des progrès étonnants en saut en hauteur, pour passer de 2 mètres en 1982 à 2,40 mètres en 1985, il lui en reste encore beaucoup à faire pour égaler dans ce domaine... certaines espèces animales. Ainsi un kangourou rouge peut sauter 4 mètres, soit deux fois et demie sa taille. Les plus impressionnantes restent pourtant les sauterelles, qui peuvent sauter 40 cm (trente-cinq fois leur taille), et surtout les puces, qui peuvent s'élever à 44 cm (trois cents fois leur taille).

CHRISTOPHE DE CHENAY.

Résultats

Athlétisme

COUPE D'EUROPE (Finale féminine B)

L'équipe de France féminine a gagné sa place en finale A en remportant la finale B, disputée les 10 et 11 août à Budapest. Avec 102 points, les Françaises ont devancé les Roumaines (101) et les Hongroises (82).

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE (Chaque journée)

GROUPE A
Le Puy b. Montceau 4-0
Saint-Etienne b. Grenoble 2-1
Istres et Lyon 3-3
Nîmes b. Cannes 2-0
Rodez b. Chamois 1-0
Montpellier b. Béziers 5-1
Sète b. Martigues 1-0
Alès b. Toulon 2-0
Thonon b. Guingamp 2-0

CLASSEMENT
1. Le Puy, 9 pts; 2. Saint-Etienne, 8, 3; Istres, 7; 4. Nîmes, 5; 5. Grenoble, 4; 6. Toulon, 3.

GROUPE B
RC Paris b. Orléans 7-1
Guingamp b. Lorient 3-0
Quimper et Reims 2-2
Angers b. Besançon 2-0
Mulhouse b. Sedan 1-0
Nîort b. Rouen 2-0
L'Anglois b. Antibes 2-0
Beauvais b. Valenciennes 2-0
Caen b. Dunkerque 1-0

CLASSEMENT
1. RC Paris, Guingamp, 9 pts; 2. Mulhouse, Nîort, 8; 3. Quimper, 7.

Moto-cross

CHAMPIONNAT DU MONDE

En dominant la Française Jacky Vimond dans les deux manches du Grand Prix de RFA de 250 centimètres cubes, disputé le 11 août à Gaildorf, l'Autrichien Heinz Kinnigardner s'est assuré un deuxième titre mondial consécutif. Le Français, qui possédait 12 points d'avance avant cette ultime épreuve du championnat, doit se contenter, comme en 1984, de la deuxième place, à deux points de son rival.

Natation

CHAMPIONNATS D'EUROPE MESSIEURS

1500 mètres : 1. Dussler (RDA), 15 mn 8 s 56; 2. Henkel (RFA),

15 mn 10 s 34; 3. Pfeiffer (RFA), 15 mn 20 s 67.

100 mètres dos : 1. Polianski (URSS), 55 s 24 (rec. d'Europe); 2. Richter (RDA), 56 s 02; Zabolotnov (URSS), 56 s 88.

200 mètres papillon : 1. Gross (RFA), 1 mn 56 s 65 (rec. du monde; anc. rec. 1 mn 57 s 01 par lui-même); 2. Nielsen (DAN), 1 mn 58 s 80; 3. Drost (Pays-Bas), 2 mn 0 s 58.

200 mètres 4 nages : 1. Darrivert (Hong), 2 mn 3 s 23; 2. Hladky (Tch), 2 mn 4 s 13; 3. Bernell (RFA), 2 mn 4 s 47.

4 x 100 mètres 4 nages : 1. RFA, 3 mn 43 s 59; 2. RDA, 3 mn 45 s 35; 3. Italie, 3 mn 46 s 09.

DAMES
800 mètres : 1. Strauss (RDA), 8 mn 32 s 45; 2. Hardcastle (GB), 8 mn 32 s 57; 3. Mohring (RDA), 8 mn 40 s 82.

200 mètres dos : 1. Strich (RDA), 2 mn 10 s 89; 2. Zimmermann (RDA), 2 mn 12 s 43; 3. De Rover (PB), 2 mn 15 s 06.

200 mètres papillon : 1. Alex (RDA), 2 mn 11 s 76; 2. Gressler (RFA), 2 mn 11 s 78; 3. Zingler (RDA), 2 mn 14 s 62.

200 mètres 4 nages : 1. Nord (RDA), 2 mn 16 s 07; 2. Blagova (Bul), 2 mn 17 s 35; 3. Bornike (RDA), 2 mn 17 s 96.

4 x 100 mètres 4 nages : RDA, 4 mn 6 s 93; 2. URSS, 4 mn 11 s 32; 3. Bulgarie, 4 mn 11 s 92.

En séries, les Françaises ont battu le record national en 4 mn 19 s 63.

Natation synchronisée

DUO. - 1. Worisch-Edinger (Autr.), 180,642 pts; 2. Hermine-Besson (Fr.), 179,133; 3. Dodd-Wilson (GB), 177,764.

PAR EQUIPES. - 1. FRANCE (Petit, Hermine, Besson, Schuler, Muthieu, Capron, Moisson, Hammon), 171,379 pts; 2. GRANDE-BRETAGNE, 170,192 pts; 3. PAYS-BAS, 167,787 pts.

Tennis

TOURNOI DE STRATTON (VERMONT)

315 000 dollars
Demi-finales
Mc Enroe (E.-U.) bat Seguso (E.-U.) 6-6, 6-3; Lendl (Tch.) bat Connors (E.-U.) 6-0, 4-6, 6-4.

Finale
Mc Enroe bat Lendl 7-6, 6-2.

NIE

nat-
tion-
des
ne-
72,
r Ju-
nat-
mon-
de-
s un
si-
de-
sion

que
le
tion
la
sité
1 si-
ut-
de
in-
les
per-
sien-
sion

un
le-
sai-
ar-
ssi-
en
au-
sro-
des
sua-
vel
i de

liier

conten-
n'était
au que
collecti-
né le
n'auisi
lan ne-
nément

double
au éru-
tion
attants
unisie
u com-
ent ait
acquis
en 1928
cain et

ciel du
cité du
camp-
é sup-
A, qui
a pour
npage
s droits
partici-
et aux
l'uisie
sient à
ble que

intéressé,
13-79.

intéressé,
13-79.

intéressé,
13-79.

intéressé,
13-79.

intéressé,
13-79.

intéressé,
13-79.

intéressé,
13-79.

intéressé,
13-79.

intéressé,
13-79.

intéressé,
13-79.

intéressé,
13-79.

intéressé,
13-79.

intéressé,
13-79.

intéressé,
13-79.

INFORMATIONS « SERVICES »

LE PETIT LAURENT

Le Petit Laurent - hommage amical et parodique, à vingt ans de distance, au Petit Nicolas, illustre créature de Goscinny et de Sempé (1) - sort souvent avec des amis plus ou moins proches de ses parents qu'il a pris l'habitude de surnommer affectueusement « parrain ».

Sauvez-vous identifier chaque lundi les événements auxquels fait allusion le texte et découvrir finalement quelle personnalité, de la majorité ou de l'opposition, se dissimule derrière cet énigmatique diminutif ?

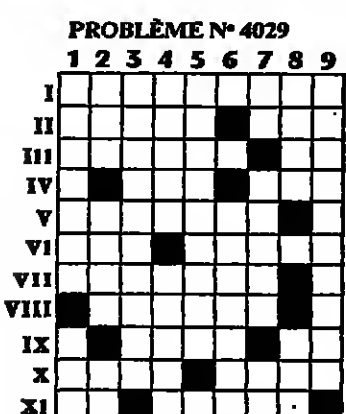
Hier papa n'en a une drôle d'idée. Il est rentré du bureau et il avait l'air tout fier, un peu comme quand j'ai eu le prix de récitation et même que maman avait l'air toute surprise. Il a dit : mon petit Laurent, j'ai une grande surprise pour toi. « Qu'est-ce que c'est ? », j'ai demandé en avançant à la grosse voiture de pompiers du marchand de jouets derrière l'école : elle est terrible avec ses gros pneus, ça se dirige tout pimpont. « D'ailleurs ton parrain t'emmène assister à son cours », il a répondu. Alors j'ai dit que c'était pas possible ; demain on est mercredi et je vais quand même pas aller à l'école un mercredi. Alors papa s'est fâché tout rouge, il a dit que je finirai au bagne si ça continuait. Et puis maman m'a dit que, si j'étais sage, j'aurais de l'argent au chocolat au goûter et j'ai répondu que, comme ça, c'était d'accord. Alors le lendemain je suis allé à l'école de parrain qui a un drôle de nom et qui est dans une rue bizarre, Saint-Guillaume ça s'appelle.

Et quand parrain est arrivé dans la classe, ça s'est fait tout drôle. J'étais le seul petit. Les autres ils étaient encore plus vieux que les grands à l'école et ils avaient tous l'air sérieux avec leur cravate et leur gros livre en deux parties avec le nom de parrain dessus. J'ai ouvert le livre, mais je sais pas très bien sur quoi c'est. En classe il n'y a que mon copain Valéry qui dit l'avis lui. Mais je sais que c'est pas vrai. Il dit souvent n'importe quoi Valéry. Parrain est arrivé au bureau et tout le monde était debout. Moi, j'étais au fond, je voyais tout, c'était chouette.

Et puis parrain est allé au tableau comme fait la maîtresse

Solution dans notre prochain numéro

MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT
I. Tournant parfois en rond dans une cage. - II. Peut être une assiette anglaise. Démarreur pour convoi hippomobile. - III. Peut être d'échelle chez le merran. Préposition. - IV. Sur la demeure d'un disparu. Exclut toute surenchère. - V. Disposition naturelle. - VI. Oblige à claquer. Fruit ou branche. - VII. Prend l'eau avec une pompe aspirante. - VIII. Mit au monde un prématuré développé en couveuse artificielle. - IX. Pêcheur. Lus en fin de journal. - X. Bien ou mal, selon la bonne ou la mauvaise étoile. Vase. - XI. Connu le meilleur et le pis. Opulente Flamande.

VERTICALEMENT
1. Les invités de la table ronde. Cartes sur table. - 2. Fleuve celtique. Mieux vaut y être porté qu'en descendre. Se ressemblent comme deux gouttes d'eau. - 3. C'est prouver sans élégance qu'on s'en bat l'œil. - 4. Sœur de la douleur. Fait partie des « meubles ». - 5. Développé par le détail certains points de vue. - 6. Source de fraîcheur ou de séduction. - 7. Interjection. Un puissant y mit un roi en échec. Extrait de Verlaine. - 8. A l'opposé d'une promesse poétique et solitaire. Trotte ou

piétine, selon le genre. - 9. Inutile de lui faire un discours puisqu'un mot lui suffit.

Solution du problème n° 4028
Horizontalement
I. Vide-ordures. Apt. - II. Energie. Atelier. - III. Générosité. Ra. - IV. Ego. Emirats. Moi. - V. Tau. Ré. Eteint. - VI. Alep. Ac. Amassés. - VII. Ramasse-miettes. - VIII. Ibère. Anne. - IX. Elze. Empêtrée. - X. Neis. Roue. Etude. - XI. Vét. Osés. - XII. Défilons. Név. - XIII. Clou. El. Et. Ut. - XIV. Tisse. Ont. Mulet. - XV. Enée. Anc. Lisse.

Verticalement
1. Végétarien. Acte. - 2. Inégales. Lin. - 3. Dévouement. Dose. - 4. Ere. Paresseuse. - 5. Ogres. Se. - 6. Riom. Asservie. - 7. Désirée. Moillon. - 8. Ire. Mapanto. Né. - 9. Rata. Alène. Nier. - 10. Etêtement. Ost. - 11. Se. Statères. Mi. - 12. Lu. Est. Etendue. - 13. At. Misèreuse. Ls. - 14. Pénons. Vues. - 15. Traits. Crevette.

GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

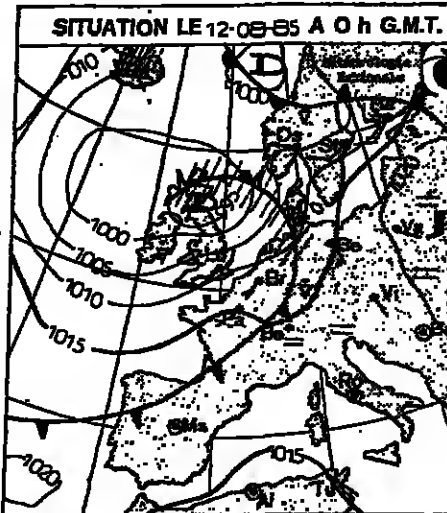
Sont publiés au Journal officiel du dimanche 11 août :

UN ARRÊTÉ
● Portant classement de communes et parties de communes en zones défavorisées.

DES DÉCRETS
● Relatif au recouvrement des cotisations d'assurance-maladie et maternité dues par les assurés mentionnés aux 2^e et 3^e paragraphes de l'article premier de la loi n° 66-509 du 12 juillet 1966 modifiée, relative à l'assurance-maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles.

● Modifiant le décret n° 74-810 du 28 septembre 1974 modifié, rela-

MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre le lundi 12 août à 0 heures et le mardi 13 août 1985 à minuit.

Situation générale :
Un front ondulant orageux d'activité faible à modérée achève de traverser le pays, suivi d'un temps temporairement plus ensoleillé.

Météo : la zone perturbée s'étend du sud-ouest du pays au sud du Massif Central, aux Alpes du Nord et au Jura avec un ciel très nuageux et quelques pluies. L'après-midi, ce front aura progressé sur l'est des Pyrénées, les Cévennes, les Alpes avec un ciel nuageux et possibilité de quelques orages en montagne.

En Méditerranée, le matin les nuages seront peu nombreux, sauf sur le golfe du Lion. L'après-midi, Côte d'Azur et Corse resteront épargnées par les nuages frontaliers gardant du beau temps.

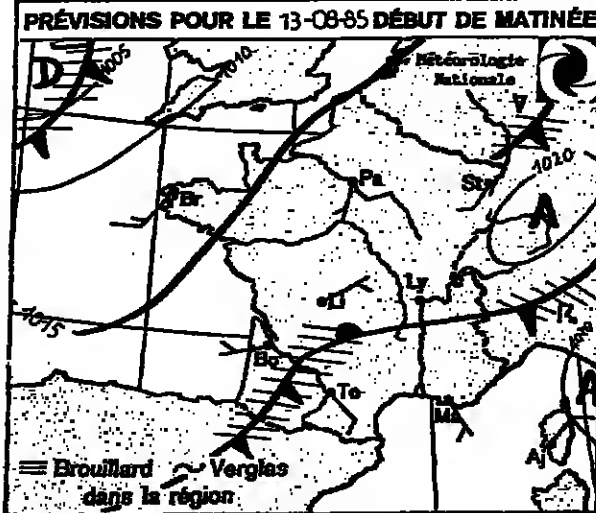
Ailleurs, le ciel sera peu nuageux le

matin avec quelques brumes locales. L'après-midi, le temps sera ensoleillé avec quelques images de beau temps. Mais une couverture nuageuse plus dense arrivera sur la Bretagne.

Les températures minimales seront de 12 à 14 degrés sur les côtes de la Manche aux Charentes, 8 à 12 degrés sur le reste de la moitié nord, 17 à 20 degrés en région méditerranéenne, 15 à 17 degrés ailleurs, dans la zone très nuageuse.

Les maxima atteindront 18 à 20 degrés sur les côtes de la Manche, 22 à 25 degrés dans le Nord-Ouest, 25 à 29 degrés du Sud-Ouest au Centre et au Nord-Est, 28 à 30 degrés dans le Sud-Est.

Températures : le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 11 août ; le second, le minimum dans la nuit du 11 août au 12 août : Ajaccio, 29 et 16 degrés ;



Biarritz, 25 et 18 ; Bordeaux, 26 et 16 ; Brétat, 20 et 12 ; Brest, 18 et 13 ; Cammes, 24 et 17 ; Cherbourg, 17 et 12 ; Clermont-Ferrand, 31 et 13 ; Dijon, 28 et 16 ; Digne, 20 et 11 ; Embrun, 27 et 14 ; Grenoble-St-M-H, 30 et 15 ; Grenoble-St-J, 30 et 18 ; La Rochelle, 22 et 16 ; Lille, 23 et 10 ; Limoges, 25 et 13 ; Lorient, 18 et 14 ; Lyon, 25 et 18 ; Marseille-Marignane, 26 et 16 ; Menton, 24 et 16 ; Nancy, 27 et 17 ; Nantes, 20 et 12 ; Nice-Côte d'Azur, 25 et 20 ; Nice-Ville, 26 (max) ; Paris-Montsouris, 23 et 13 ; Paris-Orly, 24 et 12 ; Pau, 28 et 17 ; Perpignan, 27 et 21 ; Rennes, 20 et 10 ; Rouen, 17 et 8 ; Saint-Etienne, 30 et 14 ; Strasbourg, 27 et 15 ; Toulouse, 29 et 19 ; Tours, 23 et 14.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 30 et 20 ; Genève, 27 et 15 ; Lisbonne, 27 et 20 ; Londres, 20 et 11 ; Madrid, 33 et 12 ; Rome, 27 et 18 ; Stockholm, 21 et 12.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

ASSOMPTION

LES SERVICES OUVERTS OU FERMÉS

PRESSE. - Les quotidiens paraissent normalement.

BANQUES. - Elles seront fermées le mercredi 14 à partir de midi (11 h 45 pour certaines) et le 15 août toute la journée.

BUREAUX DE POSTE. - Pas de distribution de courrier à domicile le 15 août. Seuls seront ouverts les bureaux fonctionnant les dimanches.

SNCF, RATP, AUTOBUS. - Service des dimanches.

GRANDS MAGASINS. - Fermés le 15 août toute la journée.

SÉCURITÉ SOCIALE. - Guichets fermés à partir de 15 h 30 le 14 et toute la journée du 15 août. Dans le Val-de-Marne, le paiement des prestations ne sera pas effectué du 14 à 13 h 30 le 15 août au matin.

ALLOCATIONS FAMILIALES. - Guichets fermés à partir du 14 à 14 h jusqu'au 16 août au matin.

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE. - Fermée le 15 août.

MUSÉES

A Paris, seront ouverts le 15 août le musée Rodin, les Invalides, le musée de l'Armée, le centre Beaubourg, le Grand Palais, Marmottan, la ménagerie du Muséum.

En Ile-de-France : les châteaux et domaines de Chantilly et Chailly, dans l'Oise, le musée Talleyrand à Saint-Germain (Essonne), Vaux-le-Vicomte, le Musée de l'air et de l'espace au Bourget, Compiegne, Fontainebleau, la Malmaison et Rambouillet.

En province : le domaine de Kérazan en Bretagne, le château de Langeais en Touraine, la villa grecque Kérylos à Beaulieu-sur-Mer.

SANTÉ

L'hygiène des Français à la traîne

Réalisée par la SOFRES, Communication pour la Fédération française de l'industrie des produits de parfumerie, de beauté et de toilette, l'étude sur « l'hygiène corporelle en France en 1985 » montre que celle-ci est toujours en retard par rapport aux autres pays d'Europe, même si quelques progrès sectoriels sont à relever sur l'année dernière.

Ont participé aux interviews, des dermatologues, des hygiénistes militaires et civils, dont une femme médecin du travail et un bactériologue. Prévenues quarante-huit heures à l'avance, ses clientes d'un certain âge font plus d'efforts de propreté que les hommes. Sauf pour les cheveux et la bouche. Les adolescents se complaisent souvent dans une « non-propreté » qui frise la provocation.

Pour les brosses à dents, les écoles jouent un rôle considérable. Les maternelles en distribuent dans le cadre de programmes audiovisuels d'hygiène bucco-dentaire bien adaptés, dont l'effet toutefois est limité par le manque d'installations sanitaires. La même technique utilisée par un producteur de savon liquide se révèle aussi formative, notamment avant les repas. En effet, les parents, permissifs ou absents, ont moins tendance à exiger le minimum de toilette quotidienne qui protège des microbes ambiants.

Portant sur des sondages par questionnaire auprès d'un échantillon de 1 024 personnes entre quinze et soixante-cinq ans, moitié hommes moitié femmes, l'étude fait ressortir une faible consommation de savon (quatre savonnets de 15 grammes par an). La France arrive dernière en Europe, avec un équipement sanitaire de 85 % en baignoires douches dans les logements construits en 1982. C'est d'ailleurs ici qu'on peut envisager

une amélioration de l'hygiène corporelle. A Paris, le boulevard Raspail, où se situaient les installations de cuisines parisiennes, s'est reconstruit dans le sanitaire. Si les jeunes apprécient les douches, leurs aînés se détendent dans des baignoires spécialement aménagées pour éviter de glisser, à poignée facilitant l'accès.

Les statistiques montrent que la consommation de dentifrices et de déodorant est également à la traîne, à l'inverse de celle des shampoings, en nette augmentation.

Assez curieusement, les Français considèrent que seuls les « gens sales » ont besoin de se laver, avec des normes nettement en avance sur le comportement réel, mais qui se démocratisent même pour ceux qui n'effectuent pas un travail salissant.

Pour les brosses à dents, qu'ils disent garder de trois à six mois (61 %), on devrait arriver à un total annuel de 135 270 000 unités, alors que seules 42 500 000 sont vendues.

Les femmes, plus conscientes de leur corps, s'affirment comme vecteurs de propreté, à la fois sur le plan social concernant la famille et sur le plan du bien-être hédoniste résultant de la nouvelle culture corporelle : thalassothérapie, salles de gymnastique, piscines. L'entretien et les produits de soins ne servent plus à camoufler la crasse mais à mettre en valeur un corps sain.

La tendance à se laver par plaisir préfigure une nouvelle attitude : sejourner dans des lieux, produits nouveaux pour le bain et ceux de Cologne entrent alors en jeu. Encore que ces à-côtés ludiques, notamment les moussants, qui dessèchent la peau, doivent être utilisés avec parcimonie et être suivis d'un rinçage abondant rincés.

NATHALIE MONT-SERVAN.

PARIS EN VISITES

MARDI 13 AOUT

« Versailles : Quartier Saint-Louis », 14 h 30, devant la façade cathédrale Saint-Louis.
« Les salons de l'Hôtel-de-Ville », 14 h 30, place de l'Hôtel de Ville, devant la porte (A. Ferrand).
« Le Panthéon », 15 heures, entrée principale.
« Le Père-Lachaise », 15 heures, entrée principale.
« La Sorbonne, histoire de l'université et du quartier Latin », 15 heures, 46, rue Saint-Jacques (M. Ragueneau).
« Le Père-Lachaise du vingtième siècle », 10 h 30, 10, avenue Père-Lachaise.
« Un quartier de roture, Charonne et son cimetière », 14 h 45, métro A. Dumas (V. de Langlade).
« Le Palais de justice, la Sainte-Chapelle », 15 heures, 4, bd du Palais.
« Les manufactures des Gobelins », 14 h 30, 42, avenue des Gobelins.
« La Sainte-Chapelle et ses vitraux », 15 heures, entrée.
« Saint-Augustin », 15 heures, devant l'église.
« Cités et jardins de Montmartre », 15 heures, sortie métro Lamarck-Caulaincourt (G. Bouteau).
« La crypte archéologique de Notre-Dame », 15 heures, devant entrée crypte, côté préfecture (Paris autolois).

MERCREDI 14 AOUT

« Les salons de l'Hôtel-de-Ville : histoire de la ville de Paris d'Etienne Marcel à la Commune », 14 h 15, place de l'Hôtel-de-Ville devant la porte (P. V. Jassot).
« Les sépultures royales de la basilique Saint-Denis : quinze siècles d'histoire de France », 15 heures, portail basilique.

MARDI 13 AOUT

« La Mosquée, histoire de l'Islam », 15 heures, devant entrée place du Palais-de-l'Ermite (M. Ragueneau).
« Une heure au Père-Lachaise », 10 heures et 11 h 30, entrée principale.
« Hôtels et vestiges de la Montagne Sainte-Geneviève », 15 heures, sortie métro Cardinal-Lemoine (G. Bouteau).
« Le Palais Royal du jardin et ses passages », 11 heures, 2, place du Palais-Royal.
« Pour les jeunes : le village d'Asnières au Musée en herbe », 14 h 30, entrée Jardin d'acclimatation.
« Exposition « Les grands boulevards » au musée Carnavalet », 15 heures, 23, rue de Sévigné.
« La Seine et ses ponts », 15 heures, place du Châtelet devant fontaine (Paris autolois).
« Le Marais, hôtels et jardins », 15 h 30, grille Carnavalet, ou 14 h 30, sortie métro Saint-Paul.
« Le Marais illuminé », 21 h 30, grille Carnavalet, rue des Francs-Bourgeois, ou métro Pont-Marie.

CONFÉRENCES

MARDI 13 AOUT

5, rue Laffitte, 19 h 30, cycle « Art et civilisation : l'Egypte. 2/ La religion, le calendrier et les fêtes » (cycle audiovisuel de quatre cycles). Cycle « Astrologie et psychologie », conférence de présentation d'un cycle de douze cours. Renseignements pour les deux cycles (1) 524.49.08.

MERCREDI 14 AOUT

11 bis, rue Keppler, 19 h 30, « Aperçus sur la mystique théosophique ».

LOTO N° 32 TIRAGE DU SAMEDI 10 AOUT 1985

2 10 19 25 28 47 42

PROCHAINS TIRAGES : MERCREDI 14 AOUT 1985 ET SAMEDI 17 AOUT 1985

VALIDATION : JUSQU'AU MARDI APRES-MIDI POUR LES 2 TIRAGES DE LA SEMAINE

NOMBRE DE GRILLES GAGNANTES	RAPPORT PAR GRILLE GAGNANTE (POUR 1 F)
6 BONS N°	9 1 676 055,00 F
5 BONS N° + complémentaire	48 73 735,00 F
5 BONS N°	2 314 4 805,00 F
4 BONS N°	111 232 100,00 F
3 BONS N°	1 859 292 8,00 F

BONNE DU SAMEDI 138 452

3 BONS NUMEROS + COMPLEMENTAIRE : 8 F x 2 = 16 F

BOULET DE LA CORSE NATIONALE ET DU VERTICALE

PREPARES

Le nouveau repli à 8,56 F

Le mouvement de repli sur l'ensemble des marchés financiers a entraîné la baisse du dollar, qui est passé de 2,7900 DM à 2,7800 DM. Le dollar s'est établi à 8,56 F.

d'encouragement

de destruction à l'Arg

de dollars, sur le sign

de dollars à l'étranger du

de dollars, qui a été

de dollars, qui a été

de dollars, qui a été

de dollars, qui a été

de dollars, qui a été

de dollars, qui a été

de dollars, qui a été

de dollars, qui a été

de dollars, qui a été

de dollars, qui a été

de dollars, qui a été

de dollars, qui a été

de dollars, qui a été

de dollars, qui a été

de dollars, qui a été

de dollars, qui a été

de dollars, qui a été

de dollars, qui a été

de dollars, qui a été

de dollars, qui a été

de dollars, qui a été

de dollars, qui a été

de dollars, qui a été

de dollars, qui a été

de dollars, qui a été

de dollars, qui a été

de dollars, qui a été

de dollars, qui a été

de dollars, qui a été

de dollars, qui a été

de dollars, qui a été

de dollars, qui a été

de dollars, qui a été

de dollars, qui a été

de dollars, qui a été

de dollars, qui a été

de dollars, qui a été

de dollars, qui a été

de dollars, qui a été

de dollars, qui a été

de dollars, qui a été

de dollars, qui a été

de dollars, qui a été

de dollars, qui a été

de dollars, qui a été

de dollars, qui a été

de dollars, qui a été

de dollars, qui a été

de dollars, qui a été

de dollars, qui a été

de dollars, qui a été

de dollars, qui a été

de dollars, qui a été

de dollars, qui a été

de dollars, qui a été

de dollars, qui a été

de dollars, qui a été

de dollars, qui a été

de dollars, qui a été

de dollars, qui a été

de dollars, qui a été

de dollars, qui a été

de dollars, qui a été

de dollars, qui a été

de dollars, qui a été

de dollars, qui a été

de dollars, qui a été

de dollars, qui a été

de dollars, qui a été

de dollars, qui a été

de dollars, qui a été

économie

REPÈRES

Dollar : nouveau repli à 8,56 F

Le dollar a poursuivi, le 12 août, le mouvement de repli amorcé à la fin de la semaine précédente sur l'ensemble des marchés, essentiellement en raison des préoccupations que continue à susciter l'élaboration du budget américain. A Paris, le dollar est passé de 8,58 F au « fixing » (séance officielle) du vendredi précédent. A Francfort, le dollar américain se vendait à 2,7800 DM (contre 2,84 DM), de même qu'à Zurich, où le dollar s'échangeait à 2,3100 FS (contre 2,3460/80 FS). De son côté, l'or était stable à 328/329 dollars l'once à Zurich.

Argentine : prêt d'encouragement du FMI

Le Fonds monétaire international a décidé d'octroyer à l'Argentine une tranche de 238,5 millions de dollars, sur la ligne de 1,42 milliard de crédits stand-by que le pays a obtenue du Fonds. Cet accord devrait permettre à l'Argentine d'obtenir des banques commerciales le refinancement de sa dette extérieure, qui arrive à échéance cette année (13,4 milliards de dollars), ainsi que 4,2 milliards de dollars de nouveaux crédits. Un premier accord sur un prêt du même montant était intervenu en décembre dernier, mais, au regard du taux d'inflation atteint en mars, le FMI avait décidé d'ajourner le prêt. Or, de juin à juillet, le taux d'inflation a été ramené de 30 % à 6,2 % (selon les statistiques argentines), à la suite du plan d'austérité mis en place par le président Alfonsín à la mi-juin. (AFP.)

Bâtiment : nouvelle amélioration de l'activité selon l'INSEE

Après l'amélioration de l'activité des entreprises du bâtiment déjà constatée en avril dernier, l'INSEE indique que cette tendance s'est accentuée au deuxième trimestre 1985, le redressement de la situation ayant été particulièrement net pour le gros œuvre. Seuls 25 % des entrepreneurs interrogés ont fait état d'une baisse d'activité, contre 40 % au premier trimestre. Au cours des prochains mois, l'activité devrait continuer à s'améliorer pour le second œuvre, de façon modérée, toutefois, tandis qu'un ralentissement devrait être constaté sur le gros œuvre. En revanche, en ce qui concerne les effectifs, la tendance reste à la baisse pour les entreprises de gros œuvre, tandis que celles du second œuvre prévoient une stabilisation. Toutefois, le niveau des commandes reste insuffisant, moins de 10 % des entrepreneurs s'avouant satisfaits du niveau atteint, tout en énumérant les goulots de production, les difficultés de trésorerie et les délais de paiement parmi les difficultés dont ils continuent à souffrir.

ENTREPRISES

Concorde : amélioration des résultats d'exploitation

La compagnie nationale Air France a annoncé que les résultats d'exploitation de Concorde s'améliorent. Pour les six premiers mois de 1985, avec 24 882 passagers (dont 22 396 sur Paris-New-York), le coefficient d'occupation des vols réalisés, en Concorde est de 62,3 %, soit une progression de 2,6 % par rapport au premier semestre de 1984. Depuis deux ans, selon Air France, l'exploitation des vols en Concorde est bénéficiaire : 31,3 millions de francs en 1983 et 63,4 millions en 1984. Cependant, compte tenu du coût total de l'investissement et du faible nombre d'exemplaires construits (seize au total), l'équilibre financier global ne pourra jamais être atteint.

JVC lance un lecteur compact pour disque vidéo

La firme japonaise Victor Company (JVC) lance prochainement sur le marché japonais le premier lecteur compact pour disque vidéo. L'appareil, utilisant le système VHS, développé par JVC et concurrent du Laser Vision, ne fait que 34 centimètres de large, sur 39 centimètres de profondeur (hauteur 10 centimètres). Les disques sont réversibles et capables de délivrer deux heures d'enregistrement. Le lecteur est compatible avec le procédé de télé couleur américain NTSC.

Une usine textile de l'Aisne rachetée par ses salariés

Une entreprise de l'Aisne, promise à la fermeture, a été reprise par ses salariés, selon une formule originale, et tourne maintenant normalement. La SA Pénicaut, usine textile de Moy-de-l'Aisne, dont le capital était détenu à 51 % par DMC et à 49 % par Rhône-Poulenc, était déclarée en liquidation de biens en juin dernier. Seule était autorisée l'exploitation du fonds de commerce. Le 30 juin, chacun des cent quarante-huit salariés recevait sa lettre de licenciement.

Services informatiques : taillonnage IBM en Europe

Quatre sociétés françaises se classent parmi les cinq premières sociétés de services informatiques en Europe, juste derrière le groupe IBM, selon le palmarès annuel établi par International Data Corporation (IDC). IBM-IMS, filiale spécialisée du groupe américain, arrive en tête avec 2,3 milliards de francs de chiffre d'affaires. Suivent les sociétés Cap Gemini Sogefi (1,8 milliard de francs), CISI, filiale du Commissariat à l'énergie atomique (1,5 milliard de francs), GGI de la Société générale (1,3 milliard de francs) et GSI (Alcatel électronique) avec 1,15 milliard de francs.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	à la hausse	à la hausse	à la hausse	à la hausse
SE-IL	8,5300	8,5500	8,5500	8,5500
DM	2,7800	2,7800	2,7800	2,7800
FF	166,00	166,00	166,00	166,00
Yen	160,00	160,00	160,00	160,00
DM	2,7800	2,7800	2,7800	2,7800
FF	166,00	166,00	166,00	166,00
Yen	160,00	160,00	160,00	160,00
SE-IL	8,5300	8,5500	8,5500	8,5500
DM	2,7800	2,7800	2,7800	2,7800
FF	166,00	166,00	166,00	166,00
Yen	160,00	160,00	160,00	160,00

ON N'ARRÊTE PAS LE PROGRÈS !

LES CAMBRIOLEURS PERFECTIONNENT LEUR OUTILLAGE

Vous devez perfectionner VOTRE DÉFENSE

Il est indispensable de FAIRE RÉVISER VOTRE SERRURE par un spécialiste qualifié

Il vous dira si votre serrure peut résister aux techniques d'effraction actuelles.

SA PICARD, 4, rue Saint-Sauveur, 75001 Paris - Tél. 233-44-85

ÉTRANGER

Net ralentissement de l'activité à Singapour

Le secteur privé est invité à devenir le moteur de la croissance

Singapour. — Dans sa dernière adresse à la nation, prononcée il y a quelques jours à l'occasion de la fête nationale, M. Lee Kuan-yew s'y est pas allé par quatre chemins. Les nouvelles sont mauvaises, et 1985 sera l'année de la croissance zéro. « D'ordinaire, en cette occasion, je vous fais part de mes progrès. Cette fois, je me dois de tirer la sonnette d'alarme », a déclaré le premier ministre.

Pour le deuxième trimestre, la croissance a été de 1,4 %, et c'est une bien maigre consolation que de savoir que les experts l'avaient d'abord prévue plus modeste encore. Pour les six premiers mois de l'année, elle s'est élevée à 0,6 %. Elle devrait stagner autour de zéro pour le reste de 1985.

Le discours de M. Lee Kuan-yew, venant à la suite d'une série de sévères mises en garde émanant de ministres et d'hommes d'affaires, a fortement impressionné des citoyens qui avaient fini par s'habituer, aux bilans largement positifs. Leur désarroi peut se comprendre.

Le premier ministre a dénoncé quatre causes majeures à la présente crise économique de l'île : l'une au moins, le ralentissement de la croissance aux États-Unis, s'est pas le fait de la volonté des autorités locales ; les trois autres sont l'absence de nouveaux grands projets dans le domaine de la construction, le déficit prononcé des industries lourdes, telles que le raffinage du pétrole, la pétrochimie et la construction navale et, enfin, le coût élevé de la main-d'œuvre locale.

Que faire ?

« C'est simple... »

C'est donc en partie la prospérité de Singapour qui est mise en cause. La main-d'œuvre est trop chère, surtout lorsqu'elle est comparée à celle de Taïwan, de Hongkong ou de la Corée du Sud.

Que faire ? Le premier ministre s'est voulu pratique et encourageant : « C'est simple. Nous devons accroître la productivité et réduire les coûts. Pour accroître la productivité, les chefs d'entreprise doivent prendre leurs responsabilités. Quant aux ouvriers, ils doivent apprendre à se montrer plus efficaces, à faire preuve d'un meilleur esprit d'équipe et à mieux utiliser un outil qu'il faut moderniser. Afin de réduire les coûts, nous devons nous montrer souples, flexibles et pragmatiques dans le domaine des salaires, des loyers, des taxes et des rémunérations. Alors, mais alors seulement, dans deux ou trois ans au plus, nous retrouverons notre compétitivité ».

Le premier rapport de la commission économique spéciale présidée par le ministre d'État pour le commerce et l'industrie, M. Lee Hsien-long, le propre fils du premier ministre, va exactement dans le même sens. Le *Straits Times* vient d'en révéler l'essentiel. Seule une approche souple peut sauver l'économie de l'île, explique la commission, une attitude rigide n'entraînerait que désastre.

La commission confirme également ce qu'avait déjà annoncé le ministre des finances, M. Tony Tan, lorsqu'il avait présenté le budget de 1985 (voir le Monde du 25 juin) : le moment est venu pour le secteur privé de devenir le moteur principal

De notre envoyé spécial

de la croissance économique. Mais, ajoute la commission, « dans cette perspective, il faut que l'environnement légal de Singapour soit assoupli pour faciliter l'extension des activités du secteur privé ».

Accroître la productivité

Plusieurs voix, y compris dans le rang du parti au pouvoir, le Parti d'action populaire (PAP), se sont fait entendre pour demander des facilités en faveur du secteur privé.

Pour rendre à Singapour sa compétitivité, il s'agit pas question de réduire les salaires, mais, affirme-t-on à la fois les autorités et les patrons, il faudra que chacun, dans l'avenir, modère ses désirs. En même temps, un effort sérieux doit être accompli pour rendre plus productif le travailleur singapourien. Selon le *Straits Times*, la croissance du taux de productivité s'est, pour les années 1975-1979, élevée de 3,2 % à Singapour, contre 3,4 % à Hongkong, 6,6 % à Taïwan et 6,1 % en Corée du Sud. Pas si mal quand il est comparé au 0,6 % des Américains, mais insuffisant pour attirer les investisseurs potentiels.

Selon le brigadier-général (de réserve) Lee Hsien-long, « les futures hausses de salaires doivent être modérées pour permettre un taux de productivité de croître. Il est donc essentiel que [les] ouvriers [singapouriens] sachent qu'il ne faut pas s'attendre à des miracles salariaux dans les années à venir ».

Dans la mesure où, dans les prochaines années, les autorités auront besoin de la coopération de tous, y compris des syndicats d'ouvriers et d'employés, une grande campagne a été entreprise depuis quelques mois en faveur de l'adhésion et de la participation syndicale d'une population laborieuse qui s'y intéresse de moins en moins. Avant 1959, date de la venue au pouvoir du PAP, les syndicats étaient considérés « les ennemis du peuple » par le régime autoritaire des agitateurs communistes. La mise sur pied en 1964 de la grande centrale NTUC (National Trade Union Congress), proche du gouvernement, et l'adhésion constante de la qualité matérielle de la vie depuis vingt ans, ont réduit à néant les chances d'une « révolution » communiste dans l'île. Le danger n'est plus là, estiment les autorités, mais bien dans la désaffection des travailleurs. Le NTUC peut donc membres : « 6 % de 1983 à 1984. La prospérité n'encourage pas le militantisme, même de bon ton ».

Paix sociale

Un syndicat fort est garant de paix sociale et donc de prospérité future, affirment les autorités. De même, la continuité politique est garante de stabilité financière et rassurera les investisseurs potentiels sur la pérennité de la présente philosophie économique de Singapour. C'est dans cette perspective qu'il faut situer les récentes déclarations du vice-premier ministre Goh Chok-tong concernant les « dangers » d'un système politique à la britannique qui permet les changements imprévus de gouvernement.

Ce qui ne veut pas dire que le principe « une personne, une voix », qui est appliqué à Singapour, va être automatiquement modifié dans les prochains mois, comme le craint l'opposition. Ce qui est certain, c'est que le glissement important de voix en faveur de candidats n'appartenant pas au PAP lors des élections législatives de décembre 1984, glissement dû avant tout aux jeunes, préoccupe sérieusement un pouvoir qui s'estime le seul dépositaire de la vérité économique et sociale de Singapour.

C'est un fait que les investissements sont en très nette baisse cette année. A peine 589 millions de dollars de Singapour pour les six premiers mois de 1985, contre 1,803 million en 1984. Comme le remarque la commission de développement économique (Economic Development Board), nombre de multinationales préfèrent s'installer là où il existe un vaste marché local potentiel, cela pour pallier d'éventuelles mesures protectionnistes.

Avec moins de trois millions d'habitants, Singapour ne peut sur

Les suites

de l'affaire Flick

OUVERTURE D'UNE ENQUÊTE CONTRE L'ANCIEN PATRON DE LA BANQUE DES SYNDICATS OUEST-ALLEMANDS

Bonn. — Le parquet de Bonn a ouvert une enquête pour fraude fiscale contre M. Walter Hesselbach, ancien patron de la banque des syndicats ouest-allemands, la Bank für Gemeinwirtschaft, et contre un organisme proche du Parti social-démocrate (SPD), la Fondation Friedrich Ebert, affirme l'hebdomadaire *Der Spiegel*, informations confirmées ultérieurement par le porte-parole du parquet de Bonn, M. Johannes Wilhelm. Selon l'hebdomadaire libéral hambourgeois, dont les révélations ont largement contribué à la découverte du scandale politico-financier Flick, M. Hesselbach a fait parvenir au SPD 6 millions de deutschemarks (18 millions de francs).

Ces fonds seraient parvenus au SPD par le truchement de la fondation Friedrich Ebert, dont fait partie M. Hesselbach. Cette fondation, créée en 1925, est la plus ancienne d'Allemagne, et son budget dépasse les 100 millions de deutschemarks. Dans cette affaire, son rôle aurait consisté à délivrer à divers donateurs des certificats de la fondation, qui leur ont permis de soustraire leurs dons des sommes versées au fisc. M. Hesselbach aurait apporté ces pseudo-dons à la fondation Ebert, en Suisse, pour les déposer sur un compte de la fondation travailliste impériale Fritz-Naphtali, dont le siège est à Tel-Aviv. L'argent serait ensuite revenu « dans la caisse du SPD » en RFA. Un porte-parole du SPD, M. Wolfgang Clement, a affirmé, de son côté, que les accusations de *Der Spiegel* étaient « sans fondement ». — (AFP.)

Une campagne officielle en faveur du sourire et de la courtoisie est à nouveau en cours. Ses effets se font agréablement sentir. Les autorités responsables ne savaient sans doute pas qu'elle coïnciderait avec de si mauvaises nouvelles du front économique.

JACQUES BEKAERT.

L'économie australienne vue par l'OCDE

Contrôler la hausse des salaires pour conforter la reprise

L'économie australienne est bien partie pour connaître une troisième année de reprise, et même, favorable si, « pour ne pas perdre le terrain gagné », on continue de maintenir les perspectives sur les coûts salariaux. C'est le conseil donné par les experts de l'OCDE (1) dans leur dernière étude consacrée à l'Australie. De fait, la stratégie adoptée en 1983 — politique des revenus reposant sur la concertation avec les syndicats, politique de stimulation de la demande — a porté ses fruits, puisque ce pays connaît un redressement de son produit intérieur brut à celui observé aux États-Unis et plus vigoureux que dans la moyenne des pays de l'OCDE. Le PIB a augmenté de 6,1 % en 1984 (contre 0,5 % seulement en 1983), tandis que, simultanément, l'inflation était réduite et le chômage en baisse.

Bien que le rythme de croissance se soit globalement ralenti depuis le premier semestre 1984, la phase de reprise devrait se poursuivre, et la

hausse de PIB attendue pour 1986 est de 4,1 %. Le chômage, dont le taux est passé de 10,3 % fin 1983 à 8,4 % en mai 1985, diminuera probablement encore un peu. Quant aux perspectives touchant à l'inflation (6,2 % en 1985, 6,3 % en 1986), elles restent, de l'avis même des experts, plus incertaines, de fait de pressions nouvelles sur les coûts susceptibles de « compromettre les progrès déjà réalisés », et auxquelles doit faire face la politique des revenus.

Réformer la fiscalité

Pour consolider la reprise, l'OCDE recommande donc une politique économique prudente. Réduire d'abord, le besoin de financement du secteur public, qui devrait atteindre 6,5 % du PIB pour l'exercice en cours. Le gouvernement australien, conscient de la nécessité de réduire ce déficit, s'apprête à le faire par une compression des dépenses. Il s'agit là, pour les experts du chapeau de la Moutte, d'une mesure politicienne majeure et d'une « tâche difficile », compte tenu notamment du gonflement de la dette publique.

La déréglementation du système financier devrait en outre « contribuer à améliorer la flexibilité et la capacité de l'économie à long terme ». Les experts jugent opportun de lever le contrôle sur les taux hypothécaires, que « ni les objectifs sociaux ni l'efficacité économique ne justifient ». Par ailleurs, une réforme de la fiscalité s'impose pour réduire l'évasion fiscale et ne pas démotiver les acquis économiques. L'option la plus intéressante, selon l'OCDE, comporterait un élargissement de l'assiette de l'impôt sur le revenu et la création d'une taxe générale sur la consommation. Enfin, « beaucoup reste à faire », d'après elle, pour éliminer les obstacles aux importations, encore importants dans certains domaines.

Néanmoins, c'est bien l'accord conclu avec les organisations syndicales en 1983 qui reste l'élément essentiel de la politique des prix et des revenus. Or, avec la baisse enregistrée par le dollar australien depuis l'été dernier, l'indexation intégrale des salaires menace de relancer la pression sur les coûts. Dès lors, concluent les experts, « les syndicats ont un rôle considérable à jouer, en regard aux avantages que leur a apportés la politique gouvernementale fondée sur la consultation et le consensus ».

(1) Organisation de coopération et de développement économique.

NIE

net-tu-

tion

ré-

des

ave-

73,

Je

ret-

don-

dé-

né-

s, de

si

dé-

sion

que

le

tion

la

ité

uté

de

im-

les

per-

aris

ple-

ans

sion

un

le-

ité

sur

ar-

ssi,

en

au-

fra-

des

ais-

nel

de

li-

li-

li-

li-

li-

li-

li-

li-

li-

li-

li-

li-

li-

li-

li-

li-

li-

li-

li-

li-

li-

li-

li-

li-

li-

li-

li-

li-

li-

li-

li-

li-

li-

li-

li-

li-

li-

li-

li-

li-

li-

li-

li-

li-

li-

li-

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DE PARIS

Comptant

9 AOUT

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Table with 2 columns: Item and Amount. Rows include: 1) OR ET CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER, 2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR, 3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT, 4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE À RECEPTION DU DISCOM, 5) DIVERS.

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

Table with 2 columns: Index Name and Value. Rows include: Coteur, Coteur 100, Coteur 200, Coteur 300, Coteur 400, Coteur 500, Coteur 600, Coteur 700, Coteur 800, Coteur 900, Coteur 1000.

VALEURS

Table with 2 columns: Value Name and Value. Rows include: A.E.E., A.E.E. 100, A.E.E. 200, A.E.E. 300, A.E.E. 400, A.E.E. 500, A.E.E. 600, A.E.E. 700, A.E.E. 800, A.E.E. 900, A.E.E. 1000.

VALEURS

Table with 2 columns: Value Name and Value. Rows include: A.E.E., A.E.E. 100, A.E.E. 200, A.E.E. 300, A.E.E. 400, A.E.E. 500, A.E.E. 600, A.E.E. 700, A.E.E. 800, A.E.E. 900, A.E.E. 1000.

SECONDE MARCHÉ

Table with 2 columns: Value Name and Value. Rows include: A.E.E., A.E.E. 100, A.E.E. 200, A.E.E. 300, A.E.E. 400, A.E.E. 500, A.E.E. 600, A.E.E. 700, A.E.E. 800, A.E.E. 900, A.E.E. 1000.

PASSIF

Table with 2 columns: Item and Amount. Rows include: 1) BILLET EN CIRCULATION, 2) COMPTES CRÉDITEURS, 3) COMPTES COURANTS, 4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS, 5) SCU A L'UNION AU FISCAL, 6) RÉSERVE DE RÉVALUATION DES AVOIRS, 7) CAPITAL ET FONDS DE RÉSERVE, 8) DIVERS.

Actions au comptant

Table with 2 columns: Action Name and Value. Rows include: A.E.E., A.E.E. 100, A.E.E. 200, A.E.E. 300, A.E.E. 400, A.E.E. 500, A.E.E. 600, A.E.E. 700, A.E.E. 800, A.E.E. 900, A.E.E. 1000.

Étrangers

Table with 2 columns: Foreign Value Name and Value. Rows include: A.E.E., A.E.E. 100, A.E.E. 200, A.E.E. 300, A.E.E. 400, A.E.E. 500, A.E.E. 600, A.E.E. 700, A.E.E. 800, A.E.E. 900, A.E.E. 1000.

Hors cote

Table with 2 columns: Value Name and Value. Rows include: A.E.E., A.E.E. 100, A.E.E. 200, A.E.E. 300, A.E.E. 400, A.E.E. 500, A.E.E. 600, A.E.E. 700, A.E.E. 800, A.E.E. 900, A.E.E. 1000.

AUTOUR DE LA CORBEILLE

DOUBLEMENT DU CAPITAL D'AXITEL - Cet institut de participation du grand Sud-Ouest va doubler son capital, pour le porter de 47 à 94 millions de francs par l'émission d'actions nouvelles à raison d'une action de 100 F nominal (émise à 105 F) pour chaque action ancienne.

DEAK PERERA SUSPEND LA VENTE DE KRUGER

La firme financière américaine Deak Perera a annoncé qu'elle ne vendrait plus, désormais, de pièces d'or sud-africaines Krugers.

INDICES QUOTIDIENS

Table with 2 columns: Index Name and Value. Rows include: Coteur, Coteur 100, Coteur 200, Coteur 300, Coteur 400, Coteur 500, Coteur 600, Coteur 700, Coteur 800, Coteur 900, Coteur 1000.

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Table with 2 columns: Rate Name and Rate. Rows include: Taux du marché monétaire, Taux du marché monétaire 100, Taux du marché monétaire 200, Taux du marché monétaire 300, Taux du marché monétaire 400, Taux du marché monétaire 500, Taux du marché monétaire 600, Taux du marché monétaire 700, Taux du marché monétaire 800, Taux du marché monétaire 900, Taux du marché monétaire 1000.

INDICES QUOTIDIENS

Table with 2 columns: Index Name and Value. Rows include: Coteur, Coteur 100, Coteur 200, Coteur 300, Coteur 400, Coteur 500, Coteur 600, Coteur 700, Coteur 800, Coteur 900, Coteur 1000.

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Table with 2 columns: Rate Name and Rate. Rows include: Taux du marché monétaire, Taux du marché monétaire 100, Taux du marché monétaire 200, Taux du marché monétaire 300, Taux du marché monétaire 400, Taux du marché monétaire 500, Taux du marché monétaire 600, Taux du marché monétaire 700, Taux du marché monétaire 800, Taux du marché monétaire 900, Taux du marché monétaire 1000.

COURS DU DOLLAR À TOKYO

Table with 2 columns: Dollar Name and Dollar. Rows include: Cours du dollar à Tokyo, Cours du dollar à Tokyo 100, Cours du dollar à Tokyo 200, Cours du dollar à Tokyo 300, Cours du dollar à Tokyo 400, Cours du dollar à Tokyo 500, Cours du dollar à Tokyo 600, Cours du dollar à Tokyo 700, Cours du dollar à Tokyo 800, Cours du dollar à Tokyo 900, Cours du dollar à Tokyo 1000.

REGLEMENT MENSUEL

Table with 2 columns: Settlement Name and Settlement. Rows include: Règlement mensuel, Règlement mensuel 100, Règlement mensuel 200, Règlement mensuel 300, Règlement mensuel 400, Règlement mensuel 500, Règlement mensuel 600, Règlement mensuel 700, Règlement mensuel 800, Règlement mensuel 900, Règlement mensuel 1000.

REGLEMENT MENSUEL

Table with 2 columns: Settlement Name and Settlement. Rows include: Règlement mensuel, Règlement mensuel 100, Règlement mensuel 200, Règlement mensuel 300, Règlement mensuel 400, Règlement mensuel 500, Règlement mensuel 600, Règlement mensuel 700, Règlement mensuel 800, Règlement mensuel 900, Règlement mensuel 1000.

REGLEMENT MENSUEL

Table with 2 columns: Settlement Name and Settlement. Rows include: Règlement mensuel, Règlement mensuel 100, Règlement mensuel 200, Règlement mensuel 300, Règlement mensuel 400, Règlement mensuel 500, Règlement mensuel 600, Règlement mensuel 700, Règlement mensuel 800, Règlement mensuel 900, Règlement mensuel 1000.

REGLEMENT MENSUEL

Table with 2 columns: Settlement Name and Settlement. Rows include: Règlement mensuel, Règlement mensuel 100, Règlement mensuel 200, Règlement mensuel 300, Règlement mensuel 400, Règlement mensuel 500, Règlement mensuel 600, Règlement mensuel 700, Règlement mensuel 800, Règlement mensuel 900, Règlement mensuel 1000.

REGLEMENT MENSUEL

Table with 2 columns: Settlement Name and Settlement. Rows include: Règlement mensuel, Règlement mensuel 100, Règlement mensuel 200, Règlement mensuel 300, Règlement mensuel 400, Règlement mensuel 500, Règlement mensuel 600, Règlement mensuel 700, Règlement mensuel 800, Règlement mensuel 900, Règlement mensuel 1000.

COTE DES CHANGES

Table with 2 columns: Exchange Name and Exchange. Rows include: Cote des changes, Cote des changes 100, Cote des changes 200, Cote des changes 300, Cote des changes 400, Cote des changes 500, Cote des changes 600, Cote des changes 700, Cote des changes 800, Cote des changes 900, Cote des changes 1000.

COTE DES CHANGES

Table with 2 columns: Exchange Name and Exchange. Rows include: Cote des changes, Cote des changes 100, Cote des changes 200, Cote des changes 300, Cote des changes 400, Cote des changes 500, Cote des changes 600, Cote des changes 700, Cote des changes 800, Cote des changes 900, Cote des changes 1000.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table with 2 columns: Gold Name and Gold. Rows include: Marché libre de l'or, Marché libre de l'or 100, Marché libre de l'or 200, Marché libre de l'or 300, Marché libre de l'or 400, Marché libre de l'or 500, Marché libre de l'or 600, Marché libre de l'or 700, Marché libre de l'or 800, Marché libre de l'or 900, Marché libre de l'or 1000.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table with 2 columns: Gold Name and Gold. Rows include: Marché libre de l'or, Marché libre de l'or 100, Marché libre de l'or 200, Marché libre de l'or 300, Marché libre de l'or 400, Marché libre de l'or 500, Marché libre de l'or 600, Marché libre de l'or 700, Marché libre de l'or 800, Marché libre de l'or 900, Marché libre de l'or 1000.

REVENUS CRIMINELS

Le 14 août 1985, le Parquet de la Seine a poursuivi...

REVENUS CRIMINELS

Le 14 août 1985, le Parquet de la Seine a poursuivi...

REVENUS CRIMINELS

Le 14 août 1985, le Parquet de la Seine a poursuivi...

REVENUS CRIMINELS

Le 14 août 1985, le Parquet de la Seine a poursuivi...

NIE

net-

tion

ré-

ché,

des

ave-

2, le

re-

tion

de

un

si

de

re-

de

un

si

UN JOUR DANS LE MONDE

ENQUÊTE

2. « Phoenix, Amérique 1985 », par Bernard Guetta.

ÉTRANGER

3. AMÉRIQUES
- NICARAGUA : les sandinistes acceptent de rapatrier les Indiens Miskitos vers le rio Coco.

3-4. AFRIQUE
- La visite de Jean-Paul II au Cameroun.

5. ASIE
- « Taiwan, une petite Chine toute seule... » (1), par Alain Jacob.

6. PROCHE-ORIENT
6. DIPLOMATIE

POLITIQUE

7. Les « Journées internationales » de Corta.

SOCIÉTÉ

8. L'attentat contre Greenpeace
14. ENVIRONNEMENT
- Les ravages des incendies en Corse : « La vent en flamme », point de vue par Révéri.

LE MONDE ÉCONOMIE

9. LIBÉRATION DU COMMERCE MONDIAL : une contre-offensive européenne : « La pousse des petits pays », par Gilles Enlart et François Sureau.
10. La chronique de Paul Fabre : Notes de lecture, par Alfred Sauvy.

CULTURE

11. FESTIVALS : Saint-Céré et Locarno.
- CINÉMA : Reprise de l'Acrobate, de Jean-Daniel Pollet.
- THÉÂTRE : le Printemps, de Denis Guenoun.
12. COMMUNICATION

SPORTS

15. Les championnats d'Europe de natation.

ÉCONOMIE

17. ÉTRANGER : ouverture d'une enquête contre l'ancien patron de la banque des syndicats ouest-allemands.
18. SOCIAL

RADIO-TÉLÉVISION (13) INFORMATIONS « SERVICES » (16) :
- Jeux : « Journal officiel » ; Loto ; Météorologie ; Mots croisés ; 15 août : les services ouverts ou fermés.
Légion d'Honneur (14) ; Ammonces classées (18) ; Carnet (14) ; Programmes des spectacles (12) ; Marchés financiers (19).

Rémy
25 ANNIVERSAIRE

LES AFFAIRES DE L'ÉTÉ
du 1^{er} juillet au 31 août

BIBLIOTHÈQUES, Mariette, Chêne Louis XIV, XVI, XVIII, Directoire, L. Philippe
LE MEUBLE REGIONAL RUSTIQUE
Noyer de France, Chêne, Merisier
SALONS CUBA et STYLE
SALLES à MANGER et CHAMBRES
tous styles, toutes essences de bois.
Tous les réassemblés des documents
anciens en toutes dimensions
dans les laques et patines anciennes
et toujours

une sélection
collection de 500 de réassemblés

de commodités
et de secrétaires...
OUVERT EN AOÛT
80-62, St Antoine - 343.65.58

Regain de violence à Beyrouth : 13 morts et 75 blessés

De notre correspondant

Beyrouth. — Depuis que le président Amine Gemayel a annoncé à Damas, jeudi 8 août, que « la voie est désormais ouverte au dialogue », la parole est brusquement revenue aux canons à Beyrouth, après une pause de près d'un mois.

Les duels d'artillerie de chaque côté de la ligne de démarcation qui sépare le quartier est (chrétien) et ouest (musulman) de Beyrouth ont fait depuis vendredi treize morts et soixante-quinze blessés. Ils se sont poursuivis jusqu'à l'aube de ce lundi, alors qu'il n'y avait pas de cesse.

D'autre part, soixante-cinq passagers chrétiens qui se rendaient à l'aéroport dans des bus de la Middle East Airlines ont été retenus pendant plusieurs heures par des miliciens chiites qui réclamaient, et ont obtenu, la libération d'un chitiste enlevé à Beyrouth-Est. Enfin, on note un début de harcèlement de la ville chrétienne de Zahlé, dans la Bekaa, qui jouit, depuis la bataille syro-chrétienne qui s'y déroula d'avril à juin 1981, d'un statut particulier consistant en une sorte d'autonomie interne sur le plan de la sécurité.

MAISONS DYNAMITÉES A JIYEH

Des hommes en armes débarquent de leurs voitures à la nuit tombée, des explosions secouent un village déjà défiguré par la guerre, un bulldozer vient raser les débris : dimanche 11 août, vingt-deux maisons de chrétiens avaient disparu de Jiyeh, à 33 kilomètres au sud de Beyrouth. Jiyeh, où cohabitent avant la guerre six mille chrétiens et deux mille chiites, est venu s'ajouter à la liste des villages dynamités par le Parti socialiste progressiste (PSP) du chef druze Walid Joumblatt, depuis la prise de la région qui entoure Saïda, fin avril.

Des villages entiers avaient brûlé, et une véritable razzia s'était déroulée pendant des jours dans l'El-Kharrub. Depuis lors, le PSP a dynamité systématiquement toutes les maisons de chrétiens soupçonnés d'avoir fait partie de la milice chrétienne ou d'avoir collaboré avec elle. Abba, Salhiyeh, Lébna, Ain-el-Mir, autant de villages où se dressent les ruines impressionnantes d'habitations on d'églises, comme pour signifier que les chrétiens ne reviendront plus. Cette politique est souvent critiquée par des habitants musulmans, qui la qualifient avec dégoût de « barbarie ». Hassan, élite du PSP, raconte que les miliciens du PSP qui ont dynamisé ce village dans la nuit de samedi à dimanche ont délogé des familles palestiniennes des maisons à détruire. — (AFP.)

Aux Etats-Unis

Fuites toxiques dans une usine d'Union Carbide en Virginie occidentale

Institute (AFP, AP, Reuters). — Quelque cent vingt-cinq personnes de la ville d'Institute, en Virginie occidentale, ont été indisposées à la suite d'une fuite d'un gaz toxique provenant d'une usine de la société Union Carbide. Six employés de la firme, qui se trouvaient sur les lieux au moment de l'incident, ont été plus sérieusement touchés. Ils souffrent de graves brûlures aux yeux.

Selon M. Dick Henderson, porte-parole d'Union Carbide, la fuite a été provoquée par un accroissement inattendu de la pression dans un réservoir de stockage contenant 1 900 litres d'aldicarb, principal composant du pesticide Temik. Les émanations ont duré une dizaine de minutes, mais les habitants de la ville ont été invités à se cloîtrer dans leurs maisons pendant environ deux heures. Un épais nuage toxique s'est abattu sur une autoroute proche de l'usine. Il a été recommandé aux automobilistes ayant traversé ce nuage et se plaignant de difficultés respiratoires, de nausées et d'irritation des yeux et de la gorge de se rendre dans les hôpitaux de la région.

A l'origine, l'aldicarb était un mélange de trois composés chimiques, parmi lesquels l'isocyanate de méthyle, un produit dont les fuites dans une autre usine d'Union Carbide ont causé la mort, en décembre dernier, de plus de deux mille personnes à Bhopal, en Inde. A la suite de la catastrophe de Bhopal, l'usine d'Institute avait été fermée et la composition de l'aldicarb modifiée pour supprimer l'isocyanate de méthyle. La production avait repris le 4 mai dernier après la mise en place des nouveaux équipements de sécurité, d'une valeur estimée à 5 millions de dollars.

Huit mois après la tragédie de Bhopal, quelque sept mille quatre cents survivants souffrent toujours de troubles oculaires et plus de trois mille trois cents de complications gastriques. On craint pour la santé de trois mille bébés à naître. De nombreuses personnes ont été trop affaiblies pour reprendre leur travail.

TENNIS A PARIS CET ÉTÉ
TENNIS FOREST HILL
Passe d'Orléans, 179
Aubervilliers, 18
Fontenay-aux-Bois, Meudon
STAGES INTENSIFS
2 à 30 par semaine 7 semaines
734-36-36

En Afghanistan

M. KARMAL ANNONCE L'ORGANISATION D'ÉLECTIONS A DES CONSEILS LOCAUX

De notre correspondant

Le président Babrak Karmal a annoncé samedi 10 août, au cours d'une allocution captée à Islamabad, qu'il organiserait des élections nationales pour créer des nouveaux conseils gouvernementaux locaux. Il a souligné que ces nouveaux conseils devraient contribuer à mettre fin à l'infiltration de « maquisards islamiques » en provenance du Pakistan et de l'Iran. Reconnaissant pour la première fois les problèmes de la guerre, le président Karmal a déclaré : « Notre pays est fatigué de la guerre et du sang, et j'espère que ces élections résoudront les problèmes de sécurité et satisfiront les besoins de notre peuple ».

L'agence officielle soviétique Tass a qualifié ce scrutin, qui est le premier à avoir lieu en Afghanistan depuis la prise de pouvoir par les partisans de Moscou en avril 1978, de « premières élections démocratiques de ce genre » dans l'histoire du pays. Le scrutin a déjà eu lieu à Kaboul et dans neuf circonscriptions proches de la capitale, et la consultation va continuer dans d'autres régions du pays. — (Reuters, AP, UPI, AFP.)

En Birmanie

LE CHEF DE L'ÉTAT, M. SAN YU, A ÉTÉ ÉLU VICE-PRÉSIDENT DU PARTI UNIQUE DERRIÈRE M. NE WIN

M. San Yu, chef de l'Etat birman, soixante-sept ans, a été élu mercredi 7 août au poste nouvellement créé de vice-président du parti unique pour le programme socialiste birman (BPSB), ce qui en fait le « numéro deux » du régime derrière M. Ne Win, et le place théoriquement en position de lui succéder, si on apprécie dimanche 11 août. La création de ce poste, approuvée par le congrès national du parti réuni du 2 au 7 août dans la capitale birmane, pourrait résulter du souci du chef du régime, le général Ne Win, âgé de soixante-quatre ans, de se décharger partiellement des affaires quotidiennes du pouvoir tout en continuant à présider, ce qui est de fait, aux grandes questions politiques. La réalité du pouvoir reste cependant, encore aujourd'hui, indissociable de la personne même de M. Ne Win, en dépit de son âge et des rumeurs faisant régulièrement mention d'un état de santé déclinant.

La nomination de M. San Yu comme vice-président du parti ne lui assure pourtant pas la succession du chef du régime de façon indiscutable, pensent les observateurs, qui ajoutent que le vieux dirigeant birman a systématiquement écarté au fil des ans des collaborateurs qui passaient pour ses dauphins dès lors qu'ils lui paraissent acquiescer trop d'influence.

Le dernier exemple a été celui du général Tin Oo, qui était pourtant bien plus puissant que ne l'est M. San Yu. L'ex-chef des services secrets de l'armée a été limogé en 1983 et se trouve en prison à Rangoon, après avoir été condamné à cinq reprises à la peine de mort pour des affaires de corruption et de concussion. — (AFP.)

Le pilote de Formule 1, Manfred Winkelhock, grièvement blessé — Le pilote de Formule 1 ouest-allemand Manfred Winkelhock (trente-deux ans) qui participait, dimanche 11 août, aux 1000 km de Mosport (P-B) au volant d'une Porsche 962, a été grièvement blessé après avoir heurté un mur.

Sur CFM
de 19 heures à 19 h 30
à Paris (89 MHz)
à Lyon (100,3 MHz)
à Bordeaux (101,2 MHz)
à Saint-Nazaire-La Baule (94,8).

LUNDI 12 AOÛT
« Le Monde » reçoit
JEAN DE LA GUÉRIÈRE

correspondant
du « Monde » à Alger
avec
JEAN-MARIE DUPONT

MARDI 13 AOÛT
PIERRE ARDITI
avec
COLETTE GODARD

LA VISITE DE M^{me} CRESSON EN TUNISIE

Comment remédier au déséquilibre des échanges ?

De notre correspondant

Tunis. — Comment remédier au déséquilibre des échanges commerciaux et mieux adapter la coopération économique aux exigences de l'époque : tels ont été les thèmes centraux des entretiens que M^{me} Edith Cresson, ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, a eus avec les responsables de l'économie tunisienne au cours de la visite qu'elle a effectuée, du mercredi 7 au samedi 10 août, à Tunis.

En dépit des déclarations officielles, les Tunisiens affleurent souvent en privé leur déception à l'égard de l'évolution de la coopération franco-tunisienne, qui se poursuit certes tant bien que mal, mais dans une routine dénuée de toute imagination. M^{me} Cresson, croit-on, n'a pas échappé, elle non plus, à ces courtois reproches. Mais, à la différence de plusieurs de ses collègues, argumentant sur les dossiers, elle aurait assez fermement insisté sur le fait que si « effort » il doit y avoir, il doit être partagé et non à sens unique.

Par exemple, il ne suffit pas de déplorer le déficit croissant de la balance commerciale, qui s'est chiffré à environ 3 milliards de francs pour 1984, et qui promet d'être au moins aussi lourd cette année. Encore faut-il pour l'endiguer, qu'une action en profondeur soit entreprise afin de rendre les produits tunisiens plus performants sur les marchés extérieurs.

Les investissements français

Dans cette perspective, M^{me} Cresson a confirmé les dispositions de la France à accroître ses transferts de technologies, et à intensifier les échanges entre les petites et moyennes entreprises industrielles françaises et tunisiennes. C'est ainsi qu'il a été entre autres décidé d'éta-

blir une concertation suivie entre le Centre des études et de la promotion industrielle en Afrique (CEPIA) et l'Agence tunisienne de promotion des investissements (API).

En matière d'investissements, la France demeure le partenaire le plus dynamique de la Tunisie, mais s'agissant des grands marchés industriels, elle doit faire face à une concurrence de plus en plus active, notamment de la part de l'Italie, du Japon, de l'Espagne et de la Suède. Cependant, nombre d'industriels français estiment que leur participation pourrait être encore améliorée si elle ne se heurtait pas à des lenteurs administratives souvent décourageantes. En outre, dans le secteur automobile, la volonté tunisienne de diversifier le marché par le jeu de la libre concurrence n'aide pas au développement des activités de Renault et de Peugeot qui ont pourtant installé ces dernières années des usines de fabrication de pièces détachées et de montage de véhicules.

M^{me} Cresson, qui a été reçue par le président Bourguiba et le premier ministre, M. Mohammed Mzali, a aussi renouvelé à ses interlocuteurs la volonté de la France « de défendre résolument les intérêts de la Tunisie », après l'élargissement du Marché commun.

D'autre part, M. Pierre Bérégovoy, ministre des finances et de l'économie, s'est entretenu, dimanche 11 août, à Monastir, avec le président Bourguiba dont il est l'hôte. En vacances en Tunisie, M. Bérégovoy a rencontré également M. Mzali et le ministre de l'économie, M. Rachid Sfar, ministre de l'économie nationale, car, a-t-il déclaré, « il faut continuer à développer les relations franco-tunisiennes sur tous les plans : économique, politique et financier ».

RAPPORT D'ACTIVITÉ DES POSTES EN 1984

Aggravation du déficit

La poste française a enregistré une nouvelle progression de son activité en 1984 : les quelque 15,5 milliards d'objets traités par plus de 300 000 salariés dans 17 224 bureaux de poste marquent une augmentation en volume de 1,8 % sur les résultats de 1983, selon le rapport présenté samedi 10 août par M. Marcel Roulet, directeur des postes.

Les recettes totales, qui ont atteint 65,7 milliards de francs — soit une progression de 3 % — ne comptent que 33,9 milliards de recettes d'exploitation (et notamment 25,5 milliards de la Caisse nationale d'épargne), portant le déficit d'exploitation à 3,2 milliards de francs, enregistrant une hausse de 55 %. Le déficit s'élève à 40,8 milliards de francs (+ 12,9 %). Quant au nombre des comptes financiers gérés par la poste, il a légèrement progressé : mais c'est, d'ailleurs, le fait, précise le rapport, de la Caisse nationale d'épargne (avec environ 17 millions de comptes, les avoirs atteignent 256 milliards de francs), que des CCP.

En préambule au rapport d'activité, M. Roulet souligne que l'année 1984 a également été marquée par une « réflexion sur l'avenir de l'entreprise et de sa compétitivité ». Pour supprimer les déséquilibres liés aux transferts que la poste doit effectuer au profit d'autres agents économiques (la presse, le Trésor) ou au maintien de bureaux non rentables dans les campagnes, M. Roulet réclame à nouveau « un cadre clair, stable, indicatif, qu'une charte de gestion, à préparer en 1985, devrait garantir ».

Rappelons que la charte de gestion précédente couvrait les exercices 1983 à 1986 ; la nouvelle charte a été annoncée dès la mi-1983 par le ministre des PTT, M. Moxandau. Elle a donné lieu à un rapport reprenant ces propositions et précisant, entre autres, une réforme du droit de grève.

INVITÉ DU « FORUM » DE RADIO MONTE-CARLO

M. Gaudin (UDF) : M. Mitterrand se rend « incohérent »

M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, a déclaré, le dimanche 11 août au « Forum » de Radio Monte-Carlo, que la décision du Conseil constitutionnel sur la loi relative à la Nouvelle-Calédonie est un « désaveu » pour le gouvernement, qui a commis trois « erreurs » : la première en nommant M. Edgar Pisani haut commissaire à Nouméa, la deuxième en adoptant, comme « objectif », l'« indépendance » du territoire, la troisième « sur le droit et la démocratie », dans la répartition des sièges au sein du futur congrès territorial. M. Gaudin a précisé que, pour l'opposition, « il n'y a pas lieu de faire trainer » le débat parlementaire rendu nécessaire par la décision du Conseil constitutionnel.

Le député des Bouches-du-Rhône a réaffirmé, d'autre part, sa préférence pour des listes uniques de l'opposition aux élections législatives de mai 1986, parce que le RPR et l'UDF sont « sur le fond, d'accord sur presque tout » et parce que la représentation proportionnelle départementale à la plus forte moyenne « est, en réalité, un système semi-majoritaire qui donne une prime aux coalitions ».

M. Gaudin estime que le président de la République tient, à

Le numéro de « Monde » daté 12 août 1985 a été tiré à 404 052 exemplaires

A B C D E F G

Un ap... pour le

Jean-Paul II

Yacoubé, mardi, internationale d'un

Le souverain

leur attention

du Sud.

Yacoubé - De

avant les corps

diplomatiques

Yacoubé, Jean-P

Yacoubé, mardi, internationale d'un

Le souverain

leur attention

du Sud.

Yacoubé - De

avant les corps

diplomatiques

Yacoubé, Jean-P

Yacoubé, mardi, internationale d'un

Le souverain

leur attention

du Sud.

Yacoubé - De

avant les corps

diplomatiques

Yacoubé, Jean-P

Yacoubé, mardi, internationale d'un

Le souverain

leur attention

du Sud.

Yacoubé - De

avant les corps

diplomatiques

Yacoubé, Jean-P

Yacoubé, mardi, internationale d'un

Le souverain

leur attention

du Sud.

Yacoubé - De

avant les corps

diplomatiques

Yacoubé, Jean-P

Yacoubé, mardi, internationale d'un

Le souverain

leur attention

du Sud.

Yacoubé - De

avant les corps

diplomatiques

Yacoubé, Jean-P

Yacoubé, mardi, internationale d'un

Le souverain

leur attention

du Sud.

Yacoubé - De

avant les corps

diplomatiques

Yacoubé, Jean-P

Yacoubé, mardi, internationale d'un

Le souverain

leur attention

du Sud.

Yacoubé - De

avant les corps

diplomatiques

Yacoubé, Jean-P

Yacoubé, mardi, internationale d'un

Le souverain

leur attention

du Sud.

مركز الأصل